

**No society
(Flammarion, 3
octobre)**

Guilluy, Christophe

VISIT...

LANZAROTE
Caliente.COM

**CHRISTOPHE
GUILLUY**

NO SOCIETY

**LA FIN
DE LA CLASSE MOYENNE
OCCIDENTALE**

Flammarion

**CHRISTOPHE
GUILLUY**

**NO
SOCIETY**

**LA FIN
DE LA CLASSE MOYENNE
OCCIDENTALE**

Flammarion

Christophe Guilluy

No Society

La fin de la classe
moyenne occidentale

Flammarion

Christophe Guilluy

No Society

La fin de la classe moyenne occidentale

Flammarion

© Éditions Flammarion, 2018

ISBN Epub : 9782081451728

ISBN PDF Web : 9782081451735

Le livre a été imprimé sous les références :

ISBN : 9782081422711

Ouvrage composé et converti par [Pixellence](#) (59100 Roubaix)

Présentation de l'éditeur

« There is no society » : la société, ça n'existe pas. C'est en octobre 1987 que Margaret Thatcher prononce ces mots. Depuis, son message a été entendu par l'ensemble des classes dominantes occidentales. Il a pour conséquence la grande sécession du monde d'en haut qui, en abandonnant le bien commun, plonge les pays occidentaux dans le chaos de la société relative. La rupture du lien, y compris conflictuel, entre le haut et le bas, nous fait basculer dans l'a-société. Désormais, no more society. La crise de la représentation politique, l'atomisation des mouvements sociaux, la citadellisation des bourgeoisies, le marronnage des classes populaires et la communautarisation sont autant de signes de l'épuisement d'un modèle qui ne fait plus société. La vague populiste qui traverse le monde occidental n'est que la partie visible d'un soft power des classes populaires qui contraindra le monde d'en haut à rejoindre le mouvement réel de la société ou bien à disparaître.

Christophe Guilluy, géographe, est notamment l'auteur de deux essais très remarqués : *La France périphérique* et *Le Crépuscule de la France d'en haut* (Champs-Flammarion).

Atlas des fractures françaises, L'Harmattan, 2000.

Avec Christophe Noyé, *Atlas des nouvelles fractures sociales*, Autrement, 2004.

Fractures françaises, François Bourin, 2010 ; Champs, 2013.

La France périphérique, Flammarion, 2014 ; Champs, 2015.

Le Crépuscule de la France d'en haut, Flammarion, 2016 ; Champs, 2017.

No Society

La fin de la classe moyenne occidentale

À L.

Introduction

« There is no society » : la société, ça n'existe pas. C'est en octobre 1987 que Margaret Thatcher¹ prononce ces mots². Le Premier ministre britannique ne sait alors pas à quel point, trente ans plus tard, ce constat décrira l'impasse dans laquelle sont désormais plongés l'ensemble des pays occidentaux. Engagée depuis 1979 dans une politique de privatisation et de réduction des dépenses publiques, la Dame de fer stigmatisait ceux qui « attendaient trop de la société en mettant en avant leurs droits sociaux au détriment de leur devoir ». Son message a été entendu, non seulement par le camp conservateur, mais aussi par l'ensemble des classes dominantes occidentales. Cette vision prophétique annonçait en effet la grande sécession, celle du monde d'en haut, qui, en abandonnant le bien commun, allait plonger les pays occidentaux dans le chaos de la société relative.

Cette rupture historique entre le haut et le bas se concrétise par l'abandon de la catégorie qui portait les valeurs de l'American et de l'European way of life : la classe moyenne occidentale. Elle nous a fait entrer dans le temps de l'a-société. Le projet libéral de M^{me} Thatcher est donc allé bien plus loin qu'elle ne l'imaginait. Le coût des réformes économiques n'était pas seulement celui du sacrifice de la classe ouvrière sur l'autel de la mondialisation, mais celui de la société elle-même.

En 1994, l'historien Christopher Lasch évoquait déjà la sécession des élites³. Ce processus s'avère encore plus radical, puisqu'il concerne aujourd'hui un ensemble beaucoup plus vaste, celui des classes dominantes et supérieures, des *winners* et des protégés. Cette rupture du lien, y compris conflictuel, entre le haut et le bas, qui portait en germe l'abandon du bien commun, nous fait basculer dans l'a-société. Désormais, *no more society*. La crise de la représentation politique, l'atomisation des mouvements sociaux, la citadellisation des bourgeoisies, le marronnage des classes populaires et la communautarisation sont autant de signes de l'épuisement d'un modèle qui ne fait plus société.

Confrontée à la désertion des bourgeoisies, à l'affaissement de l'État-

providence, mais aussi aux tensions et paranoïas identitaires, les classes populaires résistent en cherchant à préserver l'essentiel, leur capital social et culturel. Sans pouvoir économique ni représentation politique, les catégories populaires exercent une pression sur un monde d'en haut qui, sur la défensive, a entamé son repli géographique et intellectuel. La vague populiste qui traverse le monde occidental n'est que la partie visible d'un *soft power* des classes populaires qui contraindra le monde d'en haut à rejoindre le mouvement réel de la société sinon à disparaître.

Première partie

Sur les ruines de la classe moyenne, le monde des
périphéries a émergé

Le nez rivé sur les catégories supérieures, les politiques font durer le mythe d'une classe moyenne intégrée et en phase d'ascension sociale. Le flou de la notion de classe moyenne permet un brouillage de classe qui autorise opportunément la confusion entre les perdants et les gagnants du modèle économique, les prolos et les bobos, qui, dans leur majorité, pensent encore faire partie de cette catégorie. De qui nous parlent les politiques quand ils évoquent le « matraquage fiscal des classes moyennes » ? De la majorité ou d'une minorité ? Selon les définitions, les classes moyennes représentent 50 à 70 % de la population¹. Ces catégories partagent-elles le même destin ? La promotion de ce groupe majoritaire et intégré permet aussi de mettre en avant les marges, les pauvres et les riches, sans s'interroger sur l'essentiel : l'implosion d'un modèle qui n'intègre plus les classes populaires, c'est-à-dire les catégories qui constituaient hier le socle de la classe moyenne occidentale et en portaient les valeurs.

Évoquer certains effets négatifs de la mondialisation ne pose en général aucun problème à la seule condition de n'évoquer que les marges. La disparition de la classe ouvrière, victime de la désindustrialisation, ou la relégation des minorités sont, par exemple, des thématiques consensuelles. On peut aussi évoquer sans risque l'importance du nombre de pauvres et inversement s'indigner de l'enrichissement du 1 % (voire du 0,1 %) des plus riches d'entre nous. Si elles pointent certaines dérives du modèle, ces représentations ne remettent pas en question l'essentiel : la permanence d'une classe moyenne majoritaire. Elles valident donc en creux le modèle économique existant. La classe moyenne ne serait ainsi qu'une classe en mutation, en voie de s'adapter aux nouvelles normes économiques et sociétales d'une société mondialisée. Les politiques et experts

préfèrent d'ailleurs toujours utiliser les termes « mutation » ou « transition » plutôt que ceux, trop clivants, de « rupture » ou de « fracture ». Cette novlangue² « transitionnelle » ou « mutationnelle » permet opportunément de mettre sous le tapis l'idée même d'intérêts de classe divergents.

Le monde, les sociétés occidentales sont en mutation, en évolution, on pourrait même dire en progrès, puisque, selon la formule, « on n'arrête pas le progrès ». « Cette métaphysique du progrès et du mouvement³ » est celle de la classe dominante, de la nouvelle bourgeoisie. Elle a permis de justifier toutes les réformes économiques et sociétales depuis un demi-siècle au nom du bien commun. Si certaines catégories minoritaires semblent temporairement exclues de ce mouvement positif, elles ne sont que des exceptions et valident donc un modèle économique et sociétal globalement « inclusif ». Ouf ! Si la classe ouvrière a donc bien décroché, la classe moyenne, au sens d'une classe sociale majoritaire et intégrée économiquement et culturellement, s'est adaptée et bénéficie des bienfaits en marche vers le progrès. Ainsi, et alors que les chercheurs nous parlent depuis des décennies de l'implosion ou de l'émiettement de la classe moyenne, bizarrement, il semble que la majorité de la population occidentale soit toujours bien arrimée à une société en mutation.

Cette analyse est, sauf exception, celle de la classe politique, médiatique et académique. Elle produit une représentation sociale rassurante et politiquement correcte ; celle d'une majorité d'inclus et d'une minorité d'exclus qui, grâce à des politiques bienveillantes d'inclusion (la bienveillance !), profiteront demain d'un modèle nécessairement intégrateur.

La géographie servant à faire la guerre⁴, la surmédiation des ghettos des grandes villes et de la crise des banlieues a servi de décor à cette construction sociale en mettant au premier plan les territoires qui dysfonctionnent à la marge, les autres territoires devenant invisibles. Ce conte pour enfants, rassurant pour des sociétés occidentales de plus en plus infantilisées, a longtemps bercé l'opinion. Mieux, il offrait même à des catégories populaires objectivement fragilisées une assurance : celle de faire encore partie de l'Histoire.

La réalité est venue contredire cette fable de la mutation en douceur des sociétés occidentales et de la classe moyenne : à elle s'est substitué le massacre de ceux qui constituaient hier le socle de cette catégorie hier majoritaire. Après les ouvriers, les employés et les paysans, ce sont aujourd'hui les professions intermédiaires et les retraités qui subissent les effets négatifs de la mondialisation. Les territoires qui dysfonctionnent ne sont plus seulement les marges des ghettos ou de la désindustrialisation, mais aussi des villes moyennes, des petites villes, du « périurbain subi⁵ », des zones rurales. Cette géographie

sociale, très disparate, autant urbaine que rurale, située dans des zones d'emplois ruralo-industrielles mais aussi résidentielles peu dynamiques, représente un nouveau monde, celui des périphéries. Situé à l'écart des territoires qui concentrent l'essentiel de l'emploi et des richesses (les métropoles et les zones touristiques privilégiées par la bourgeoisie métropolitaine), le monde des périphéries accueille aujourd'hui la majorité des catégories qui constituaient hier le socle de la classe moyenne.

C'est à partir de ces territoires et de cette base sociale que la vague populiste qui traverse l'Occident depuis vingt ans n'a cessé de se renforcer. De la France aux États-Unis, de la Grande-Bretagne à l'Italie, de l'Allemagne à la Scandinavie, la dynamique populiste relève de la même géographie, les périphéries urbaines et rurales, de la même sociologie, les catégories modestes qui représentaient hier la majorité de la classe moyenne. Ce puissant mouvement culturel révèle aussi le grand secret de la mondialisation : la disparition de la classe moyenne occidentale.

Fidèle à sa stratégie de l'édredon et/ou du déni, la classe dominante a évidemment cherché à minimiser cette contestation de l'ordre dominant en la présentant comme la réaction irrationnelle, marginale, d'une minorité de déplorables⁶, d'ouvriers ou de sous-éduqués. Une analyse peu convaincante au regard d'un processus de désaffiliation politique et culturelle massif d'une majorité des catégories populaires. Le choc du vote en faveur du Brexit, l'élection de Donald Trump, la vague populiste européenne, la permanence du vote FN depuis plus de trente ans nous parlent d'autre chose que du ressentiment d'une vieille classe ouvrière condamnée par la désindustrialisation. Ce ne sont pas les marges des sociétés occidentales qui s'expriment ici, mais la société tout entière à travers les catégories qui portaient hier l'American ou l'European way of life.

Sur les ruines de la classe moyenne occidentale, porté par des catégories hier opposées socialement ou culturellement, mais qui aujourd'hui partagent la même perception de la mondialisation, le monde des périphéries a émergé. À l'écart des grandes métropoles, sans conscience de classe, ces ouvriers, employés, paysans, indépendants, représentent dans l'ensemble des pays développés un potentiel majoritaire.

Il n'est rien d'aussi puissant que la révélation au monde d'un secret dissimulé depuis des décennies mais connu intuitivement par une majorité de l'opinion. Le tremblement de terre populiste n'en finit plus de produire ses répliques, qui ne sont pas le fruit d'une poussée de fièvre irrationnelle de l'opinion, mais la conséquence d'un mouvement tectonique initié il y a près d'un demi-siècle par l'avènement d'un modèle économique et sociétal qui fait disparaître la classe moyenne

occidentale.

Le monde des périphéries a émergé

Entamés à la fin des années 1980¹, mes travaux consacrés aux catégories populaires dans leur diversité sociale (catégories pauvres, modestes ou moyennes) et culturelle (d'origine française ou immigrée) visaient à pointer les effets sur les milieux populaires de la gentrification et de la ghettoïsation par le haut de la société française. Cette démarche, qui excluait de fait l'idée d'un déterminisme territorial, m'a amené à élaborer rapidement les contours d'une nouvelle géographie sociale² à partir de la répartition dans l'espace des classes populaires.

De la France périphérique au monde des périphéries

Cette cartographie a permis de révéler l'importance et la diversité des classes populaires. Celles-ci ne se résumaient pas aux quartiers de logements sociaux des grandes villes, où se concentraient des catégories populaires pauvres et immigrées, mais décrivaient un ensemble beaucoup plus vaste constitué des territoires de la désindustrialisation, des zones rurales, des petites villes et des villes moyennes. Cette France n'était ni spécifiquement urbaine ni spécifiquement rurale, ni spécifiquement périurbaine, mais périphérique. La typologie traditionnelle qui distinguait urbain et rural ne disait rien d'une recomposition sociale qui n'opposait pas les « urbains » aux « ruraux » mais les grandes aires urbaines mondialisées en cours de gentrification et les autres territoires. La ghettoïsation du monde d'en haut et son corollaire, l'émergence de la France périphérique et populaire, avait commencé.

Cette rupture, violente, entre le monde d'en haut et celui d'en bas,

masquée par la médiatisation de la crise des banlieues, était visible sur une carte : celle de la répartition des catégories populaires, des ouvriers, des employés, des petits salariés, des retraités modestes. Mais cette carte n'était pas, et n'est toujours pas, celle de la classe politique, médiatique ou universitaire. La carte d'état-major de la classe dominante est en effet l'exact négatif de celle de la répartition des catégories modestes : il s'agit de la carte des métropoles, du progrès et de la mondialisation heureuse... bref, celle du marché.

C'est à cette époque, au milieu des années 1980, que le Front national prend son envol en France. Quelques années plus tard, à l'aube des années 1990, le philosophe et historien Marcel Gauchet éclaire cette rupture historique par le concept de « fracture sociale ». L'expression, clivante, et anxiogène pour certains, vient contredire l'idée de l'adaptation en douceur de la société française au modèle économique mondialisé, en révélant la mise à l'écart d'une fraction importante de la population. Sur les territoires les plus éloignés des métropoles mondialisées, ceux des petites villes, des villes moyennes, du « périurbain subi³ », des espaces ruraux, les effets négatifs du modèle économique sont de plus en plus visibles. Ces territoires dessinent un continuum socioculturel où sont représentées les catégories populaires. Cet ensemble, c'est la France périphérique, un concept élaboré au début des années 2000⁴ et abondamment repris depuis.

C'est dans cette France périphérique, populaire et fragilisée économiquement et socialement que le Front national s'enracine progressivement, des zones du « périurbain subi », bastions ouvriers de la désindustrialisation, jusqu'aux zones rurales et aux petites villes. Des catégories hier opposées, ouvriers, paysans, employés, indépendants se rassemblent peu à peu dans une même contestation, unies par le même sentiment de relégation culturelle et géographique.

En 2004, le géographe Christophe Noyé et moi-même réalisons des graphiques de répartition du vote Front national en fonction de l'éloignement aux grandes métropoles⁵. Plus on s'éloigne du centre des grandes villes mondialisées et gentrifiées, plus le vote populiste est fort. Au début des années 2000, le Front national commence ainsi à se développer dans les territoires de la désindustrialisation et dans le périurbain subi, où de nombreux ménages modestes se sont installés pour fuir les quartiers de logements sociaux où se concentre l'immigration (par exemple, en région parisienne, la Seine-et-Marne, qui a accueilli tout au long des années 1980 beaucoup de ménages en provenance de la Seine-Saint-Denis). Une dynamique qui gagnera plus tard les territoires ruraux et les petites villes frappées par la désertification de l'emploi. Cette dynamique populiste est portée par la combinaison d'une double insécurité : sociale (liée aux effets du

modèle économique) et culturelle⁶ (liée à l'émergence de la société multiculturelle). Pas de vote populiste sans la combinaison des deux insécurités (en 2017, l'insécurité culturelle sans l'insécurité sociale, autrement dit le vote de la bourgeoisie de droite, cela donne un vote Fillon, pas Le Pen).

Produit d'un modèle économique et sociétal mondialisé, le concept de France périphérique permet d'éclairer la dynamique populiste, en France et dans les autres pays occidentaux.

Le monde des périphéries

Dans l'ensemble des pays développés, la structuration des votes obéit aux mêmes logiques économiques et culturelles opposant des territoires intégrés à l'économie-monde, notamment (mais pas exclusivement) les grandes métropoles mondialisées et les périphéries, à celles des petites villes, des villes moyennes desindustrialisées et des zones rurales. Corrélée à la répartition dans l'espace des catégories populaires, on observe partout la même distribution du vote populiste : si le vote FN s'envole dans les marges de la région parisienne, c'est aussi le cas du vote Trump dans l'État de New York, du Leave dans la région du grand Londres⁷, du FPÖ⁸ dans la région de Vienne ou celui du PVV⁹ autour de Rotterdam.

Ce vote, qui traduit géographiquement les effets de la fracture sociale du xxi^e siècle entre un haut intégré et un bas relégué, fait exploser les représentations politiques traditionnelles. Les vieux clivages ont rendu l'âme. Les nouveaux clivages sont désormais visibles, ils n'opposent plus comme dans l'ancien monde la gauche et la droite, la classe ouvrière aux patrons, les ruraux aux urbains, mais les gagnants ou protégés de la mondialisation aux perdants et/ou fragilisés, les mobiles aux sédentaires, les nouvelles classes supérieures aux nouvelles classes populaires, les « gens de quelque part face à ceux de nulle part¹⁰ ». Mais de la Rust Belt américaine au Yorkshire Britannique, des bassins industriels est-allemands aux zones rurales françaises, cette géographie révèle l'émergence d'un monde des périphéries sur les ruines de l'ancienne classe moyenne. Pour la première fois dans l'histoire économique occidentale, les catégories modestes ne vivent plus là où se créent l'emploi et la richesse et, surtout, ne pourront plus y vivre. Compte tenu des logiques économiques et foncières, le retour en arrière n'est plus envisageable. Désormais, les milieux modestes résideront majoritairement toujours plus à l'écart de métropoles qui, inversement, attireront toujours plus les nouvelles classes supérieures.

Évidemment, il existe des territoires de la France périphérique ou de

l'Amérique périphérique qui créent encore des emplois ; évidemment, il existe aussi des territoires très précarisés dans les grands centres urbains, mais, compte tenu des dynamiques économiques et foncières, nous assistons en moyenne à la cristallisation d'une géographie sociale de plus en plus inégalitaire où les métropoles s'enrichissent tandis que les périphéries enregistrent une désertification de l'emploi.

Les chiffres sont implacables. En France, le mouvement de concentration de l'emploi dans les métropoles françaises s'accélère. Amorcé depuis le début du ^{xxi}^e siècle, il devrait se poursuivre. Sur la période 2006-2013, les créations d'emploi se concentrent ainsi sur les aires urbaines de plus de 500 000 habitants. Une douzaine de métropoles françaises rassemblent près de 46 % des emplois, dont 22 % pour la seule aire urbaine de Paris, et 24 % pour celles de province. « Globalement, les villes moyennes, les petites villes et les communes isolées – en dehors de l'influence des pôles urbains – subissent quant à elles des pertes sur la même période », précise la note de France Stratégie : – 0,8 % pour les moyennes et petites aires, et les communes isolées, – 0,6 % pour les aires de moins de 100 000 habitants. Il s'agit d'un mouvement inédit, puisque, jusqu'en 1999, la croissance de l'emploi bénéficiait à l'ensemble des territoires¹¹. Cette recomposition économique, perceptible aux États-Unis et en Grande-Bretagne, est un modèle mondialisé. En moyenne, dans la plupart des pays, la création d'emploi dans les petites villes et les villes moyennes est moins importante que dans les grandes métropoles ([voir cartes](#)).

À cet égard, l'évolution du marché de l'immobilier ne trompe pas. Les prix ne cessent d'augmenter dans les grandes villes et, inversement, on enregistre une stagnation, voire une baisse dans les territoires qui en sont éloignés. En France, l'écart n'a cessé de se creuser depuis dix ans entre les prix dans les grandes villes et les autres territoires. « Un investisseur, qui aurait acheté un bien de 100 000 euros en 2007, verrait aujourd'hui celui-ci valorisé autour de 122 000 euros en moyenne dans les dix plus grandes villes françaises. En revanche, dans les villes plus petites (au-delà de la cinquantième place), le propriétaire a perdu de l'argent : les 100 000 euros de départ ne valent plus que 87 000 euros¹². » Le processus de concentration de l'emploi dans les grandes métropoles et inversement celui de désertification dans la France périphérique se poursuivant, il est à craindre que ces inégalités ne se creusent demain en interdisant de fait, et pour la première fois dans l'Histoire, l'accès aux zones d'emplois les plus dynamiques à la majorité des catégories modestes.

Cependant, répétons-le, si la géographie révèle, elle ne détermine pas. On ne vote pas pour le Brexit en Grande-Bretagne ou pour le Front national en France parce qu'on vit dans une zone rurale ou une

petite ville. Inversement, on ne soutient pas Emmanuel Macron ou Hillary Clinton parce qu'on est parisien ou new-yorkais.

Par ailleurs, il existe (heureusement) des territoires dynamiques dans bon nombre de territoires de la France ou de l'Amérique périphériques¹³ et, à l'inverse, des grandes villes qui enregistrent de vraies difficultés (Marseille ou Naples). Mais ces exceptions ne contredisent pas les dynamiques de fond, celle de la concentration des richesses et des emplois dans les métropoles et inversement (en moyenne) celle de la fragilisation économique des territoires qui en sont éloignés.

La dynamique populiste puise ses ressorts dans toutes les périphéries populaires (*voir cartes*) : dans les territoires où l'emploi se désertifie (Nord de l'Angleterre, Rust Belt aux États-Unis, Est de l'Allemagne, Mezzogiorno en Italie, Bassin parisien, Nord et Est de la France) et dans les régions où la pression migratoire est forte (Texas, Sud de la France, Bavière, Italie du Nord). Mais partout, ce qui fabrique la France, l'Amérique, la Grande-Bretagne ou l'Italie périphérique, c'est d'abord le profil social des ses habitants, pas les territoires (les territoires dynamiques ou favorisés des périphéries adhèrent au modèle dominant. En France, par exemple, les villages ou petites villes riches ou les riches zones viticoles ont plébiscité Macron, pas Le Pen).

Une nouvelle géographie sociale et politique

Les experts nous l'avaient juré dès le début des années 1980, la vague populiste ne serait que conjoncturelle, elle se limiterait aux territoires de la désindustrialisation, à cette vieille classe ouvrière représentante d'un monde ancien voué à disparaître. Presque quarante ans plus tard, la vague populiste s'est généralisée en Europe (en France, en Grande-Bretagne, en Italie, en Allemagne) et bien sûr aux États-Unis. Mieux, la réaction populiste a débordé ses bastions industriels et sa base ouvrière, elle a atteint le monde rural, puis celui des petites villes et des villes moyennes. Elle s'étale désormais dans des zones d'emplois très disparates (industrielles, rurales ou résidentielles) où le nombre d'emplois se réduit et/ou la création d'emplois privés et publics est la plus faible ; une désertification de l'emploi qui entraîne un recul de l'activité commerciale dans bon nombre de villes moyennes. Des zones industrielles du Nord et de l'Est aux zones ruralo-tertiaires du Sud en passant par le rural de la Bretagne intérieure, la France périphérique concerne désormais des territoires et une population majoritaires. À l'écart des métropoles mondialisées, les élections britanniques ou américaines ont révélé

l'existence d'une Amérique périphérique et d'une Grande-Bretagne périphérique majoritaires. En Allemagne, le vote populiste est en train de dessiner les contours d'une Allemagne périphérique, notamment dans l'ancienne Allemagne de l'Est ou dans certaines zones rurales et petites villes, y compris en riche Bavière. Du Mezzogiorno aux zones rurales et petites villes du Nord, l'Italie périphérique a émergé en 2018 à l'occasion des élections législatives. Les populistes du Nord (Ligue du Nord) et ceux du Sud (Mouvement 5 étoiles) sont désormais majoritaires en Italie. L'effondrement de la classe moyenne italienne durant les années 1990 et le développement d'une forte insécurité culturelle dans les années 2000 avec l'intensification des flux migratoires produisent les mêmes effets en créant les conditions d'une alliance improbable entre populistes du Nord et du Sud.

Cette vague populiste européenne contredit l'idée d'une dynamique portée par les seules catégories ouvrières et les seuls territoires de la désindustrialisation européenne. Partout, des paysans, des employés, des petits fonctionnaires, des indépendants joignent désormais leurs votes à celui de la classe ouvrière.

Les experts nous annonçaient un petit glissement de terrain, une période d'adaptation ; nous sommes face à un mouvement tectonique. Or, la tectonique est affaire de temps long. Invisibles, les plaques tectoniques ne cessent pourtant de bouger sous l'effet de la chaleur stockée à l'intérieur de la terre, elles déclenchent ainsi inexorablement des tremblements de terre, des éruptions violentes et parfois l'irruption de nouvelles terres. Ce à quoi nous assistons n'est rien moins que l'émergence de nouveaux continents, des continents populaires et périphériques, ceux de l'ancienne classe moyenne occidentale.

Cette réplique populiste est la réponse du monde d'en bas du plus grand plan social de l'Histoire, celui de l'ancienne classe moyenne occidentale, un plan social qui provoque la disparition des sociétés elles-mêmes. En effet, la nouvelle visibilité de la France, de l'Amérique, de la Grande-Bretagne ou de l'Italie périphériques révèle la puissance d'un basculement culturel et social provoqué par le sacrifice de catégories majoritaires.

Avec l'émergence du monde des périphéries, nous ne parlons donc plus des marges, des seuls ouvriers ou agriculteurs, mais également des employés, des cols bleus, des petits cols blancs, des jeunes, des retraités, des ruraux, des urbains. L'addition de ces marges finit par former un tout : la société elle-même.

Le grand secret révélé

Effrayés par la visibilité de ce monde des périphéries populaires, les

médias et le monde académique ont longtemps cherché à le minorer en insistant sur la marginalité d'un phénomène décrit comme conjoncturel ou porté par des fractions minoritaires et/ou en voie de disparition du monde ancien. Ces secousses populistes ne seraient ainsi que les effets d'un ajustement social et politique provoqué par l'adaptation des pays développés à une nouvelle économie. La contestation populiste ne serait que la résultante de la crise de quelques villes désindustrialisées, de la colère de quelques villages ruraux vieillissants, du chant du cygne d'une classe ouvrière en voie de disparition, de la stupidité de quelques déplorables américains, de la nostalgie du monde d'avant de ploucs des campagnes françaises, de quelques Ch'tis buveurs de bière, du racisme atavique de la *working class* alcoolisée britannique, des adorateurs du III^e Reich en Allemagne ou des admirateurs de Mussolini en Italie. Ces images d'Épinal de la vague populiste occidentale sont finalement rassurantes puisqu'elles décrivent des marges et une révolte anachroniques.

Elles permettent d'occulter un diagnostic rationnel de catégories populaires qui, rappelons-le, et contrairement à ce qu'affirme la sphère médiatique et académique, ont joué le jeu de la mondialisation, soutenu la construction européenne, accompagné les évolutions sociétales et, sauf exception, accepté sans violence les différentes vagues migratoires.

La disparition de la classe moyenne occidentale ne pouvait être évoquée pour au moins deux raisons. La première, essentielle, est que la disparition d'une catégorie censée représenter la majorité révèle a contrario la faiblesse d'un modèle économique qui n'arrive pas à faire société. La réaction hystérique d'une poignée d'universitaires au concept de France périphérique ou d'Amérique périphérique est un bon indicateur de la stratégie d'invisibilisation du phénomène et du refus de prendre en compte les effets de la mondialisation. La deuxième tient à l'infantilisation des sociétés occidentales désormais incapables d'assumer et même de penser les nouvelles conflictualités sociales et culturelles. Toute analyse sociale, culturelle, territoriale doit s'inscrire dans le mouvement naturel de la transformation du monde. Dans ce contexte, la description d'un monde durablement conflictuel socialement et culturellement n'est pas une option.

La réalité sociale et culturelle des sociétés occidentales est pensée comme un Meccano infiniment transformable et adaptable. Le solutionnisme et le happyendisme concluent toujours les analyses et diagnostics : l'expert et l'universitaire proposent toujours des solutions positives, optimistes, non conflictuelles. On peut décrire à la marge une réalité difficile, identifier des méchants, mais le happy end est obligatoire. La pensée positive, le « penser printemps¹⁴ » exige des solutions. Le rapport d'expert fait ainsi partie de l'*entertainment*

politico-médiatique, bourré de solutions magiques, mais ne questionnant jamais un modèle qui ne fait pas société ; il permet d'accompagner des réformes sans jamais interroger les citoyens ou les élus locaux.

Mais il est trop tard. Cette pensée magique ne fonctionne plus. Sous les yeux obstinément fermés des experts, le monde des périphéries populaires a émergé, son ressort n'est pas la colère de quelques déplorables mais bien la disparition de la classe moyenne occidentale. La dynamique populiste n'était donc pas conjoncturelle, mais puisait ses racines dans le temps long.

Le vote Trump prend ses racines dans la financiarisation de l'économie américaine sous Clinton. De la même manière, le Brexit est la conséquence d'un processus de désindustrialisation de l'économie britannique entamée sous Thatcher. En France, le vote des ouvriers pour le Front national s'inscrit dans le temps long, celui d'une désindustrialisation qui commence à la fin des années 1970. Le populisme italien est certes porté par la récente vague migratoire mais aussi par la fragilisation de la classe moyenne italienne entamée il y a plus de quinze ans.

Le Brexit ou l'élection de Trump ne sont pas des accidents de l'histoire politique britannique ou américaine, mais bien les conséquences d'une précarisation (très précoce dans des pays où les filets sociaux sont rares et fragiles) du socle des classes moyennes britannique et américaine. Expliquer ces résultats par l'ingérence de la Russie ou la multiplication des *fake news* relève au mieux de la malhonnêteté, au pire de la stupidité. La vague populiste britannique ou américaine n'est pas le résultat d'une manipulation, mais de réformes économiques initiées dans les années 1980.

La disparition de la classe moyenne occidentale est un processus lent, multifactoriel, qui prend des formes différentes selon les contextes économiques nationaux mais qui, sur le fond, provoque partout la fragilisation des catégories qui représentaient hier le socle d'une classe moyenne intégrée culturellement et dans une dynamique d'ascension sociale. Chômage en France, précarisation en Allemagne ou aux États-Unis : la majorité des classes populaires occidentales subit les mêmes effets de la division internationale du travail. Si le ^{xxi}e siècle a donné naissance à un nouveau monde, celui des GAFAM et des BATX¹⁵, des médias, des métropoles mondialisées, de l'hyper-marché, de l'hyper-mobilité, de l'hyper-libéralisme, des hyper-riches, il a provoqué a contrario l'émergence du monde, majoritaire, des périphéries populaires.

Pendant que la classe médiatique et académique poursuit son entreprise d'occultation et/ou de minimisation du phénomène, le petit monde d'en haut, des élites, des classes supérieures, des métropoles

sait désormais qu'il est entouré d'un monde périphérique majoritaire hostile et dont le poids s'alourdit au rythme de la sortie de la classe moyenne des catégories qui en faisaient partie.

En janvier 2018, le gratin de l'élite mondiale se réunit à Davos. Depuis sa création, ce forum vise à réaffirmer la foi du monde d'en haut dans les vertus du marché, du libre-échange, de la dérégulation, de la révolution technologique, et *in fine* du progrès. L'optimisme a ainsi toujours été au centre de la communication de Davos, la mondialisation heureuse une évidence. Sans remettre en question les fondamentaux, le titre de l'édition de 2018 révèle pourtant une prise de conscience inédite de la réalité par l'hyper-élite : « World Economic Forum 2018 to Call for Strengthening Cooperation in a Fractured World. » « Fracture » : le mot est lâché. On ne parle plus de mutation, d'adaptation, de réglage ou de divergence, mais d'un système qui non seulement fracture les sociétés mais menace l'édifice. Emmanuel Macron, nouveau représentant du monde d'en haut, y évoquera même la nécessité de « retrouver une grammaire des biens communs et une régulation mondiale en matière d'écologie, de santé, d'éducation et de formation. Sinon, dans cinq ou dix ans, les nationalismes l'emporteront partout. » La « régulation », sinon le « nationalisme ». L'inquiétude est palpable. Il faut dire que la crise de 2008, le Brexit, l'élection de Trump et la victoire des populistes italiens ont fragilisé des cercles qui savent désormais que cette réaction aux effets de la mondialisation est durable et, pis, révèle la fragilité intrinsèque du modèle libéral.

L'hyper-élite sait désormais que la décomposition de la classe moyenne occidentale a fait émerger un monde des périphéries qui ne disparaîtra pas, au contraire. Si la classe médiatique et académique a surjoué l'optimisme en présentant la victoire de Macron comme la preuve d'un reflux de la vague populiste, les élites savent au fond que nous ne sommes qu'au début de la recomposition des rapports de forces sociaux et politiques. La réalité est qu'à chaque élection (cela a été le cas aussi en France) le vote populiste augmente, inexorablement. Quand elles trouvent leur champion, les classes populaires peuvent faire basculer l'échiquier. Si la France périphérique n'a pas (encore) trouvé son représentant, les conditions du basculement sont réunies. La poursuite du processus historique de sortie de la classe moyenne fragilise chaque jour un monde d'en haut de plus en plus fébrile.

Les vainqueurs des élections présidentielles américaine et française ont validé à leur manière (l'un pour s'en féliciter, l'autre pour la déplorer) l'émergence d'une Amérique périphérique et d'une France périphérique.

Les stratégies électorales de ces deux vainqueurs montrent qu'une

fraction de l'élite sait parfaitement que l'époque des Trente Glorieuses où prospéraient des classes moyennes qui bénéficiaient du système est révolue et que, désormais, nous avons basculé dans le temps de la sortie de la classe moyenne. Donald Trump et Emmanuel Macron avaient intégré à leur diagnostic l'Amérique et la France périphériques. L'un pour s'y faire élire, l'autre pour la tenir à distance. Présentés comme atypiques, Trump comme Macron sont tous les deux des produits de l'hyper-élite mondiale. Trump n'est pas issu d'une famille de Hillbilly du Midwest¹⁶ ; quant à Macron, il coche toutes les cases de l'élitisme français. Si l'Américain est plutôt le produit du capitalisme industriel, le Français serait la créature de la technostruture et du capitalisme financier.

Tous les deux sont a priori très éloignés des préoccupations de l'ancienne classe moyenne occidentale reléguée sur des territoires qu'ils fréquentent peu. Mais, à la différence de l'ancienne classe dirigeante, les deux candidats ont compris que le sort des démocraties occidentales se joue là. Macron n'a d'ailleurs pas hésité à évoquer pendant la campagne et dans son programme¹⁷ les oubliés de la France périphérique. Si Macron croit à la solidité d'un modèle économique qu'il convient de booster à partir des secteurs et des territoires les plus dynamiques, Trump fait au contraire le constat des limites d'un modèle qu'il convient de réguler (remise en question des traités de libre-échange, volonté de réguler l'immigration, politique de grands travaux). Mais les deux ont intégré l'essentiel : le processus d'une disparition progressive de la classe moyenne occidentale et des vieux partis de gauche et de droite qui la représentaient.

Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si l'ascension des deux candidats est assise sur un bouleversement de la doxa de leur propre camp. La victoire de Trump est d'abord une victoire contre les Républicains, celle de Macron une victoire contre le Parti socialiste et la gauche de la gauche. Les deux ont ainsi institutionnalisé le « ni gauche ni droite d'en haut ». C'est ce positionnement qui expliquera plus tard des propositions jugées transgressives vis-à-vis de leur électorat : Trump par rapport à la doxa libre-échangiste ; Macron, par exemple, sur l'immigration¹⁸.

Trump et Macron sont en fait les deux faces d'un même modèle, ils ont parfaitement intégré le choc que provoque la fin de la classe moyenne occidentale. Selon les circonstances, le balancier favorise le candidat dit « populiste » ou le candidat dit « mondialiste ».

En novembre 2016, Trump, le candidat populiste, celui de la société fermée, a déjoué tous les pronostics et s'est imposé face au candidat raisonnable, celui de la mondialisation, de la société ouverte. Les classes politico-médiatiques américaine et européenne sont sidérées, paniquées par l'élection d'un candidat qui semble remettre en question

l'intégration des sociétés occidentales aux normes du modèle mondialisé. Cette victoire déclenche alors une vague de manifestations dans les grandes villes américaines et une réaction hystérique des classes dominantes occidentales, qui n'hésiteront pas non seulement à questionner la légitimité de l'élection, mais aussi à insulter les électeurs de Trump en les traitant au mieux d'ignorants, au pire de racistes. Il faut dire que cette victoire intervient quelques mois seulement après le vote en faveur du Brexit en Grande-Bretagne (juin 2016) et qu'elle risque d'annoncer potentiellement le basculement des démocraties occidentales dans le camp du Mal, c'est-à-dire celui de la contestation du modèle économique et sociétal dominant. Les regards se tournent alors vers l'élection française de 2017. La vague populiste va-t-elle emporter la France, avec un effet domino sur les autres pays européens ?

Mai 2017 : Emmanuel Macron est élu. Le camp du Bien emporte haut la main l'élection face à la candidate populiste avec 66 % des suffrages exprimés. Ouf. Les classes dirigeantes expriment leur soulagement et leur satisfaction. Le 9 novembre, le *Time Magazine* offre même sa Une au président « frenchment » élu en le désignant comme le prochain leader de l'Europe. Tout serait donc rentré dans l'ordre ; le Brexit et l'élection de Trump n'étaient que des accidents. Les médias n'hésitent plus à expliquer que si ces élections devaient se rejouer, la Grande-Bretagne resterait au sein de l'UE et Hillary Clinton serait élue. On explique doctement que les partisans du Brexit, ces abrutis, regretteraient aujourd'hui amèrement leur choix. Peu importe que les enquêtes montrent qu'au contraire les Britanniques ne regrettent pas le Brexit¹⁹.

L'opinion occidentale serait donc revenue dans le droit chemin, la vague populiste aurait entamé son reflux. Cette analyse rassurante, qui tient plus de la pensée magique que de la réalité, occulte sciemment la très nette progression du Front national français malgré les faiblesses de sa candidate (au premier tour, 7,6 millions de voix contre 6,4 millions en 2012 ; au second tour, 10,6 millions, un record). Surtout, les élections qui se succèdent montrent que, loin d'être stoppée, la dynamique populiste se renforce partout en Europe de l'Ouest (Allemagne, Italie, Autriche, Suède).

L'arrivée au pouvoir de Trump et de Macron s'inscrit en réalité dans la même recomposition politique. L'élection de Macron n'efface pas celle de Trump, elle en valide au contraire la pertinence. En effet, nous ne sommes pas en présence d'une opposition entre un monde ancien et un monde nouveau, mais dans l'expression politique des nouveaux clivages sociaux, culturels et territoriaux du ^{xxi}e siècle. Trump, le « représentant de la société fermée », comme Macron, celui « de la société ouverte », sont les deux faces de la même pièce.

Résumer l'opposition idéologique et culturelle entre Macron et Trump à un simple affrontement entre camp du Bien et camp du Mal ne permet pas de prendre la mesure d'un clivage qui met en scène le nouveau conflit de classe, sur fond de tensions identitaires.

En présentant la même désinhibition, le même détachement vis-à-vis du vieux clivage droite-gauche, la même distance vis-à-vis de leur propre camp idéologique, les deux présidents se sentent libres de transgresser. Créatures d'une post-politique traditionnelle, ils sont d'autant plus transgressifs qu'ils savent tous deux qu'ils évoluent dans un monde où la marge de manœuvre du politique s'est singulièrement réduite. Ni Trump ni Macron ne renverseront la table. Nous assisterons au mieux à des petites révolutions culturelles, mais certainement pas au Grand Soir.

Le temps de la sortie de la classe moyenne

Il y a une éternité, dans les années 1960, le Bassin lorrain entre en crise, la sidérurgie française entame sa longue descente en enfer. Un demi-siècle plus tard, après des décennies de grèves et de plans sociaux, la plupart des usines ont fermé. Malgré les promesses de reconversion, le chômage explose en Lorraine comme dans le bassin minier du Nord-Pas-de-Calais, la classe ouvrière française est sacrifiée sur l'autel de la mondialisation. La désindustrialisation des économies occidentales provoque dans les années 1970 et 1980 de puissants mouvements sociaux qui ne seront que le chant du cygne de la classe ouvrière. La plus longue grève de l'histoire du Royaume-Uni, celle des mineurs du Yorkshire (1983-1984), s'achève par la victoire du gouvernement de Margaret Thatcher. Elle annonce non seulement l'abandon progressif de l'industrie britannique, mais aussi celui de la classe ouvrière. Dans la plupart des pays développés, les plans sociaux se succèdent et frappent la plupart des sites industriels. Pour la classe dominante, ce massacre de la classe ouvrière était le prix à payer de l'adaptation des économies occidentales à la mondialisation, qui serait compensé par la tertiarisation de l'économie, la montée en gamme de la production et donc la multiplication d'emplois plus qualifiés et mieux rémunérés. Mais, après le « Florange de l'industrie », c'est le Florange de l'agriculture qui se dessine. Après les ouvriers, les paysans sont les nouvelles victimes du marché mondialisé. Mais, puisque les ouvriers et les paysans sont des représentants de l'ordre ancien, d'un modèle économique dépassé, leur disparition n'entame pas la pertinence du modèle dominant. Dans les années 1990-2000, la polarisation de l'emploi et le développement des emplois précaires dans les services viennent fragiliser une fraction importante du salariat tertiaire.

En France, il suffit d'observer l'évolution de l'emploi par territoire pour se convaincre que le processus de régression sociale a largement débordé les anciens bastions ouvriers pour se diffuser plus largement dans les territoires de la France périphérique. Entre 2009 et 2014, 60 des 98 départements (représentant 51 % de la population)¹ ont perdu des emplois. Du Nord-Est aux Pyrénées en passant par le Massif central, de la Normandie aux départements bretons du Finistère et des Côtes-d'Armor ou à celui des Alpes-Maritimes, dans le Sud, des territoires très divers sont concernés : territoires ruraux ou urbains, zones d'emplois industriels ou présentiels². Si les départements industriels du Nord et du Grand Est sont les plus touchés, ceux du Bassin parisien et du Centre sont aussi concernés. En rythme relatif, ce sont les départements ruraux qui ont subi les pertes les plus sévères. Par ailleurs, il apparaît que l'activité présentielle subit elle aussi des pertes importantes dans les départements frappés par la désindustrialisation, « le développement des emplois présentiels étant essentiellement induit par celui de la sphère industrielle³ ». Dans les territoires de la France périphérique, la spirale dépressive est engagée. L'effondrement industriel, qui entraîne souvent une baisse des emplois présentiels, provoque *in fine* la crise des activités commerciales dans les petites villes et les villes moyennes de ces territoires, en frappant des catégories sociales très différentes. Après les ouvriers et les agriculteurs, ce sont désormais les employés et les petits indépendants qui sont fragilisés. Les plans sociaux ne concernent plus seulement l'industrie, mais les services, le commerce et même... les banques. En France, on estime que 12 % des agences bancaires devraient fermer d'ici 2020⁴.

Depuis les années 1980, la crise de l'industrie et la relégation de certains territoires et de certaines catégories sociales sont habilement présentées comme une crise des marges. À la marge, les ouvriers et les agriculteurs, ces représentants du vieux monde industriel et paysan. À la marge, les employés, les petits cols blancs qui n'ont pas su s'adapter aux exigences de la révolution numérique. À la marge, les jeunes issus des catégories populaires qui n'ont pas acquis les compétences pour accéder aux emplois très qualifiés de la nouvelle économie. À la marge, les vieux, les retraités, pas assez productifs et trop coûteux. À la marge, les territoires situés à l'écart des métropoles mondialisées. À la marge, les sédentaires. À la marge, la France périphérique. À la marge, l'Amérique périphérique. À la marge, les pays du Sud de l'Europe. À la marge, la Grèce. Le problème est que l'addition de ces marges sociales et territoriales forme un tout : l'ancienne classe moyenne occidentale.

En effet, si ce modèle produit de la classe moyenne en Chine, en Inde (et plus généralement dans les BRICS⁵), il la fait disparaître en

Occident. Le modèle mondialisé, qui creuse partout les inégalités sociales et territoriales, repose sur des dynamiques sociales inversées. L'émergence d'une Chine périphérique est un révélateur de la réussite chinoise, celle de l'Amérique ou de la France périphérique illustre au contraire les effets négatifs du modèle.

En quelques décennies, la spécialisation des économies, l'adaptation aux normes d'un marché mondialisé, le renforcement de la division internationale du travail et l'araselement des systèmes de protection sociale ont provoqué l'implosion de la structuration sociale. Une implosion que de nombreux économistes associent à un modèle qui condamne les catégories populaires occidentales, celles qui constituaient le socle de la classe moyenne. Branko Milanović, économiste serbo-américain travaillant à la Banque mondiale, démontre que la classe moyenne occidentale est la seule à ne pas profiter de la croissance⁶. De son côté, Thomas Piketty⁷ complète l'analyse en révélant le processus mondial de concentration du capital et des richesses. En 2017, la fortune des 500 personnes les plus riches au monde atteignait 5 400 milliards de dollars, soit presque deux fois le PIB de la France. Dans un rapport consacré à l'accroissement des inégalités dans le monde, Thomas Piketty prédit que, dans un scénario de prolongation des tendances actuelles, la classe moyenne mondiale verra sa part de patrimoine comprimée : « Si la tendance se poursuit, la part du patrimoine des 0,1 % les plus riches de la planète rejoindra celle de la classe moyenne en 2050⁸. » L'économiste Olivier Godechot a étudié les évolutions de revenus des salariés du privé. Il a ainsi établi qu'« entre 1980 et 2007, le salaire français moyen n'a progressé que de 0,82 % par an ; il a explosé pour les 0,01 % les mieux payés : + 340 %⁹ ». De son côté, le McKinsey Global Institute estime qu'entre « 65 à 70 % des ménages, ce qui correspond à 540 à 580 millions de personnes, se trouvent dans les segments de distribution dont les revenus sur le marché réel (rémunérations et revenus des capitaux) ont été inchangés ou ont baissé en 2014 par rapport à 2005¹⁰ ».

Ne pouvant assumer la réalité des chiffres, la classe dirigeante manipule (de moins en moins) discrètement les chiffres du chômage, mais aussi ceux de la croissance. En France, si l'on prend en compte le chômage « élargi », c'est-à-dire les travailleurs à temps partiel ainsi que les personnes inactives qui ne remplissent pas les conditions pour être comptabilisées comme chômeurs, le taux de chômage avoisine les 18 %¹¹, un pourcentage singulièrement éloigné du taux de chômage officiel, évalué à 9 % par l'Insee. Cette minimisation des chiffres du chômage n'est pas une spécificité française. Aux États-Unis, le taux de chômage ne dépasse pas 5 %, il décrit donc une société de plein-emploi. En réalité, si on y intégrait le sous-emploi, les chômeurs découragés (qui ne cherchent plus d'emploi et qui vivent comme ils le

peuvent), les personnes qui n'ont jamais cherché d'emploi, soit environ 90 millions de personnes âgées de 15 à 64 ans¹², ce taux de chômage américain approcherait, voire dépasserait les 20 %¹³, un taux comparable à celui de la France et à ceux des pays du Sud de l'Europe.

Si le taux de pauvreté ne décrit qu'une dimension de la précarisation, l'évolution du nombre de pauvres, notamment dans des pays où la redistribution est forte comme en France, est un indicateur de régression sociale. Selon la définition adoptée, la France compterait donc entre 5 et 8,9 millions de pauvres¹⁴. Entre 2005 et 2015, leur nombre a augmenté de 600 000 (au seuil à 50 % du revenu médian) et de près d'un million (au seuil à 60 %)¹⁵. Pendant ce temps, aux États-Unis, près de 50 millions de personnes survivent grâce aux bons alimentaires¹⁶.

Cette réalité sociale anxiogène est atténuée par une communication positive, celle des chiffres de la croissance, une croissance continue qui, comme le progrès, ne doit jamais s'arrêter. Lorsque la croissance n'est pas au rendez-vous, on va la chercher « avec les dents¹⁷ », y compris en s'endettant, c'est-à-dire en différant l'impôt sur les futures générations, l'important étant de préserver l'idée d'un progrès continu.

L'affichage d'une croissance positive est si déterminant qu'on y intègre désormais les « secteurs » de la prostitution et de la drogue !!! Depuis 2013, estimant qu'il s'agit de « transactions commerciales librement consenties¹⁸ », l'institut statistique européen¹⁹ demande officiellement aux États de l'Union d'intégrer le trafic de drogue et la prostitution dans leurs statistiques nationales. Sous prétexte que dans certains pays tels que les Pays-Bas ces activités sont considérées comme légales, l'Europe exige une harmonisation, et donc l'intégration de ces activités dans le calcul du PIB. Si l'Espagne, l'Italie et le Royaume-Uni répondent rapidement à la demande, la France est réticente. Cette posture ne tient pas très longtemps... En janvier 2018, elle intègre le trafic de drogue dans son calcul du PIB. Mais l'honneur est sauf, puisque, considérant que « le consentement des prostituées n'était probablement pas vérifié », l'Insee refuse pour le moment de comptabiliser la prostitution dans le calcul (une décision certainement temporaire, puisqu'elle n'est la conséquence que d'un problème « technique », celui d'organiser la remontée d'informations). Estimé à environ 200 milliards d'euros²⁰, soit près de 10 % du PIB, le trafic de stupéfiants devrait mécaniquement booster sensiblement la croissance. L'objectif, qui n'est pas de mesurer une activité économique en berne, mais de communiquer sur la croissance positive, est donc atteint. Et qu'importe le fait que, depuis plusieurs décennies, la croissance soit le plus souvent une croissance sans emploi qui renforce les inégalités en se concentrant sur les territoires (le plus souvent les métropoles) et catégories (le plus souvent supérieures) qui bénéficient déjà du

De l'Ohio aux campagnes françaises

« Je viens d'une famille pauvre de la Rust Belt, une ancienne région industrielle de l'Ohio frappée par une dramatique hémorragie d'emplois », raconte J. D. Vance²¹. Dans un poignant témoignage, l'auteur de *Hillbilly Élégie* décrit le déclin d'un territoire frappé par les délocalisations industrielles, où l'ancienne classe moyenne blanche, qui portait le rêve américain, a sombré dans la misère. Cette histoire personnelle retrace un destin beaucoup plus universel, celui d'une fraction de la classe ouvrière américaine et, à bien des égards, celui de la classe ouvrière européenne.

Aux États-Unis, la régression sociale prend des formes alarmantes. Une étude publiée en 2015 par la National Academy of Sciences²² montre que le taux de mortalité de la population blanche américaine la moins éduquée, âgée de 45 à 54 ans, a augmenté depuis 2005. Cette tendance est d'autant plus remarquable que, dans le même temps, ce taux continue de baisser au sein des minorités noires et hispaniques. Comme J. D. Vance, les auteurs de cette étude considèrent que l'augmentation des suicides et des pathologies liées à la drogue et à l'alcool au sein de la population blanche est à l'origine de cette augmentation. Mais cette régression ne concerne pas seulement ce segment de la population. En décembre 2017, le service statistique des CDC²³ révèle un phénomène inédit depuis plus de cinquante ans, celui de la baisse de l'espérance de vie des Américains qui recule pour la deuxième année consécutive. « C'est la première fois qu'on voit un déclin deux ans de suite depuis le début des années 1960 ; ensuite, il faut remonter aux années 1920 pour voir ça à nouveau », indique Robert Anderson, chef des statistiques liées à la mortalité. La surmortalité liée à la drogue et aux overdoses de médicaments opiacés²⁴ est une nouvelle fois pointée du doigt. L'association de lutte contre la toxicomanie, l'Addiction Policy Forum, confirme que « ces chiffres lugubres publiés aujourd'hui par les CDC établissent que nous sommes en train de perdre une génération d'Américains à cause de la dépendance, une maladie qu'on peut prévenir et guérir ». Une situation qui n'est pas sans rappeler celle de la *working class* britannique dans l'Angleterre périphérique, ces territoires invisibles et éloignés du Grand Londres et de sa City, qui ont voté en faveur du Brexit en 2016, et celle de la paupérisation et la désaffiliation sociale de la classe ouvrière française dans le bassin minier du Nord. L'espérance de vie dans ces départements populaires et ouvriers du Nord et du Pas-de-Calais est inférieure à la moyenne nationale.

L'IRDES²⁵ observe par ailleurs que ces inégalités de mortalité n'ont cessé de se creuser depuis le début des années 1990, en particulier pour les hommes.

Ces indicateurs de santé publique sont l'aboutissement impitoyable du processus de régression sociale entamé dans les années 1970 dans les milieux populaires, qui aboutit aujourd'hui à une mort par désespoir de catégories qui, hier, faisaient partie d'une classe moyenne intégrée.

Pendant ce temps, en France, les agriculteurs se suicident. Comme les ouvriers, les paysans ont subi le même processus de relégation sociale et culturelle. Malgré les subventions des pouvoirs publics, cette catégorie n'a cessé de voir ses revenus diminuer sous la double pression des prix bas imposés par les distributeurs et des prix de matières premières de plus en plus dépendants de la spéculation des marchés financiers. Dans un contexte de baisse du nombre d'exploitations (de 2 millions à la fin des années 1950 à 450 000 aujourd'hui²⁶), on assiste à un effondrement du niveau de vie des paysans, qui, pour beaucoup, ne vivent plus grâce à leur revenu mais à celui de leur compagne ou compagnon souvent salarié(e). Cette situation sociale dramatique n'a pas infléchi un processus de dérégulation qui s'illustre par la signature de nombreux traités de libre-échange internationaux. Le bilan social est lourd, très lourd. À la pénibilité du métier et aux faibles rémunérations, s'ajoute la culpabilité de ne pouvoir vivre de son travail et de dépendre de subventions. La précarisation du monde paysan s'accélère. Selon la MSA²⁷, en 2014, 18 % des agriculteurs imposés au régime réel avaient des revenus équivalents à 354 euros par mois ; en 2015, ils étaient 30 %. Aujourd'hui, le suicide est la deuxième cause de décès pour cette catégorie après le cancer : un agriculteur se suicide tous les deux jours en France, un taux supérieur de 20 à 30 % à celui du reste de la population²⁸.

Des régions industrielles aux zones rurales, des petites villes aux villes moyennes, la crise frappe désormais de multiples catégories sociales et secteurs. C'est sur ces territoires, invisibles pour la classe dominante, ceux de l'Amérique périphérique, de l'Angleterre périphérique, de l'Allemagne, de la France, de l'Espagne ou de l'Italie périphériques, que l'ouvrier américain, l'employé allemand, le chômeur espagnol, le fonctionnaire grec, l'artisan italien ou le paysan français subissent la même régression sociale. Un processus qui s'accélère au rythme de la désertification de l'emploi, mais aussi d'un désengagement programmé de l'État. Car si ces catégories sont trop payées au regard des salaires mondiaux, elles sont également trop coûteuses pour l'État. Si les pouvoirs publics ont longtemps compensé la baisse de l'activité du secteur privé par la redistribution et la

création d'emplois publics, l'heure est désormais au retrait.

La crise des services publics des territoires périphériques est un indicateur supplémentaire de la régression. Particulièrement visible aux États-Unis, en Grande-Bretagne ou dans les pays de l'Europe du Sud, elle concerne désormais la France. La défaillance des services publics dans la France périphérique n'atteint pas celle de l'Angleterre périphérique²⁹, où les politiques libérales n'ont eu de cesse de diminuer les budgets sociaux en fragilisant les services publics, mais les signes d'un retrait de l'État s'y multiplient. Autrement dit, si Hénin-Beaumont n'est pas (encore) dans la situation de Telford³⁰, la mécanique du désengagement est enclenchée. Vanik Berberian, président de l'Association des maires ruraux de France, ne dit pas autre chose quand il dénonce le fait que les ruraux sont aujourd'hui de plus en plus exclus du champ général de la République : « Tandis que les services publics ont tendance à se réduire comme peau de chagrin³¹, ce sont pas moins de 23 millions d'habitants que l'on prend pour des ânes³² », des paysans, des ouvriers, des employés, des indépendants.

Le processus de disparition de l'ancienne classe moyenne est engagé

Ce processus d'implosion des anciennes classes moyennes est aujourd'hui perceptible dans l'ensemble des pays développés, quel que soit le contexte économique.

En Allemagne, où le taux de chômage est au plus bas, la croissance à la hausse et l'excédent commercial au plus haut (250 milliards en 2017), on assiste à une précarisation massive d'une part importante des catégories modestes, une dynamique inégalitaire qui est aussi perceptible en France, où les indicateurs économiques sont en tout point opposés (croissance en berne, taux de chômage élevé et déficit commercial abyssal). La réussite économique de l'Allemagne pas plus que l'État-providence français ne protège les catégories modestes d'un processus de précarisation entamé dans les années 1980. Dans d'autres pays, où l'économie et l'État-providence sont également défaillants, c'est l'ensemble de la classe moyenne qui est condamnée.

C'est ainsi qu'en quelques années la classe moyenne grecque a disparu. En septembre 2008, c'est à la suite de la faillite de la banque américaine d'investissement Lehman Brothers, puis des banques grecques, que l'économie grecque s'est effondrée. La récession provoqua la chute des revenus des ménages (réduction du salaire minimum et des retraites). Sept ans plus tard, en 2015, et malgré la

victoire d'un parti de gauche radicale (élu sur un programme anti-austérité notamment par les catégories qui formaient hier la classe moyenne grecque), Aléxis Tsípras fut contraint d'accepter de nouvelles coupes dans les dépenses publiques, des hausses des taxes et une réforme de la sécurité sociale. En imposant sa politique d'austérité, l'Eurogroupe interdisait à la Grèce toute marge de manœuvre, notamment en direction des plus modestes. L'acte de décès de l'ancienne classe moyenne grecque venait d'être prononcé.

Très rapidement, tous les indicateurs sociaux et de santé publique ont viré au rouge. La faillite des services publics et des dispositifs de protection sociale provoquée par le désengagement de l'État a fait exploser le nombre de pauvres. En 2017, on estime qu'un tiers des Grecs vit sous le seuil de pauvreté et qu'un quart est au chômage. La précarisation frappe alors les salariés, mais également les retraités, dont les pensions s'effondrent. Les restrictions dans le secteur de la santé entraînent la fermeture d'hôpitaux (notamment psychiatriques) et le licenciement des personnels. L'accès aux soins et leur qualité régressent et de plus en plus de ménages appauvris y renoncent. Entre 2008 et 2011, les suicides auraient augmenté de 27 %³³. Si le triste exemple de la Grèce illustre la rapidité avec laquelle la classe moyenne peut disparaître, il permet aussi de mesurer les risques d'un endettement incontrôlé, et donc de l'emprise des banques sur les États.

Le niveau d'endettement des États n'a jamais été aussi élevé. Cet endettement n'est pas virtuel, il pèse directement sur les marges de manœuvre des États, mais aussi *in fine* sur la classe moyenne³⁴, qui a indirectement participé au sauvetage des banques en 2008.

L'endettement de la classe moyenne américaine est à ce titre très éclairant. Selon une étude de la FED³⁵, un tiers des Américains sont accablés de dettes impayées. Leurs impayés et arriérés sont confiés à des agents de recouvrement. C'est une situation dangereuse pour les ménages, car les dettes impayées peuvent baisser la note de solvabilité, rendant ainsi plus difficile le financement d'une maison ou d'une voiture, tout en augmentant le coût d'un crédit. La dette des ménages américains est un indicateur de pauvreté qui ne se voit pas. En bas du formulaire. L'explosion de la dette privée, la multiplication des crédits (crédit à la consommation, achat d'automobile³⁶, crédit étudiant), que l'on transmet parfois de génération en génération, obscurcit l'avenir des classes populaires. Depuis 2010, l'endettement et la baisse du pouvoir d'achat des ménages entraînent une baisse du taux d'accession à la propriété, une tendance qui frappe de nombreux pays développés où le nombre de propriétaires tend, comme au Royaume-Uni ou en Espagne, à diminuer³⁷.

En Europe comme aux États-Unis, l'endettement des États, mais aussi celui des particuliers, est révélateur d'un modèle qui ne peut plus

subvenir aux besoins d'une classe moyenne majoritaire reléguée économiquement. L'État ne peut assurer sa protection sociale qu'au prix d'un endettement sans limite qui conduit mécaniquement à une perte de souveraineté, à l'imposition des politiques d'austérité.

Dernière étape : la sortie programmée des héritiers de la classe moyenne

Dans de nombreux pays occidentaux, le maintien du niveau de vie des retraités et des fonctionnaires a longtemps permis de limiter la régression sociale. Héritiers de l'ancienne classe moyenne, ces catégories, qui bénéficient (encore) de l'ancien modèle, sont celles qui tiennent l'édifice. En France, leur poids démographique (20 % des salariés appartiennent à la fonction publique et 24 % de la population est retraitée) assure ainsi une redistribution importante et permet de maintenir la consommation en assurant la survie du système politique. En 2017, ce sont d'ailleurs ces catégories qui ont freiné la vague populiste en France, en reportant massivement leurs suffrages au second tour de l'élection présidentielle sur le candidat Macron. Ironie de l'histoire, ce sont ces mêmes catégories qui sont désormais visées par les réformes du gouvernement macroniste en place. En France, comme dans tous les pays développés, la réduction de la fonction publique et la transformation du statut du fonctionnaire ainsi que la compression des pensions de retraite font en effet partie de la feuille de route.

Dans un contexte de vieillissement de la population³⁸, la catégorie des retraités, peu revendicative et peu dangereuse, est naturellement une proie appétissante pour des États surendettés. En France, son poids démographique (17 millions de personnes) ne cesse de croître (environ 150 000 personnes par an). L'Insee estime que la part des plus de 65 ans a progressé de 3,7 points en vingt ans. La hausse est de 2,8 points pour les habitants âgés de 75 ans ; ces derniers représentent déjà un habitant sur dix. Les retraités représentent ainsi une manne financière considérable (les pensions de retraite servies, 300 milliards d'euros, constituent le premier poste des dépenses de protection sociale³⁹) qui ne peut laisser indifférents des gouvernements à court de liquidités.

Mais la tonte des héritiers de la classe moyenne occidentale doit être justifiée, acceptée, notamment par le reste de la population. Dans ce contexte, il était fondamental de présenter cette catégorie comme privilégiée. La classe médiatique et académique s'est chargée du travail en présentant les vieux comme une catégorie qui bénéficierait

de revenus honteusement élevés. S'il est vrai statistiquement que le patrimoine des plus de 60 ans est important, il faut rappeler que le niveau moyen des pensions de retraite est d'environ 1 280 euros net⁴⁰. Avec un tel niveau de revenus, qui par ailleurs ne permet pas de pointer l'hétérogénéité des situations (près de 600 000 personnes vivent en France avec le minimum vieillesse), il semble difficile de considérer ce groupe comme des privilégiés dont les ressources seraient scandaleusement trop élevées. Si la situation des retraités aisés de la Côte d'Azur et du littoral atlantique est régulièrement mise en avant, on parle moins des retraités invisibles, ceux de la France périphérique, pour l'essentiel issus de catégories populaires. Dans la plupart des pays développés, cette catégorie décrite comme privilégiée par les médias commence à subir les effets de la précarisation. En Allemagne, la précarisation des retraités est déjà une réalité. Elle révèle le paradoxe du miracle économique allemand. La réussite de son industrie, ses excédents commerciaux, la précarisation d'une part importante de l'ancienne classe moyenne allemande initiée sous Gerhard Schröder se poursuivent en provoquant une sortie de la classe moyenne d'une part importante des actifs, mais aussi des retraités. En 2017, on estimait à 900 000 le nombre de retraités allemands obligés de travailler pour compléter leur faible pension⁴¹. Nous ne sommes pas (encore) dans la situation japonaise où le gouvernement vient de repousser l'âge légal de la retraite des fonctionnaires à 80 ans, mais le contexte démographique et la fragilité d'un modèle économique trop spécialisé conduiront inexorablement à une fragilisation sociale des plus de 60 ans. Dans certains pays, notamment la Grèce, le processus est achevé, les retraités sont tombés dans la trappe de la pauvreté.

La précarisation des retraités est la dernière étape du processus d'effacement de la classe moyenne occidentale, son chant du cygne. Héritiers des Trente Glorieuses, les retraités sont encore massivement attachés à un modèle qui a assuré leur ascension en les protégeant des effets négatifs de la mondialisation. Ils perpétuent ainsi le mythe d'une classe moyenne intégrée. Des plus modestes aux plus aisés, ces catégories représentent la mémoire de l'ancienne classe moyenne et, dans de nombreux pays, la bouée de sauvetage du système politique. Pour combien de temps ? La dégradation des niveaux de vie, mais aussi de la prise en charge des plus dépendants ainsi que la relégation culturelle dont ils sont victimes annoncent un décrochage à venir. Le soutien massif des retraités britanniques au Brexit est à ce titre précurseur. Ce qui se dessine au sein de ce groupe qui représentera en 2060 un tiers de la population européenne, c'est, en milieu populaire, l'alignement des conditions de vie et des comportements électoraux des retraités sur celui des jeunes et des actifs. La baisse programmée de leur niveau de vie (notamment par l'accentuation de la pression

fiscale et le moindre remboursement des frais de santé) annonce leur sortie de la classe moyenne. Une sortie qui risque d'impacter durablement le lien social, les retraités étant des acteurs majeurs de la solidarité et de l'engagement associatif et politique⁴².

Vers une nouvelle structuration sociale

De la Rust Belt au bassin minier du Nord de la France, du Mezzogiorno italien aux petites villes et villes moyennes françaises, les catégories qui constituaient l'ancienne classe moyenne occidentale vivent désormais à l'écart des territoires qui créent richesse et emploi. Les logiques économiques et foncières leur imposent désormais une sédentarisation contrainte qui conduit à un effondrement de la mobilité sociale et, *in fine*, à la cristallisation d'une nouvelle structuration sociale.

À catégories sociales égales, la mobilité des jeunes issus de milieux populaires est désormais moins élevée dans la France périphérique que dans les métropoles. Une note gouvernementale confirmait ainsi en 2015⁴³ que les chances d'ascension sociale des individus d'origine populaire (soit les enfants d'ouvriers et d'employés) variaient du simple au double selon les territoires de naissance. Il apparaissait ainsi que c'est en Île-de-France, c'est-à-dire dans la métropole parisienne, que l'ascension sociale des classes populaires est la plus forte. (En Seine-Saint-Denis, la mobilité sociale est supérieure à 40 %, alors que dans l'Indre ou la Creuse, elle n'atteint pas 25 %.) Un modèle applicable à bon nombre de pays développés, et notamment aux États-Unis, où la mobilité sociale des enfants de la classe ouvrière ne sera pas la même selon que l'on vive en Californie ou dans le Massachusetts, que dans l'Amérique périphérique de la Rust Belt ou des États du Sud.

L'accès des jeunes issus de milieux populaires se dégrade au rythme de la citadellisation des territoires qui concentrent l'essentiel de l'offre universitaire. Une situation dénoncée par de nombreux élus et associations qui, comme Chemins d'avenirs⁴⁴, cherchent aujourd'hui à favoriser l'accès à l'enseignement supérieur de jeunes gens de la France périphérique qui souvent abandonnent l'idée même de poursuivre des études longues après le baccalauréat.

La mobilité des jeunes, mais aussi des actifs de la France périphérique, se heurte désormais à l'obstacle de la cherté et à la rareté du logement dans les grandes villes. Loin du mythe de la mobilité pour tous, on assiste au contraire à une sédentarisation contrainte qui accentue la baisse de la mobilité sociale. Cette situation se double aujourd'hui d'une forme de découragement perceptible dans

une fraction importante des catégories populaires. Ce mécanisme de découragement-dévalorisation est parfaitement analysé par J. D. Vance⁴⁵, qui décrit un processus de désaffiliation conduisant de nombreux ménages à abandonner l'idée de retrouver un travail stable ou, pour certains jeunes, à renoncer à l'idée de faire des études. Un mécanisme similaire s'observe aujourd'hui chez les jeunes de la France périphérique qui considèrent que « l'université, c'est trop difficile pour moi, je n'oserais jamais partir de mon village pour suivre une formation en artisanat qui serait pourtant mon rêve, ou encore Sciences Po, ce n'est pas pour les enfants de la campagne ». Salomé Berlioux, présidente de l'association Chemins d'avenirs, cite dans cet entretien donné au *Figaro* l'exemple d'une classe de collégiens située à quarante minutes de Grenoble, mais dont plus de la moitié des élèves n'y sont jamais allés⁴⁶. Ils ont intégré l'idée que s'éloigner de leur village pour faire des études n'ira pas de soi, quels que soient leurs talents.

La relégation sociale et géographique des plus modestes participe ainsi aux mécanismes qui renforcent inexorablement la surreprésentation des enfants issus de catégories supérieures dans la population étudiante. Une surreprésentation particulièrement marquée dans les filières sélectives et les grandes écoles, mais qui tend à s'accroître. L'OVE⁴⁷ soulignait une aggravation du phénomène, puisque, depuis 2006, la part des étudiants issus des milieux populaires dans l'enseignement supérieur diminue, toutes les filières étant concernées, même celles destinées à l'origine à l'accueil des bacheliers issus de filières technologiques et professionnelles, généralement issus de milieux modestes, telles que les instituts universitaires de technologie (IUT) ou les sections de techniciens supérieurs (STS). Un constat qui n'est pas sans rappeler la situation britannique, où l'échec et le désinvestissement scolaires des garçons issus de la classe ouvrière blanche sont régulièrement évoqués⁴⁸. Les mécanismes de relégation sociale et géographique des catégories modestes aboutissent à un recul de la mobilité sociale. Recul d'autant plus fort qu'il touche des territoires les plus anciennement frappés par la désindustrialisation et les catégories sorties le plus précocement de la classe moyenne. C'est sur ces territoires où le rêve d'intégrer la classe moyenne s'est évanoui depuis plusieurs générations que le capital social des classes populaires a explosé et que le désinvestissement scolaire est le plus fort.

Ces évolutions de fond confirment la cristallisation d'une nouvelle structuration sociale en Occident. La stagnation ou la baisse du niveau de vie des catégories modestes, la polarisation de l'emploi et le développement des emplois précaires, mais également le vieillissement de la population font émerger un groupe majoritaire, celui des

nouvelles classes populaires.

En parallèle se forme un groupe important, celui des nouvelles classes supérieures. Cette nouvelle bourgeoisie représente pour partie les gagnants de la mondialisation. Concentrées dans des métropoles mondialisées, les catégories supérieures ne se confondent pas avec l'hyper-classe, mais n'en soutiennent pas moins le modèle économique et sociétal dominant. Que ses revenus soient modestes ou élevés, cette nouvelle bourgeoisie fait partie intégrante du monde d'en haut et participe à la domination économique et/ou culturelle du monde d'en bas. De la même manière, c'est moins le niveau de revenus que la relégation culturelle et géographique qui façonne les nouvelles classes populaires. L'appartenance à une classe sociale ne se réduit pas à une question d'argent.

Sans conscience de classe, les catégories modestes partagent néanmoins une perception commune des effets sur elles-mêmes de la mondialisation et de leur relégation. Si cette nouvelle structuration sociale ne réactive pas l'ancienne lutte des classes, elle n'en produit pas moins un discours et des diagnostics radicalement opposés. La nouvelle structuration sociale repose moins sur des niveaux de revenus que sur le niveau d'intégration sociale et culturelle. La disparition de la classe moyenne occidentale ne se mesure pas seulement par des indicateurs économiques et sociaux, mais aussi et surtout par la perte d'un statut, celui de référent culturel.

Qui veut être un déplorable ?

Le sentiment d'appartenance à la classe moyenne ne repose pas seulement sur un seuil de revenus ou sur des catégories socioprofessionnelles (CSP), mais d'abord sur le sentiment de porter des valeurs majoritaires et d'être partie prenante d'un mouvement économique, social et culturel initié par les classes dominantes. C'est la situation qui prévalait durant les Trente Glorieuses, période où la plupart des strates sociales de la société, de l'ouvrier au cadre supérieur, avaient le sentiment d'être intégrées et de bénéficier des grandes mutations économiques et sociétales de l'époque. Dans ce dispositif, les catégories populaires, ouvriers et employés, occupaient une place centrale sur l'échiquier politique. Parce qu'elles portaient les valeurs de la société tout entière, ces catégories étaient de fait des référents culturels non seulement pour les classes dirigeantes, mais aussi pour les nouveaux arrivants, les catégories populaires immigrées.

La perte d'un statut de référent culturel

C'est bien ce modèle intégrateur qui s'est effondré ces dernières décennies, créant une rupture fondamentale non pas entre les riches et les pauvres, mais entre nouvelles classes supérieures et nouvelles classes populaires. Si le modèle économique entraîne une régression sociale de la classe moyenne occidentale, c'est d'abord sa relégation culturelle qui la condamne. En effet, les indicateurs économiques et sociaux permettent de n'appréhender qu'une seule dimension de la question. Le concept de classe moyenne est avant tout culturel, il nous parle des sociétés elles-mêmes. De la même manière que l'appartenance de classe ne se réduit pas à une question de niveau de

revenus, les catégories qui constituaient hier le socle de la classe moyenne ne se confondent pas avec un agglomérat de travailleurs et/ou de consommateurs. Elles constituaient le cœur de la classe moyenne d'abord parce qu'elles incarnaient l'American ou l'European way of life. La perte de ce statut de référent culturel qui condamne la classe moyenne occidentale fragilise le modèle et les valeurs de la société elle-même. Le processus de relégation économique et géographique initié dans les années 1980 allait changer la donne. Exclues du modèle économique, ces catégories allaient peu à peu devenir celles auxquelles il ne fallait plus ressembler. La figure du déplorable¹ était née.

De désirables à déplorables, les catégories populaires changent radicalement de statut. Ce basculement allait ainsi faire disparaître les acteurs invisibles des modèles d'intégration. Ces catégories, désormais considérées par la classe dominante au mieux comme un poids social, au pire comme un ennemi, ne sont désormais plus prescriptrices pour les nouveaux arrivants.

Qui peut avoir envie de ressembler à un déplorable ?

Aux États-Unis comme en Europe, l'assimilation des nouveaux arrivants s'est toujours réalisée par l'identification à la classe moyenne majoritaire, et singulièrement aux fractions populaires de cette catégorie. Ce sont ces catégories populaires qui ont toujours porté les valeurs dominantes de la société d'accueil, elles qui incarnaient les modèles d'intégration. Catégories référentes pour les classes dominantes, ces classes populaires représentaient le groupe auquel on voulait ressembler, se fondre (par le mariage, l'adhésion à des associations et syndicats). Ce processus a contribué à arrimer les différentes vagues d'immigration des XIX^e et XX^e siècles, quelles que soient leurs origines, à un socle culturel commun en Europe comme aux États-Unis et ce, quel que soit le modèle préexistant. Intégrées économiquement et respectées culturellement par les classes dominantes, les classes populaires autochtones incarnaient concrètement les solidarités, les mœurs et coutumes de la société d'accueil. Assurées de leur hégémonie culturelle et numérique, les classes populaires pouvaient accepter relativement facilement l'arrivée de nouvelles populations dont le destin était d'adopter les valeurs de catégories populaires qui partageaient quasiment leur statut social. La mondialisation, la désindustrialisation, la relégation sociale, l'instabilité démographique viennent faire exploser ce statut de

réfèrent culturel. D'un statut de passeur de l'American ou de l'European way of life à celui de losers, les catégories populaires autochtones deviennent celles à qui il ne faut pas ressembler. Qui pourrait avoir envie d'intégrer une catégorie sociale condamnée par l'histoire économique et présentée par les médias comme une sous-classe faible, raciste, aigrie et inculte ?

Avez-vous envie de ressembler au plouc français, au déplorable américain, au loser britannique, au raciste allemand, au beauf suédois ou au fasciste italien ? À cette question, les nouveaux arrivants répondent non merci, *no thanks*, *nein danke*, *nej tak*, *no grazie* ! De la vieille Europe aux États-Unis, la perte du statut de réfèrent culturel des catégories qui incarnaient les modèles d'intégration provoque leur effondrement.

En France, aux États-Unis, en Allemagne, en Suède ou aux Pays-Bas, les débats, les interrogations sur les modèles sont les mêmes. Contrairement à ce qu'imaginaient les Anglo-Saxons ou les Français de l'autre côté de la Manche, leur modèle n'était pas supérieur aux autres, il se fracasse sur la même réalité. La France a longtemps cru que son modèle assimilationniste – qui ne reconnaît ni origine ni communauté – produirait une société certes diverse, mais apaisée, puisque réunie autour d'un commun républicain. En quelques décennies, cet optimisme a été balayé par la réalité d'une société désormais travaillée par des tensions ethnoraciales qui rappellent en tout point celles de la société américaine. À l'inverse, les Britanniques comme les Suédois, très sceptiques vis-à-vis du modèle républicain français, considéraient au contraire que leur modèle, respectueux des différences, était la condition du vivre-ensemble. À la fin, le même constat, les mêmes tensions, de Los Angeles à Paris, de Malmö à Londres, les mêmes émeutes urbaines, les mêmes tensions raciales, la même paranoïa identitaire, le même processus de partition².

Cet échec est généralement attribué à l'idéologie du multiculturalisme, à l'Islam, au communautarisme. S'il est vrai que tous ces éléments participent à l'implosion des modèles préexistants, ils n'en sont pas la cause. Ces idéologies s'imposent avec d'autant plus de facilité que les conditions du processus d'intégration/assimilation ne sont plus réunies. La première des conditions, nous l'avons vu, est l'incarnation des modèles d'intégration par une catégorie majoritaire et référente, un rôle occupé hier par l'ancienne classe moyenne.

Il y a une grande incohérence aujourd'hui à se plaindre de la montée des communautarismes quand, dans le même temps, on détruit toutes les conditions de l'intégration en ostracisant le groupe qui conditionne depuis toujours les processus d'assimilation. La classe dominante, la même qui verse aujourd'hui des larmes de crocodile sur l'inefficacité de son modèle, a facilité l'explosion de ces modèles

d'intégration. En détruisant économiquement et culturellement l'ancienne classe moyenne occidentale, et notamment son socle populaire, la classe dominante a créé les conditions de l'explosion des sociétés occidentales et de leur balkanisation.

En reléguant et en ostracisant culturellement les catégories qui incarnaient le mode de vie et les valeurs des sociétés occidentales, la classe dominante allait délégitimer le système de valeurs auquel les nouveaux arrivants s'intégraient. C'est dans ce vide culturel que se lovent aujourd'hui le multiculturalisme, le relativisme culturel, le communautarisme ou l'islamisme. On peut débattre sans fin de la pertinence des modèles, de la crise identitaire, de la nécessité de réaffirmer les valeurs républicaines, de définir un commun : tous ces débats sont vains si les modèles ne sont plus incarnés. Car c'est dans les milieux populaires que se réalise ou non l'intégration. On ne s'assimile pas, on ne se marie pas avec, on ne tombe pas amoureux d'un système de valeurs, mais d'individus et d'un mode de vie que l'on souhaite adopter.

En ostracisant les classes populaires depuis les années 1970, la classe dominante occidentale porte une responsabilité écrasante dans l'effondrement des modèles et la montée des tensions et paranoïas identitaires. En retirant aux catégories modestes leur statut de référent culturel, elle a programmé l'obsolescence des modèles d'intégration. C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre l'impasse des débats consacrés à l'identité, aux valeurs ou au commun qui traversent toutes les sociétés occidentales depuis vingt ans. Une impuissance qui ne tient pas tant à la pertinence des arguments qu'au fait que, sans incarnation, notamment dans les milieux populaires, aucun système de valeurs ne peut perdurer. Les modèles n'existent, ne survivent que s'ils sont incarnés. S'ils ne sont plus portés au quotidien par une catégorie majoritaire, leur efficacité se réduit mécaniquement. En Europe comme aux États-Unis, la défense des modèles d'intégration bute sur cette contradiction. Sans une réintégration économique et culturelle des catégories modestes, cette défense s'apparente au mieux à des combats contre des moulins à vent, au pire comme des postures médiatiques et/ou politiques. En France par exemple, la classe politique surjoue ainsi depuis vingt ans la posture républicaine mais cautionne et accompagne dans le même temps un modèle économique et sociétal qui, en condamnant l'ancienne classe moyenne et son socle populaire, relègue les catégories qui conditionnent le modèle d'intégration.

Le respect des groupes sociaux ou des communautés est toujours conditionné à leur intégration ou leur réussite économique. C'est vrai pour les minorités mais aussi pour les majorités. Hier intégrée économiquement et donc politiquement, la classe ouvrière bénéficiait

d'une forte intégration culturelle et suscitait crainte et respect des mondes d'en haut et d'en bas. On ne peut prétendre au respect et encore moins à un statut de référent culturel ni à aucun pouvoir politique sans intégration économique.

On ne mesurera jamais assez l'impact des insultes et de l'ostracisation des plus modestes sur l'effondrement des modèles d'intégration. Ce mépris des nouvelles classes dominantes et supérieures pour leur propre peuple est à l'origine de l'éclatement des sociétés.

Un constat d'autant plus durable que désormais les classes populaires autochtones et immigrées ne vivent plus sur les mêmes territoires. La concentration des flux migratoires dans les quartiers de logements sociaux des grandes villes et, inversement, la dispersion des classes populaires autochtones et d'immigration ancienne dans les territoires ruraux ou les petites villes réduisent mécaniquement les contacts en entraînant une baisse des mariages mixtes et un renforcement de l'endogamie³.

L'arme de la relégation culturelle

En 2016, Hillary Clinton traitait les électeurs de son opposant républicain, c'est-à-dire l'ancienne classe moyenne américaine déclassée, de « déplorables ». Au-delà du mépris de classe que sous-tend une expression qui rappelle celle de l'ancien président français François Hollande qui traitait de « sans-dents » les ouvriers ou employés précarisés, ces insultes (d'autant plus symboliques qu'elles émanent de la gauche) illustrent un long processus d'ostracisation d'une classe moyenne devenue inutile. Cette relégation culturelle des catégories qui portaient un modèle économique et social structuré autour d'un cadre national a permis de justifier le déploiement d'un modèle mondialisé. Elle accompagne ainsi le processus de « dénationalisation tranquille⁴ » qui permet de justifier l'intégration aux normes du marché mondialisé. Utilisée comme une arme de classe, cette ostracisation des plus modestes libère la classe dominante du carcan national.

Depuis des décennies, la représentation d'une classe moyenne triomphante laisse peu à peu la place à des représentations toujours plus négatives des catégories populaires et l'ensemble du monde d'en haut participe à cette entreprise. Le monde du cinéma, de la télévision, de la presse et de l'université se charge efficacement de ce travail de déconstruction pour produire en seulement quelques décennies la figure répulsive de catégories populaires inadaptées, racistes et souvent proches de la débilité.

Des rednecks dégénérés du film *Délivrance*⁵ au beauf raciste de *Dupont Lajoie*⁶, la figure du « déplorable » s'est imposée dès les années 1970 dans le cinéma. La télévision n'est pas en reste. En France, les années 1980 seront marquées par l'émergence de Canal+, quintessence de l'idéologie libérale-libertaire dominante. Cette chaîne travaillera activement à la relégation culturelle des classes populaires en les associant systématiquement à une forme de dégénérescence. De la série *Les Deschiens*⁷ à la marionnette débilitante de Johnny Hallyday des *Guignols de l'info*, c'est en réalité toute la production audiovisuelle qui donne libre cours à son mépris de classe. Des ploucs français aux déplorables américains, le processus de dépréciation des classes populaires traversera l'ensemble des pays développés.

L'entreprise est d'une telle efficacité qu'aujourd'hui toute expression populaire est immédiatement discréditée. Le scepticisme des ouvriers face au modèle mondialisé et à la construction européenne sera analysé comme un manque d'éducation, la demande de régulation comme le signe d'un repli identitaire, la colère des maires ruraux comme la résurgence d'un nouveau pétainisme. Quant aux intellectuels qui se risqueraient à éclairer ces réalités, ils seront immédiatement fichés, soupçonnés de « faire le jeu de ».

Parallèlement, cette relégation culturelle s'accompagne d'une entreprise d'instrumentalisation des minorités et de la question du racisme. Cette stratégie permet à la classe dominante d'accélérer le processus de marginalisation de l'ancienne classe moyenne occidentale (supposée blanche) en lui faisant porter tous les maux des sociétés occidentales. De l'esclavage à la colonisation en passant par l'Holocauste ou l'oppression des homosexuels, les classes populaires occidentales passent quotidiennement au tribunal de l'Histoire. Le piège est imparable. Il rejette la majorité de ces catégories dans les poubelles de l'Histoire en offrant une nouvelle virginité à la classe dominante. Dans ce partage de l'histoire occidentale, les classes populaires sont ainsi contraintes d'en porter la face noire, tandis que les classes dominantes pourront se présenter comme les héritières d'une histoire positive (des Lumières à l'émancipation des minorités). Le « sanglot de l'homme blanc⁸ » place ainsi les classes dominantes et supérieures dans une posture de supériorité morale en désignant les véritables coupables que sont les classes populaires.

À la fin du xx^e siècle, la classe dominante s'est habilement désolidarisée des « heures sombres » de l'histoire occidentale sur le dos des classes populaires. Elle peut ainsi se présenter dans les habits neufs d'une bourgeoisie positive et bienveillante portée par les seules valeurs des droits de l'Homme et du marché. De leur côté, les nouvelles classes populaires occidentales, présentées comme les héritières de la colonisation et de la solution finale, ne peuvent

trouver leur place dans la société ouverte du ^{xxi}^e siècle. Cette relégation culturelle qui condamne l'ancienne classe moyenne occidentale délégitime de fait toute contestation sociale du modèle économique.

Dans ce contexte, la religion du politiquement correct apparaît comme une arme de classe très efficace contre l'ancienne classe moyenne. Horizon indépassable pour les uns, épouvantail pour les autres, cette idéologie est d'abord un instrument de domination. Adoptée par le monde d'en haut, cette novlangue est peu usitée par les classes populaires qui ont compris que cette idéologie visait moins à protéger les minorités qu'à les ostraciser. En réalité, les classes dominantes servent moins les minorités qu'elles ne s'en servent⁹, notamment pendant les périodes électorales où les minorités sont appelées à défendre le système au nom de la lutte contre le racisme (ce qui n'empêche pas cette nouvelle bourgeoisie de pratiquer l'évitement résidentiel et scolaire des quartiers ou collèges où se concentrent les minorités¹⁰).

La victimisation des minorités par le monde d'en haut, cette essentialisation qui rappelle celle de l'indigène à l'époque coloniale, participe à l'enfermement identitaire des minorités et permet aux classes supérieures d'évacuer la question sociale en la substituant à celle de l'altérité culturelle. Dans cette configuration, la nouvelle bourgeoisie n'exploite pas les immigrés (nounous, personnels d'entretien, cuisiniers, artisans), non, elle vient à la rencontre de l'Autre en l'aidant à s'intégrer. La question sociale étant évacuée, il convient de mettre à l'écart les catégories qui pourraient réactiver un rapport de classe et qui représentaient l'ancienne classe moyenne occidentale.

La figure du déplorable s'étant imposée, la classe dominante peut légitimer toutes ses réformes au nom du Bien. La nouvelle bourgeoisie cool du ^{xxi}^e siècle a compris qu'elle ne pouvait plus, comme au ^{xix}^e siècle, faire tonner le canon contre les communards ou imposer sa morale et son ordre social par la contrainte. Elle utilise aujourd'hui l'arme de la relégation culturelle pour marginaliser le monde d'en bas. De l'antifascisme d'opérette à l'antiracisme, cette nouvelle bourgeoisie dispose désormais d'un arsenal idéologique redoutable contre des catégories devenues inutiles.

Phase terminale : l'ethnicisation du concept

La facilité avec laquelle l'idéologie multiculturelle s'est imposée en Occident est inversement proportionnelle non seulement à l'adhésion qu'elle suscite dans l'opinion, mais aussi à la faiblesse du projet

sociétal qu'elle suggère. Le multiculturalisme est, de façon intrinsèque, une idéologie faible qui divise et fragilise. Portée par quelques lobbys communautaires et instrumentalisée par la classe dominante et les partis politiques, elle apparaît pourtant comme un horizon indépassable. Simple instrument de marketing commercial, politique et communautaire, le multiculturalisme s'impose d'abord par le vide provoqué par la perte de statut de référent culturel de l'ancienne classe moyenne occidentale. En Europe, l'idéologie multiculturelle, pourtant majoritairement rejetée et même décrite par certains dirigeants comme un échec¹¹, s'impose sans difficulté dans le vide laissé par l'abandon des anciennes classes moyennes.

C'est dans ce vide que s'engouffrent aujourd'hui les communautarismes. Dans tous les pays occidentaux, les nouveaux arrivants préfèrent ainsi très logiquement préserver leur capital social et culturel protecteur plutôt qu'épouser des modèles en voie de décomposition. Cette réaffirmation identitaire, qui émane de minorités qui n'ont évidemment aucun désir de ressembler aux perdants économiques et culturels de la mondialisation, accélère la marginalisation culturelle des classes populaires occidentales et aboutit à la phase terminale d'ethnisation de l'ancienne classe moyenne occidentale, qui ne s'était pourtant jamais définie par ses origines. Elle n'a jamais eu ni couleur, ni religion, elle n'a jamais été identifiée comme une catégorie ethnique. Au contraire, la classe moyenne a toujours été par essence la catégorie intégratrice. En Europe comme aux États-Unis, l'ancienne classe moyenne s'est toujours caractérisée par sa diversité sociale, ethnique et culturelle.

Tout a basculé lorsque les catégories populaires ont commencé à subir les effets de la désindustrialisation dans un contexte d'intensification des flux migratoires. En France, l'ethnisation du concept de classe moyenne a démarré au début des années 1980 et c'est la gauche socialiste qui s'est chargée de l'opération en instrumentalisant la question ethnoculturelle au détriment de la question sociale¹².

Le début des années 1980 est en effet marqué par la médiatisation des premières émeutes ethnoculturelles. La France découvre ses « ghettos ». La poursuite et l'intensification des flux migratoires combinées au départ et surtout à l'évitement des classes populaires autochtones aboutiront à l'ethnisation de nombreux territoires urbains. L'État met alors en œuvre des politiques publiques qui visent à favoriser la « mixité sociale », en réalité la mixité ethnique. Cette impossibilité de désigner clairement le séparatisme, non pas exclusivement social mais culturel, et le développement d'un « *white flight*¹³ » conduiront à l'élaboration d'une novlangue où la « classe moyenne » est synonyme de « Blancs ». Les objectifs de mixité,

désormais intégrés à toute politique publique, visent ainsi à « attirer les classes moyennes ». De qui parle-t-on en réalité ? De cadres supérieurs ? De bobos ? Non, on parle des Blancs des catégories modestes, ceux qui refusent le « vivre-ensemble ».

Associée au « *white flight* » des quartiers, l'ancienne classe moyenne française et américaine est aussi, et de plus en plus souvent, associée à la catégorie des « petits Blancs », c'est-à-dire des losers (encore une manière de condamner définitivement l'idée d'une classe moyenne référente, porteuse de commun). Les électeurs de Donald Trump, du oui au Brexit ou du Front national sont ainsi tour à tour décrits comme appartenant à l'ancienne classe moyenne et/ou aux « petits Blancs ». Cette marginalisation culturelle, qui rappelle en tout point le processus d'ethnisation des minorités, mène à la marginalisation politique de ces catégories pourtant majoritaires. La mise en avant du « petit Blanc », ou du « *white trash* »¹⁴ apparaît comme un piège mortel pour l'ancienne classe moyenne. Dans un contexte d'intensification des flux migratoires, elle crée *in vivo* un groupe destiné à devenir minoritaire. Elle participe ainsi à l'émergence d'une société relative sans intérêt de classe au plus grand bénéfice des classes dominantes et supérieures.

Après avoir racisé les minorités, la classe médiatique et académique contribue aujourd'hui à la racisation des Blancs issus de milieux populaires. L'utilisation méprisante de l'expression « petit Blanc », qui rappelle celle de « *white trash* » par la bourgeoisie américaine, permet non seulement de mettre à distance des catégories pour les délégitimer, mais aussi de les enfermer dans un déterminisme racial et une marginalisation culturelle et politique. Après les minorités, la classe dominante – qui elle n'a ni origine ni religion – renvoie ainsi dans les marges des catégories pourtant encore majoritaires. Le piège se referme ainsi sur les classes populaires blanches, désormais emprisonnées, comme les minorités, dans une posture de victimisation qui accentue encore plus leur relégation.

La disparition de la classe moyenne occidentale annonce le temps de la société relative où aucun groupe n'est, pour le moment, susceptible de porter un modèle culturel dominant et des valeurs communes. Comment faire société sans une classe moyenne majoritaire et intégrée économiquement et culturellement ? À qui s'adresser pour faire partager des réformes, un projet, un mouvement social, une révolution ? Confrontés à cette impasse culturelle, sans points d'appui dans la société, les dirigeants politiques n'ont plus la capacité de défendre le moindre système d'intégration et naviguent à vue. Face à la montée du communautarisme, des tensions et des paranoïas identitaires, ils surjouent la posture républicaine... sur un bateau ivre.

C'est dans ce contexte explosif que le monde d'en haut choisit la sécession, l'abandon du bien commun accentuant son repli ; une rupture historique qui nous fait entrer dans le temps de l'a-société.

Deuxième partie

No Society

La disparition de la classe moyenne occidentale ouvre le temps de l'a-société, le temps de la rupture du lien entre les mondes d'en haut et d'en bas. La lutte des classes est révolue puisque, comme l'explique le milliardaire américain Warren Buffett, elle a été gagnée par la classe dominante depuis bien longtemps¹. C'est aujourd'hui le temps de la grande séparation sociale et culturelle entre classes supérieures et classes populaires.

La rupture ne passe pas par une lutte frontale des classes sociales, mais au contraire par sa négation, par un brouillage savamment entretenu et qui aboutit à l'invisibilisation des plus modestes. La nouvelle bourgeoisie a abandonné les classes populaires occidentales, et avec elles la lutte des classes.

Nous n'avons plus affaire à un monde d'en haut qui défendrait l'ordre ancien, l'autorité, les cadres nationaux, mais à une nouvelle bourgeoisie cool qui a choisi la sécession. Le sacrifice de la classe moyenne occidentale sur l'autel de la mondialisation n'était que la première étape d'un processus qui allait conduire le monde d'en haut à abandonner les modèles et valeurs communs qui cimenteraient les sociétés occidentales. Pour la première fois, la classe dominante et ses relais médiatiques, culturels, universitaires ne parlent ni au nom de, ni contre les classes populaires, puisque celles-ci sont désormais sorties de l'Histoire.

Aujourd'hui, « noblesse n'oblige plus ». En rompant le lien entre le haut et le bas, qui conditionne l'existence même de la société, les classes dominantes et supérieures ne cherchent plus à faire société, mais sécession. Libérée de ses obligations, la nouvelle bourgeoisie déserte. De leur côté, conscientes de cette mise à distance, les classes populaires ne reconnaissent plus aucune légitimité à ce monde d'en

haut qui fuit ses responsabilités et ont entamé leur grand marronnage.

Or, si le monde d'en haut n'est plus capable de prendre en charge les intérêts du monde d'en bas, c'est la société elle-même qui s'effondre. La disparition de la classe moyenne occidentale nous fait entrer dans un période chaotique où tout ce qui faisait le commun, de l'État-providence au partage de valeurs, est peu à peu démantelé. Le creusement des inégalités sociales et territoriales n'est qu'un symptôme de ce basculement sociétal et culturel. La rupture du lien entre le monde d'en haut et son socle populaire fait ainsi émerger la société des minorités et des majorités relatives et celle de l'indistinction sociale et culturelle.

Confronté à la contestation populiste, le monde d'en haut choisit la fuite en avant (économique et sociétale) et accélère sa citadellisation. Si cette désertion conforte temporairement les positions sociales et territoriales des gagnants de la mondialisation, elle ouvre en Occident le temps d'un chaos tranquille. « *There is no society.* »

Le repli d'une bourgeoisie asociale

Représentantes autoproclamées de la société ouverte et du vivre-ensemble, les classes dominantes et supérieures du ^{xxi}^e siècle ont réalisé en quelques décennies ce qu'aucune bourgeoisie n'avait réussi auparavant : se mettre à distance, sans conflit ni violence, des classes populaires. La citadellisation, que la technostructure appelle « métropolisation », n'est que la forme géographique du processus de sécession des bourgeoisies au temps de la mondialisation.

Une bourgeoisie asociale

L'arnaque de la société ou de la ville ouverte offre au monde d'en haut une supériorité morale qui lui permet de dissimuler la réalité de son repli géographique et culturel. L'« *open society* » est certainement la plus grande *fake news* de ces dernières décennies. En réalité, la société ouverte et mondialisée est bien celle du repli du monde d'en haut sur ses bastions, ses emplois, ses richesses. Abrisée dans ses citadelles, la bourgeoisie « progressiste » du ^{xxi}^e siècle a mis le peuple à distance et n'entend plus prendre en charge ses besoins. L'objectif est désormais de jouir des bienfaits de la mondialisation sans contraintes nationales, sociales, fiscales, culturelles... et, peut-être, demain, biologiques¹.

En 1979, l'historien et sociologue Christopher Lasch révélait comment la culture du narcissisme et de l'égoïsme allait conduire l'Amérique à sa ruine antisociale². Il dessinait déjà avec précision le portrait d'une nouvelle bourgeoisie asociale, et notamment son incapacité à évoluer et à interagir en dehors de ses propres réseaux. Inadaptée à la vie en société, elle vit aujourd'hui totalement dans le

déni de la réalité des classes populaires.

On comprend dans ce contexte que l'émergence du monde des périphéries populaires et la menace qu'elle fait peser aient provoqué un tel vent de panique dans le monde d'en haut. Un petit monde de plus en plus fermé qui semble désormais tenté par la fuite de Varennes.

Vent de panique : le front des bourgeoisies

La vague populiste qui traverse l'Occident a déclenché un mouvement de panique sans précédent au sein de la classe dominante. Rappelons-nous par exemple les réactions politiques, médiatiques, académiques suscitées par le vote en faveur du Brexit ou l'élection de Donald Trump. Insultes, refus affichés des résultats électoraux : le comportement des classes dominantes et supérieures a révélé tous les symptômes de l'hystérie d'une bourgeoisie asociale. Découvrant la fragilité de sa position, le monde d'en haut a réagi en faisant front et en renforçant sa bunkerisation.

La dernière élection présidentielle française a ainsi vu l'émergence d'un front des bourgeoisies (traditionnelle et progressiste) inédit. Dans toutes les métropoles et les territoires privilégiés de la France périphérique, les bourgeoisies de droite et de gauche ont plébiscité le candidat du modèle dominant, Emmanuel Macron. Dans les grandes villes gentrifiées, où la présence populaire s'est réduite comme peau de chagrin, les classes supérieures ont fait front commun, abandonnant le vieux clivage droite-gauche : elles n'ont pas hésité à abandonner leur posture identitaire ou sociale pour rejoindre le candidat libéral.

Les territoires de la bourgeoisie ont exprimé au premier tour un vote identitaire de droite et un vote identitaire de gauche. François Fillon rassembla ainsi les oripeaux d'un vote de droite, tandis que Jean-Luc Mélenchon (et/ou Benoît Hamon) captait l'essentiel des vestiges d'un vote identitaire de gauche. Au second tour, l'adhésion massive à un candidat dont le programme vise précisément à s'affranchir de ces identités nous montre que nous sommes depuis des décennies au théâtre. Nous assistons à une représentation des *Précieuses ridicules* de Molière, Cathos personnifiant les électeurs de Fillon et Magdelon ceux de Mélenchon-Hamon. La comparaison s'arrête là puisque Mascarille, le valet, n'est pas prévu au programme dans la mesure où, dans les grandes villes gentrifiées d'aujourd'hui, le peuple est *persona non grata*.

À Paris, Lyon, Bordeaux, Toulouse, Nantes ou Rennes, le rimmel identitaire et/ou social a coulé entre les deux tours : dans ces villes,

l'ancienne bourgeoisie qui avait plébiscité François Fillon et la nouvelle, qui avait voté pour Jean-Luc Mélenchon ou Benoît Hamon au premier tour, ont offert au candidat libéral Emmanuel Macron des scores de maréchal au second tour : 89,7 % à Paris, 84,1 % à Lyon, 82,9 % à Toulouse, 85,9 % à Bordeaux, 86,5 % à Nantes, 78,3 % à Lille, 77,6 % à Montpellier, 88,4 % à Rennes.

Au premier tour de la dernière élection présidentielle, la bourgeoisie conservatrice a choisi François Fillon, de son côté, la bourgeoisie progressiste a voté Emmanuel Macron et plus marginalement pour des candidats de gauche comme Jean-Luc Mélenchon ou Benoît Hamon. Si au second tour, et à l'échelle nationale, Emmanuel Macron a bénéficié du report de 71 % des voix de Benoît Hamon, de 52 % des voix de Jean-Luc Mélenchon et de 48 % des voix de François Fillon, ces reports ont été encore plus massifs dans les grandes villes bourgeoises.

À Paris, où les cadres, les professions intellectuelles et les professions intermédiaires représentent près des trois quarts de la population active et où la présence des classes populaires se réduit désormais à quelques enclaves de logements sociaux, l'affrontement électoral se résume, depuis la fin des années 1990, à celui de deux bourgeoisies³. Révélateur de la perte d'influence de la gauche en milieu populaire, c'est d'ailleurs cette gentrification qui permettra en 2001 au Parti socialiste d'accéder à la mairie. La carte électorale qui opposait hier l'Ouest bourgeois à l'Est populaire oppose désormais, et sur ces territoires, la bourgeoisie traditionnelle et conservatrice de l'Ouest parisien à la nouvelle bourgeoisie cool de l'Est parisien. Le 20^e arrondissement de Paris, bastion historique de la gauche ainsi que le très droitier 16^e arrondissement plébisciteront pourtant également Emmanuel Macron : 90 % dans le 20^e et 87,3 % dans le 16^e. Dit autrement, les partisans de la Manif pour tous⁴ ont choisi le candidat du libéralisme culturel quand les contempteurs de la finance internationale apportent massivement leurs suffrages à un banquier d'affaires !

Les alternatives au vote Le Pen existaient pourtant : abstention, vote blanc, vote nul. Pourtant, n'écouter que leur courage et leurs profondes convictions, les bourgeois de droite comme de gauche ont préféré faire front commun. La mort dans l'âme, ils n'ont pas hésité à abandonner leurs idéaux et leur identité de droite ou de gauche.

Il faut dire qu'après le Brexit et l'élection de Trump l'heure était grave : leur patrimoine, notamment immobilier, était en danger ! Un patrimoine dont la valeur n'a cessé d'augmenter ces dernières décennies (celui de la bourgeoisie traditionnelle, mais aussi celui de la nouvelle bourgeoisie) : si le prix du mètre carré des appartements atteignait en moyenne 10 800 euros dans le bourgeois 16^e arrondissement, il dépassait en moyenne 7 200 euros dans

l'arrondissement dit « populaire » du 20^e ! La bourgeoisie des hôtels particuliers et la nouvelle, celle des lofts, ont joué la sécurité matérielle en faisant front commun.

Dans le monde occidental, l'identité de droite ou de gauche n'est le plus souvent désormais qu'une posture, un vernis, un jeu de rôles qui permet d'animer un débat factice afin de se rejoindre sur l'essentiel : la défense d'un modèle dont on bénéficie. Aux États-Unis, la droite affiche ainsi sa défense du credo américain mais n'a de cesse d'accompagner depuis des décennies l'intégration de la société américaine à un modèle mondialisé qui fragilise ces valeurs. La volonté de l'establishment républicain d'écarter le protectionniste trumpien est un bon indicateur de la relativité de cet attachement. En France, le fillonisme révélait les mêmes contradictions. La posture de défense des valeurs « traditionnelles » masquait mal une adhésion sans faille à un modèle libéral qui les déconstruit. Comme le résume Jean-Claude Michéa, « on peut difficilement concilier l'idée que le dimanche est le jour du Seigneur ou des activités familiales et l'idée qu'il devrait être un jour ouvrable comme les autres. Le modèle économique vise d'abord à produire, vendre et acheter tout ce qui peut être produit ou vendu, qu'il s'agisse d'un écran plat, d'une kalachnikov ou du ventre d'une mère porteuse⁵ ».

La victoire du président Macron ne se résume évidemment pas à l'alliance des gagnants de la mondialisation. En 2017, le macronisme n'aurait pu l'emporter sans le renfort des protégés, les retraités et les fonctionnaires. Si Emmanuel Macron a bien été plébiscité par les cadres (82 %) et les foyers gagnant plus de 3 000 euros par mois (75 %) et si Marine Le Pen a fait le plein chez les électeurs affirmant s'en sortir « très difficilement » (69 %), les ouvriers (56 %), les employés (46 %) et les électeurs dont le foyer gagne 1 250 euros par mois (55 %)⁶, ce sont les protégés de la mondialisation, retraités (74 %) et fonctionnaires (61 %) qui lui offrent la victoire. Ces deux catégories ont ainsi voté pour le candidat le plus déterminé à accentuer la pression fiscale sur les retraités, à réduire le nombre de fonctionnaires et à en casser les statuts.

On le voit, les stratégies électorales du monde d'en haut s'apparentent de plus en plus à un sauve-qui-peut. L'élection de Macron est une victoire à la Pyrrhus, elle n'a été rendue possible que par la faiblesse et la division du monde d'en bas. Mais l'édifice est très fragile car il repose sur des majorités de circonstance qui nécessitent non seulement l'adhésion des « protégés », mais aussi la manipulation des minorités.

Dans l'ensemble des pays développés, la classe dominante, dont la feuille de route exige de réduire la voilure de l'État-providence, se repose paradoxalement sur des catégories encore protégées des effets

de la mondialisation et, à la marge, sur les minorités précarisées, pour déployer les normes de l'économie-monde. Si la classe dominante peut s'appuyer sur le vieillissement de la population et l'augmentation de la part des retraités pour maintenir son hégémonie, ce soutien dépend étroitement du degré de protection que peut encore offrir l'État-providence à des catégories très fragiles socialement.

Le vote en faveur du Brexit a, par exemple, montré que les retraités peuvent eux aussi « basculer » quand le système n'assure plus leur protection sociale ou culturelle. En poursuivant le démantèlement de l'État-providence, les classes dominantes scient la branche sur laquelle repose encore leur domination. Captif pour le moment, l'électorat âgé ne soutiendra pas éternellement un système qui le fragilise. C'est pourquoi les classes dominantes occidentales font le pari risqué de l'émergence d'un électorat plus jeune et en forte croissance, celui des minorités. Cette stratégie électorale, adoptée par les partis de gauche en Europe et par les démocrates aux États-Unis, est très fragile également : les intérêts de cet électorat populaire et précaire sont très éloignés de ceux d'une classe dominante acquise à un modèle qui restreint les salaires des gens modestes en imposant des réformes sociétales pour le moins décalées avec l'attachement de ces catégories aux valeurs traditionnelles. La stratégie électorale des classes dominantes vise à réduire ce grand écart idéologique par l'ethnicisation à outrance des rapports sociaux, la mise en avant du racisme des classes populaires traditionnelles et le risque de l'avènement d'un régime totalitaire et/ou fasciste. Depuis vingt ans, la mise en scène médiatico-académique et le financement de l'antiracisme et de l'antifascisme ont porté leurs fruits puisqu'une partie de cet électorat s'est effectivement portée vers des candidats libéraux (Barack Obama aux États-Unis, François Hollande en France), mais cette stratégie est de moins en moins efficace.

En France, l'électorat des banlieues est aujourd'hui largement indifférent (et pour les plus jeunes habitants, souvent très hostile) aux partis de gauche ; aux États-Unis, les candidats démocrates attirent de plus en plus difficilement les minorités, notamment les Noirs. Ces minorités sont de plus en plus conscientes et éduquées, elles se laissent de moins en moins manipuler par des discours caricaturaux et paternalistes tenus par une bourgeoisie dont le seul objectif est de maintenir sa position de classe. En Europe comme aux États-Unis, l'indigénat, c'est terminé.

Par ailleurs, cette stratégie électorale bute aujourd'hui sur la réalité de sociétés mondialisées et multiculturelles, celle de la défense du capital social et culturel des plus modestes. La question de l'intensification des flux migratoires et de l'instabilité démographique n'est pas anxiogène pour les seules classes populaires blanches. Citons

par exemple les Français d'origine maghrébine ou les Afro-Américains fragilisés par des vagues migratoires susceptibles de remettre en question un capital social et culturel chèrement acquis et qui adhèrent de moins en moins à la doxa de la société ouverte.

L'isolement culturel et le refus de l'Autre (les catégories populaires), habilement masqués par le faux discours sur l'ouverture aux minorités (jamais suivi d'effet), définissent en tout point le repli identitaire et ses impasses : grégairisme, consanguinité, assèchement de la pensée, oligarchie, ploutocratie et *in fine* tentation d'un totalitarisme soft⁷. L'hystérie, la paranoïa et les discours de haine qui ont accompagné le vote en faveur du Brexit ou l'élection de Donald Trump sont caractéristiques des pathologies développées par une bourgeoisie fondamentalement asociale. Enfermé dans des citadelles de plus en plus homogènes socialement, le monde d'en haut a entamé un processus de repli géographique et social qui passe également par le verrouillage du débat public.

De l'antifascisme d'opérette au « c'est plus compliqué que ça »

Un individu atteint d'asociabilité développe souvent des troubles psychologiques qui mènent à une forme d'agressivité et de paranoïa vis-à-vis de son entourage. Cette pathologie décrit parfaitement cette bourgeoisie de plus en plus grégaire, qui s'isole toujours plus en ostracisant les classes populaires et ceux qui en prennent la défense.

Durant des décennies, la construction par les médias et l'université de l'image d'un monde d'en haut bienveillant et éclairé face à un monde d'en bas belliqueux et ignorant a protégé les classes dominantes et supérieures. Cette posture morale a fait long feu. Désormais, le discours de la société ouverte et la posture morale qui l'accompagne ne trompent plus personne, surtout pas les classes populaires. La logorrhée prétentieuse du « haut clergé » universitaire, médiatique et technocratique tourne à vide. Si « traiter quelqu'un de fasciste ou de raciste est un exercice sans risque qui ne peut apporter que des avantages politiques et personnels⁸ », cet antifascisme d'opérette ne suffit plus au monde d'en haut pour imposer ses représentations dans l'opinion.

L'arme de l'antifascisme étant de moins en moins efficace, la classe dominante utilise désormais une technique d'enfumage plus subtile pour se protéger : le « c'est plus compliqué que ça ». Cette rhétorique, qui permet accessoirement au petit monde médiatique et académique de réactiver un magistère qu'il a perdu, vise à mettre en avant la

complexité pour mieux occulter le réel. Dans ce schéma, les classes populaires n'existent pas, la France périphérique non plus.

L'hétérogénéité des différentes catégories populaires (ouvriers, employés, paysans, indépendants) ainsi que celle des territoires (ruraux, petites villes, villes moyennes) est par exemple mise en avant pour nier l'existence d'un destin commun partagé par les plus modestes. Dans le même registre, la réussite économique de certains territoires ou petites villes est soulignée pour nier la fragilité sociale et économique de la France périphérique. Inversement, on utilise l'existence de quartiers pauvres ou de ghettos à l'intérieur des métropoles et la crise de quelques grandes villes pour minimiser la dynamique globale d'embourgeoisement et de citadellisation des métropoles.

Il semble pourtant simple de comprendre que, par exemple, la présence de quelques ménages pauvres à Neuilly-sur-Seine n'en fait pas une commune pauvre ou moyenne et qu'à contrario ce n'est pas parce que quelques habitants paient l'impôt de solidarité sur la fortune à La Courneuve que cette commune de banlieue parisienne enregistre un processus d'embourgeoisement. Derrière le discours de la complexité, ce refus de « généraliser », la classe dominante poursuit en réalité son travail d'invisibilisation des dynamiques sociales et territoriales de long terme qui ont conduit à l'émergence d'un monde des périphéries sur des territoires certes divers, mais reposant sur un même continuum socioculturel.

Les élus de la France périphérique n'ont d'ailleurs pas attendu les universitaires ou les « experts en complexité » pour prendre conscience de la diversité de leurs territoires et de leurs populations dont les attentes sont, elles aussi, complexes et ambivalentes. La complexité des questions sociales et territoriales n'est pas nouvelle (l'Insee a par exemple depuis très longtemps cartographié la diversité des « territoires de vie⁹ »).

On peut par ailleurs affirmer sans risque que la complexité est au cœur de tout, y compris des individus. Quant au refus de « généraliser », il sonne comme un aveu d'interdire toute pensée divergente. Faut-il le rappeler ? Penser, c'est conceptualiser et conceptualiser, c'est généraliser. Cela n'interdit évidemment pas de penser la complexité des territoires, ainsi que la diversité sociale et culturelle des catégories modestes. Dans ce contexte, l'analyse de la géographie électorale est un enjeu essentiel de cette guerre des représentations. Dans ce domaine aussi, le « c'est plus compliqué que ça » permet de minimiser des fractures qui traversent les sociétés occidentales.

En 2017, l'élection présidentielle française a abouti à un affrontement chimiquement pur entre Emmanuel Macron et Marine

Le Pen : France d'en haut contre France d'en bas, métropoles mondialisées contre France périphérique, classes populaires contre classes supérieures, *winners* protégés contre perdants de la mondialisation, nomades contre sédentaires. Les fractures territoriales, culturelles et sociales n'avaient jamais été aussi visibles, même les exceptions venaient confirmer la règle : en effet, le vote Macron dans les villages et petites villes aisées de la France périphérique ou celui des habitants du « périurbain subi¹⁰ » des grandes villes pour Le Pen ne remettent absolument pas en question la dynamique globale.

Rendant trop visible un conflit de classes que le monde d'en haut cherche à masquer depuis des décennies, des contrefeux sont allumés. Le célèbre think tank Terra Nova a ainsi publié une note d'analyse des élections qui vise à rétablir une représentation politiquement correcte des territoires dans laquelle il n'y a ni perdants, ni gagnants, ni conflit de classes, mais simplement l'expression à la marge d'une expression populiste de certaines catégories qui n'ont pas compris que « c'est plus compliqué que ça ». Le concept de France périphérique est naturellement visé. Comme toujours, l'argumentation est fallacieuse et tend à brouiller les pistes. Cela commence par le titre : « Vote des périphéries contre vote des métropoles, un schéma erroné ? » La « France périphérique » devient « les périphéries ». La falsification est annoncée d'entrée de jeu puisque la France périphérique ne se confond pas avec « les périphéries » : il existe des périphéries dans les espaces métropolitains comme dans la France périphérique. Répétons-le, cette dernière correspond aux territoires à l'écart des quinze premières métropoles et qui totalisent près de 60 % de la population. Un découpage qui permet d'analyser la recomposition sociale des territoires et la place des classes populaires dans un modèle mondialisé. Cela ne signifie pas que 100 % des territoires et villes de la France périphérique soient en déclin et habités par des classes populaires précarisées, ni que tous les territoires métropolitains soient gentrifiés, mais cela permet de révéler des dynamiques économiques similaires dans l'ensemble des pays développés, celles de la concentration des richesses et des classes supérieures et celles de l'éloignement des classes populaires de ces territoires. Ce n'est donc pas, comme le suggèrent les rédacteurs de la note, un clivage qui oppose la ville à la campagne, ni le périurbain aux villes-centres. Le concept de « France périphérique » s'affranchit au contraire de la typologie de l'Insee pour précisément sortir du déterminisme géographique.

Par ailleurs, dans ce document, l'analyse du vote est réalisée « en nombre » ce qui permet d'accentuer un peu plus la confusion en aboutissant à une conclusion renversante : tous les candidats obtiennent plus de voix dans les secteurs les plus peuplés. La note de

Terra Nova laisse entendre que les grandes aires urbaines (pôles de 10 000 emplois en plus) font partie de la France des métropoles alors que la majorité de ces petites villes appartiennent en fait à la France périphérique. Cette présentation permet par la suite de réactiver l'argumentaire selon lequel il n'y a pas de ménages pauvres dans la France périphérique (alors qu'ils y vivent majoritairement¹¹). La note évoque également le « géographisme », alors que je n'ai jamais expliqué le vote par la localisation (quelle qu'elle soit) mais par la répartition des différentes catégories sociales. Bizarrement, dans sa conclusion, la note est moins tranchée qu'il n'y paraît dans le titre puisqu'elle évoque « les déterminants du vote » (âge, sexe, CSP, niveau de qualification...) et conclut qu'ils sont plus importants que la localisation géographique des électeurs !

Ce rapport de Terra Nova s'inscrit dans la droite ligne de ses précédents travaux. C'est bien ce think tank qui, en 2012, suggérait au candidat socialiste François Hollande d'abandonner les catégories populaires traditionnelles pour se concentrer sur la nouvelle alliance des classes urbaines et des minorités. Derrière la technique du « c'est plus compliqué que ça », une obsession : la relégation des classes populaires et la promotion du modèle mondialisé. Mais faut-il s'en étonner, comme la plupart des « laboratoires d'idées », Terra Nova est pour partie financé par des multinationales du CAC 40¹². Sous le vernis académique et le discours dit scientifique (et en présentant ces sciences molles comme des sciences dures), les tenants du monde complexe n'ont aucun état d'âme quand il s'agit d'imposer la représentation unique et simplificatrice de la classe dominante.

Si la résistance au fascisme et la mise en avant de la complexité sont évidemment louables (personne n'est pour le fascisme ou pour l'essentialisation), cette rhétorique permet surtout à la classe dominante d'interdire tout diagnostic sur la réalité sociale et culturelle des classes populaires. Ces techniques d'intimidation permettent à la classe dominante de se protéger et, accessoirement, d'imposer sa supériorité morale.

Nouvelle arme de classe, donc, le « c'est plus compliqué que ça » permet de verrouiller un débat public par le déni du réel. L'existence d'un conflit de classes ? C'est plus compliqué que ça ! La disparition de la classe moyenne occidentale ? C'est plus compliqué que ça ! Les intérêts de classes divergents entre nouvelles classes supérieures et nouvelles classes populaires ? C'est plus compliqué que ça ! L'émergence d'une France ou d'une Amérique périphériques ? C'est plus compliqué que ça ! La concentration des classes supérieures dans les nouveaux lieux du pouvoir économique et culturel que sont devenues les métropoles ? C'est plus compliqué que ça ! La contestation par les classes populaires d'un modèle dont elles ne

profitent pas ? C'est plus compliqué que ça ! La généralisation d'un séparatisme social et culturel ? C'est plus compliqué que ça ! La désertification des services publics dans les territoires ruraux ? C'est plus compliqué que ça !

La réalité des classes populaires est-elle vraiment si complexe à comprendre ? Non. En fait, derrière l'enfumage de cette « complexité », les classes dominantes et supérieures se protègent d'une réalité qui révèle un modèle fondamentalement inégalitaire.

S'appuyant sur l'argument d'autorité¹³, les milieux de l'expertise médiatique et universitaire rivalisent de rapports « scientifiques » pour expliquer à quel point ce que l'on voit n'est pas ce que l'on voit. Sous prétexte qu'il ne faut pas généraliser, essentialiser (car cela nous ramène « aux heures sombres de l'Histoire »), ce petit monde nie l'existence des nouvelles classes populaires et des territoires où elles sont majoritaires. Cette présentation spécieuse vise à rendre invisible l'essentiel : l'embourgeoisement et la concentration de l'emploi dans les grandes villes, et, inversement, la fragilisation de la France périphérique au rythme de la désertification de l'emploi.

Confrontée à la réalité du creusement des fractures sociales et territoriales, la classe dominante utilise aussi le concept (complexe et invisible) du ruissellement pour justifier un modèle pourtant très élémentaire du laisser-faire du marché. La théorie de la main invisible du marché d'Adam Smith¹⁴ est de retour. Son nouveau nom : le ruissellement. Le maquillage des logiques de marché est un élément important de la guerre culturelle menée par les classes dominantes. Aujourd'hui comme hier, il s'agit pour elles de créer des concepts intuitifs qui visent à valider la pertinence du modèle. Selon cette théorie, plus les classes supérieures ont de l'argent, plus elles consomment et surtout plus elles investissent. Cette dynamique créerait *in fine* des emplois pour les plus modestes. Concernant l'économie du numérique aux États-Unis, on estime qu'un emploi à forte valeur ajoutée entraînerait la création de quatre emplois moins qualifiés¹⁵. D'autre part, l'épargne des plus fortunés aiderait à gonfler l'investissement et la croissance de demain. Appliquée aux territoires, la théorie du ruissellement permet de justifier le concept fumeux de métropolisation, c'est-à-dire du laisser-faire du marché. Ce qui est bon pour les métropoles embourgeoisées le serait également, par ruissellement, pour les territoires de la France périphérique, y compris ruraux. L'idée est simple. Les inégalités sociales et territoriales existent mais elles ne sont que temporaires. Dernièrement, la rhétorique du « premier de cordée » est venue compléter l'argumentaire. Le raisonnement est identique : la réussite du premier de cordée (classes supérieures) bénéficie aux plus modestes (classes populaires). Cet habillage a posteriori donne l'illusion d'un pilotage des évolutions

économiques et territoriales.

Cette théorie du ruissellement est non seulement séduisante mais aussi partiellement vraie. Partiellement. La redistribution directe ou indirecte est une réalité, mais suffit-elle à intégrer le plus grand nombre ? Permet-elle de réintégrer les territoires les plus éloignés des zones d'emploi les plus dynamiques ? La poursuite de la concentration des activités et des richesses dans quelques territoires et inversement le processus de désertification des emplois sur les territoires périphériques nous permettent de répondre que non. De la même manière, s'il est vrai que les riches et les catégories supérieures consomment beaucoup, favorisent la création d'emplois peu qualifiés, dynamisent l'économie présentielle de quelques zones touristiques, leur nombre (par définition réduit) limite ces effets positifs à quelques territoires.

Faut-il le rappeler, la surconsommation des catégories supérieures n'est pas infinie. De la même manière qu'un cadre de plus de cinquante ans n'achètera (s'il ne veut pas « rater sa vie ») qu'une ou deux montres Rolex, le bobo parisien ne peut déjeuner ou dîner plus d'une fois par jour, ni acheter cinquante voitures pour soutenir le secteur automobile. Dans la France périphérique, la bonne santé de l'économie présentielle se limite aux territoires ensoleillés du Sud et de l'Ouest qui attirent le haut de la pyramide sociale, cadres supérieurs et retraités aisés. Quid des zones infiniment plus nombreuses qui concentrent classes populaires et retraités modestes ?

Répetons-le, la présentation d'une France périphérique et populaire face à des métropoles embourgeoisées ne signifie évidemment pas que 100 % des habitants de la France périphérique soient pauvres et sédentaires et qu'inversement 100 % des habitants des métropoles soient riches et mobiles. En revanche, cette représentation sociale des territoires vise à rendre visible, à partir des dynamiques de recomposition sociale des territoires, la relégation sociale et culturelle de l'ancienne classe moyenne occidentale. En réalité, c'est cette visibilité qui pose problème à la classe dominante, pas la généralisation. Il en est de même du séparatisme ethnoculturel, pourtant parfaitement mesurable et mesuré¹⁶, largement minimisé pour ne pas « essentialiser », parce que « c'est plus compliqué que ça ». Le refus de nommer cette réalité ne freine pourtant en rien la fragmentation¹⁷. Une réalité que les promoteurs du « c'est plus compliqué que ça » ont contribué à rendre invisible. Des partisans de la complexité qui par ailleurs n'hésitent pas à caricaturer des classes populaires intrinsèquement fermées et racistes, prétendent-ils. Dans ce cas, la généralisation ne pose aucun problème.

Comme l'antifascisme d'opérette, le « c'est plus compliqué que ça » révèle l'assèchement de la pensée du monde d'en haut. On ne saurait

aujourd'hui imaginer « peuple » plus refermé sur soi, plus craintif que les classes dominantes et supérieures. Quand elles constatent la peur ou le repli des classes populaires, elles parlent en experts. Peur de la contestation populaire, bien sûr, mais peur aussi de voir ce que l'on voit, peur de sortir du cocon d'une doxa hors sol. La technique d'ostracisation et de fascisation des classes populaires se retourne ainsi inexorablement contre ceux qui l'ont élaborée.

Dans le monde politique, médiatique, culturel, c'est l'omerta qui s'impose. Il faut dire que le risque d'ostracisation, de placardisation, de déchéance sociale, de perte de statut et/ou de revenus est réel. Dans tous ces milieux, le principe du « off » et du « on » est devenu la norme de la circulation de la pensée. Aucun secteur n'est désormais épargné. Partout, en haut, la trouille règne en maître.

Sur la question de l'organisation du territoire, et alors qu'une majorité d'élus de gauche et de droite fait le constat d'une impasse, rares sont ceux qui remettent en cause l'idéologie de la métropolisation¹⁸ et les représentations sociales dominantes¹⁹. Entre trouille et suffisance, entre condescendance et mépris de classe, l'enfermement du monde d'en haut, son panurgisme, son gréganisme, son extrémisme conduisent à une forme d'assèchement de la pensée et annoncent la fin de son hégémonie culturelle.

La fuite de Varennes ou les nouvelles cités-États

Annoncée dans les années 1990 par Christopher Lasch, la sécession des élites prend aujourd'hui la forme d'une désertion massive, d'un repli qui ne touche pas seulement une poignée de riches, mais une majorité des classes dominantes et supérieures. La ghettoïsation par le haut des sociétés occidentales, initiée dès les années 1980²⁰, s'est accélérée et a donné naissance à de nouvelles citadelles où se concentre désormais le monde d'en haut (à Paris, la part des cadres et des professions intellectuelles est passée de 24,7 % de la population active en 1982 à 46,4 % en 2013²¹). Un processus qui se renforce au rythme de la concentration des richesses, des emplois et du patrimoine dans les métropoles. En France, depuis le début des années 2000, la croissance de l'emploi, qui se diffusait jusque-là sur l'ensemble du territoire, se concentre désormais dans une douzaine de métropoles dont Paris, Bordeaux, Nantes, Rennes, Toulouse, Montpellier, Lille, Lyon, Grenoble et Marseille. En 2017, ces aires urbaines de plus de 500 000 habitants, et qui concentrent désormais 46 % de l'emploi²², ont généré les trois quarts de la croissance française entre 2000 et 2010.

Repliée derrière ces remparts, la nouvelle bourgeoisie, celle qui n'a

de cesse de promouvoir le vivre-ensemble, s'est séparée du monde d'en bas. De l'autre côté des remparts, un nouveau monde a vu le jour, celui des périphéries populaires, des territoires frappés par la baisse ou la stagnation de l'emploi. Pour la première fois, les classes populaires ne vivent plus là où se créent les emplois et les richesses. Deux mondes de plus en plus hermétiques socialement et culturellement ont émergé ; ils ne font plus société.

Si les citadelles-métropoles tolèrent de moins en moins la diversité sociale²³, elles sont surtout tentées par l'indépendance. Conscientes d'avoir perdu la guerre idéologique, les classes supérieures accélèrent leur repli stratégique sur leurs bastions en assumant leur sécession, et en demandant parfois leur indépendance comme cela a été le cas à Londres (manifestations post-Brexit) ou en Californie (manifestation post-élection de Donald Trump). On ne cherche plus à convaincre, à faire société, mais à sauver les meubles.

Après la sécession, la fuite de Varennes du monde d'en haut a donc démarré. Comme Louis XVI et Marie-Antoinette, les bourgeoisies cherchent à se replier sur ses places fortes, avec l'espoir de relancer un jour l'offensive idéologique. Les velléités d'indépendance qui traversent le monde d'en haut achèveraient le processus de sécession initié il y a quarante ans. Ayant abandonné l'idée de faire société, les classes supérieures cherchent logiquement à s'extraire du cadre national en rêvant à la création de cités-États. Le contexte y est favorable.

Comme à Athènes ou Carthage dans l'Antiquité, ou à Florence lors de la Renaissance, les métropoles et les classes supérieures occidentales concentrent désormais tous les pouvoirs économiques, financiers et politiques. En se dégageant de leur cadre national, les villes et régions riches pourraient tranquillement se libérer de territoires et de catégories considérés comme des boulets sociaux, situation qui écarterait dans le même temps tout risque de basculement politique. Le rappel de l'importance de la redistribution des métropoles vers des territoires ruraux ou des petites villes contribue à imposer l'idée d'un monde d'en haut pressuré par un monde d'en bas improductif.

Ce discours masque mal la volonté des gagnants de la mondialisation de s'affranchir de toute solidarité nationale en abandonnant à leur sort les catégories et territoires qui n'ont pas leur place dans la mondialisation. La sécession des bourgeoisies et la dénationalisation tranquille qui l'accompagne créent ainsi les conditions d'un basculement sécessionniste des territoires les plus favorisés. Promotrices du sans-frontiérisme, les classes supérieures sont donc aujourd'hui tentées par la frontière qui pourrait délimiter et protéger leurs riches petits fortins.

Il est frappant de constater que les métropoles montent en puissance au moment où les États-nations décrochent. La multiplication des organisations transnationales, par exemple Cités et Gouvernements Locaux Unis²⁴, s'inscrit dans cette logique de sécession et de concentration des pouvoirs, dans un cadre institutionnel. Du XIX^e jusqu'au milieu du XX^e siècle, les classes dominantes (politiques, culturelles ou économiques) s'inscrivaient encore dans le cadre national, c'est dans ce cadre que l'État-providence s'est renforcé. État-providence qui s'affaisse aujourd'hui par la dénationalisation. C'est dans ce contexte que se construit peu à peu le rêve de l'indépendance des territoires riches²⁵.

En attendant la création de la « principauté de Paris²⁶ », de la cité-État Londres ou du duché de Californie, les poussées indépendantistes sont perceptibles dans de nombreuses régions riches. Si l'indépendance fiscale et la volonté de s'affranchir de toute solidarité nationale sont rarement mises en avant par les sécessionnistes (les indépendantistes de la région-métropole catalane parlent plus volontiers de résistance au fascisme de l'État espagnol²⁷), il s'agit bien pour les métropoles mondialisées de se débarrasser des territoires où se concentre désormais l'essentiel des classes populaires.

Ces velléités d'indépendance n'arrivent pas par hasard, mais bien à un moment où les métropoles achèvent leur processus de gentrification et où elles n'auront donc plus à prendre en charge qu'une fraction minoritaire des classes populaires, celle qui vit encore dans les quartiers de logements sociaux des grandes aires urbaines. C'est d'ailleurs la présence de ces catégories populaires et immigrées qui permet aux tenants de la métropolisation de présenter ces territoires comme des espaces ouverts au monde et aux autres alors que le gréganisme et l'entre-soi ne cessent de s'y renforcer. Cette communication permet d'habiller la sécession des riches des vertus de l'ouverture.

Si elle a lieu, l'indépendance des nouvelles citadelles prendra d'ailleurs la forme d'une résistance au fascisme (de l'Espagne, en Catalogne) ou au populisme (de Trump, en Californie). La nouvelle bourgeoisie proposera demain la création de cités-États au nom du Bien et de l'ouverture, ce qui lui permettra de s'éloigner définitivement de la plèbe. La dislocation en cours des États-nations portée par la création d'entités supranationales crée un contexte politique favorable à la sécession territoriale des bourgeoisies. Les mouvements indépendantistes masquent souvent un processus de sécession sociale et culturelle qui vise en réalité à démanteler les solidarités nationales et à valider le modèle territorial inégalitaire de la mondialisation, celui de la métropolisation. Plus qu'un renouveau du nationalisme, c'est d'abord la sécession des bourgeoisies qui porte en germe la

balkanisation des pays développés.

La région-métropole catalane est à ce titre exemplaire. La Catalogne est une région riche, très riche (20 % du PIB espagnol pour 15 % de la population). Intégrée à l'économie-monde, elle se structure autour de sa métropole, Barcelone, qui concentre près de la moitié de la population catalane. Dans un pays fragilisé par un modèle économique mondialisé qui voit disparaître sa classe moyenne, elle fait figure d'exception. Présenté comme un irrédentisme culturel, le séparatisme des Catalans révèle d'abord une réaction des régions riches à la crise économique et à l'effondrement des classes moyennes espagnoles.

Si la géographie électorale catalane fait apparaître à la marge un vote nationaliste de droite dans la Catalogne périphérique des petites villes et des territoires ruraux, la dynamique indépendantiste catalane est d'abord le fruit d'une région-métropole portée par des forces libérales et progressistes. Ce vote nationaliste est caractéristique de régions riches (comme l'Écosse ou la Flandre) qui souhaitent préserver leur position dominante en s'extrayant de toute solidarité nationale. Il est fondamentalement porté par une idéologie libérale libertaire caractéristique des nouvelles bourgeoisies. Ainsi, les nationalistes catalans étaient soutenus par une partie de la bourgeoisie catalane qui souhaitait renforcer sa position par l'indépendance fiscale, mais aussi par une jeunesse de gauche ou d'extrême gauche qui portait des valeurs libertaires, les deux groupes plébiscitant le processus de mondialisation et d'ouverture au monde et aux autres. Les forces qui portent le nationalisme catalan sont celles que l'on retrouve dans les territoires gagnants de la mondialisation, elles reposent sur l'alliage idéologique du libéralisme économique et du libéralisme sociétal. Sous le vernis nationaliste, on retrouve en fait les fondamentaux idéologiques des classes dominantes et de la nouvelle bourgeoisie. Ici aussi, l'antifascisme est utilisé comme arme de classe.

Les classes dominantes utilisent ici un sentiment nationaliste réel pour imposer un modèle néolibéral qui *in fine* desservira les classes populaires en Espagne mais aussi en Catalogne, où la concentration des richesses et des emplois à Barcelone se réalise au détriment des classes populaires catalanes. Dans les régions riches, les mouvements indépendantistes ne sont ainsi que le faux nez de la sécession des bourgeoisies qui cherchent à s'extraire des cadres nationaux (où s'exerce la solidarité) et à rejoindre des cadres supranationaux (où s'exerce la loi du marché). Cet exemple catalan illustre la fébrilité d'une bourgeoisie prête à tout pour abandonner le bien commun. Conscient de ce risque, l'État espagnol, déjà surendetté, stoppera net le processus²⁸.

Pressentant peut-être le même destin tragique que le roi Louis XVI, les classes dominantes et supérieures occidentales, en attendant

l'hypothétique création de cités-États, démantèlent discrètement l'État-providence en assurant leurs arrières. Prudent, le créateur de Facebook, Marc Zuckerberg, a fait l'acquisition en 2014 d'une « zone autonome durable » dans l'archipel d'Hawaii²⁹... un bastion certainement plus sûr que Varennes.

L'abandon du bien commun

L'abandon du bien commun accompagne fatalement le processus de sécession du monde d'en haut. Ne pouvant assumer politiquement cette démission, et notamment le démantèlement d'un État-providence jugé trop coûteux, les classes dominantes ont créé les conditions de leur impuissance à réguler, à protéger. Cela passe par une dépendance accrue au système bancaire et aux normes supranationales du modèle mondialisé. Peu à peu, les marges de manœuvre des pouvoirs publics et politiques se sont ainsi réduites. Cet affaiblissement progressif de la gouvernance politique et sociale permet aujourd'hui de justifier la fuite en avant économique et sociétale promue par des classes dominantes désormais irresponsables.

Créer les conditions de l'impuissance des pouvoirs publics

Depuis des décennies, la classe dominante n'a de cesse de déplorer les conséquences d'un modèle économique et sociétal qu'elle promeut par ailleurs avec constance. Elle plébiscite par exemple un modèle fondé sur la division internationale du travail qui condamne les classes populaires occidentales, mais feint de déplorer l'explosion du chômage et de la précarité. Elle abandonne sa souveraineté monétaire¹ à la Commission européenne et aux marchés financiers mais s'inquiète aujourd'hui de l'explosion de la dette et de la dépendance des États aux banques.

Si les effets de la « loi de 1973² » font débat (entre libéraux et antilibéraux de gauche et de droite) et qu'elle n'est évidemment pas la cause unique de l'envolée de l'endettement français (les emprunts

d'État existaient avant 1973), elle a néanmoins contribué à créer les conditions d'un renforcement de la dépendance aux marchés financiers. Cette loi, inspirée de la Réserve fédérale américaine, interdit à la Banque centrale de faire des avances au Trésor français, c'est-à-dire de prêter de l'argent à l'État à un taux équivalent à zéro. Obligé de financer son endettement par des emprunts aux banques privées, l'État perd alors une part essentielle de sa souveraineté. Ce mécanisme, opérationnel dans l'ensemble des pays développés, a permis à l'industrie de la finance de prendre le contrôle de l'économie, mais aussi du monde politique. La suite est connue. La dépendance à l'industrie de la finance plonge les États dans la spirale de la dette en justifiant la nécessité d'une baisse des dépenses publiques et à terme le démantèlement de l'État-providence. Protégé par son impuissance, le très rebelle François Hollande pouvait déclarer sans risque : « Mon ennemi, c'est la finance³ », et suggérer une hypothétique reprise en main du politique sur la banque (la fameuse promesse de la séparation entre les banques de dépôts et les banques d'affaires), il savait que cette proposition transgressive ne serait jamais suivie d'effet.

Dans la même logique, la classe politique organise une intégration européenne radicale, met en place la monnaie unique et, *in fine*, peut tranquillement expliquer que c'est ce carcan des directives européennes qui réduit ses marges de manœuvre. Pourtant, ni l'Union européenne ni les organisations supranationales ne tombent du ciel. Si la classe politique n'a de cesse de se défausser sur « Bruxelles », il n'en demeure pas moins que ces structures y sont le produit de la volonté de ces mêmes classes dirigeantes dont l'objectif est bien de s'extraire des réalités sociales et nationales.

Sur le plan sociétal, on assiste à la même posture, à la même déploration d'une situation que l'on a pourtant créée. On s'inquiète ainsi de la montée des tensions identitaires et du processus de « partition⁴ » des territoires, mais l'on contribue depuis cinquante ans à l'intensification des flux migratoires. Des flux qu'on explique ne pouvoir maîtriser en raison du carcan des directives européennes qu'on contribue pourtant chaque jour à renforcer. Le même jeu de rôle opère sur la question du vieillissement de la population : on se désole d'une démographie en berne et dans le même temps, on se refuse à initier des politiques de relance de la natalité.

La classe dirigeante organise son impuissance à réguler et s'en lamente. Ces postures masquent l'essentiel : l'abandon des classes populaires et moyennes, du bien commun et de la société elle-même. Comme le résume Noam Chomsky⁵, « il n'y a jamais eu d'organisation dans l'Histoire qui se serait attaquée à la destruction de toute vie humaine organisée ».

En ligne de mire : l'État-providence. Trop payées, les catégories populaires et moyennes sont désormais trop protégées. Refusant d'assumer le démantèlement de l'État-providence, les classes dominantes se défaussent toujours plus sur les directives européennes, le poids de la dette ou le vieillissement de la population pour justifier une gestion de « bon père de famille ».

Ainsi, et alors que la relégation géographique et économique des nouvelles classes populaires fait exploser la demande sociale, le retrait de l'État est présenté comme inéluctable. Partout en Occident, on travaille sur la même feuille de route, celle d'une réduction de la redistribution et des services publics désormais trop coûteux. Dans ce grand mouvement d'abandon du bien commun, les classes dirigeantes peuvent s'appuyer sur l'émergence de sociétés multiculturelles qui érode, notamment dans les milieux populaires (premiers destinataires des politiques publiques), le soutien aux politiques sociales.

Le démantèlement de la protection sociale est engagé et doit se réaliser sans révolte, au nom du Bien. Pour atteindre ce but, la classe dominante joue sur la rationalité économique et comptable, mais également sur le registre social et culturel. La classe dirigeante justifie habilement cet objectif en mettant en avant la nécessité de concentrer les politiques publiques vers les populations les plus précarisées. Au nom de l'efficacité sociale, on concentrera ainsi les moyens sur les plus pauvres, en réduisant dans le même temps la voilure sociale. Cette stratégie ne fait que des perdants puisque l'État s'avère désormais incapable de répondre aux besoins de la majorité des classes populaires et qu'il est aussi tenu en échec dans son traitement de la pauvreté⁶.

Le démantèlement tranquille : l'exemple du modèle territorial

Aux yeux des marchés, le niveau de protection sociale en France s'apparente aujourd'hui à un anachronisme. Si la plupart des pays européens ont déjà réformé et/ou abandonné leur modèle social, les dépenses publiques en France représentent encore 56 % du PIB. Une situation qui ne peut durer.

L'attachement viscéral des Français aux services publics et plus généralement à l'État-providence⁷ a freiné la « réforme » (nom donné au long processus de désengagement de l'État), une situation de moins en moins tenable pour un pays qui a accepté par ailleurs toutes les normes du modèle mondialisé. Mais la normalisation est en cours. Le démantèlement du modèle territorial français en est un bon exemple.

Depuis des années, la mise en avant d'une organisation territoriale trop coûteuse (le fameux « mille-feuille ») justifie en douceur, et au nom de l'efficacité économique, la métropolisation au détriment des communes et des départements. Dans ce contexte de recentralisation invisible, les élus de la France périphérique voient leurs marges de manœuvre (économiques et sociales) se réduire comme une peau de chagrin.

Lorsque l'ancien ministre de l'Intérieur Jean-Pierre Chevènement évoque la réforme territoriale, il parle d'or. « Le paradigme républicain reposait sur la commune, le département et la Nation. Ce triptyque a été abandonné. Un autre paradigme est apparu dans la tête de ceux qui veulent réformer à tout-va l'organisation territoriale du pays : le nouveau paradigme relie de grandes intercommunalités rigides, de grandes régions souvent artificielles et une Europe dont on ne connaît pas les frontières⁸. » Il évoque ainsi le mouvement de dénationalisation qui aboutit logiquement à l'abandon du bien commun.

Il pointe les conséquences négatives de la création de grandes régions et dénonce la création de nouvelles structures intercommunales (avec un plancher fixé à 15 000 habitants) de moins en moins portées par les élus concernés mais par des préfets peu soucieux des élus locaux.

Le résultat est bien l'abandon programmé de la commune et du département, c'est-à-dire des structures qui assurent la cohésion nationale et le principe de solidarité. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si le processus de fragilisation économique et sociale des petites villes, des villes moyennes et des zones rurales se poursuit. En supprimant les outils de la cohésion sociale et territoriale, la classe dominante interdit l'émergence d'un modèle économique alternatif sur ces territoires. À ce titre, Jean-Pierre Chevènement dresse un constat amer. Il rappelle que « les anciennes régions industrielles du Nord et du Nord-Est ont perdu beaucoup de leurs entreprises. Elles comptent de trop nombreux chômeurs et ont vu souvent leurs centres-villes se désertifier » et « aucune politique d'État n'a été mise en œuvre pour y remédier ».

On pourrait ajouter à ce constat la situation d'une grande partie des territoires ruraux et de petites villes aujourd'hui de plus en plus mal lotis en services publics et qui, malgré les alertes des élus locaux, semblent entraînés dans une spirale dépressive. En abandonnant le cadre de la commune et du département, les classes dominantes sapent peu à peu les fondements de la démocratie locale au profit de citadelles-métropoles de plus en plus autonomes.

La fuite en avant économique

Au temps de l'a-société, le destin des classes populaires ne rentre plus dans le logiciel. Il faut continuer à pédaler, à avancer, peu importe les inégalités, peu importe la disparition de la classe moyenne, peu importe le bien commun, peu importent les générations futures.

L'augmentation exponentielle de l'endettement est un bon indicateur de l'irresponsabilité des classes dominantes. En 2008, année de l'effondrement financier mondial, l'endettement global était évalué à 142 000 milliards de dollars. Après cette crise, l'ensemble des dirigeants occidentaux ont affiché leur volonté de réguler les marchés, de lutter contre les paradis fiscaux et d'entamer enfin le processus de désendettement. Dix ans plus tard, le FMI⁹ estime que la dette mondiale a atteint 164 000 milliards de dollars, soit 225 % du PIB mondial ! Shootée à la dette et à la planche à billets, la classe dominante espère sauver son modèle et ses positions par la croissance sans fin d'un marché financier qui n'a plus aucun lien avec l'économie réelle depuis très longtemps. La dette vient ainsi compenser artificiellement la baisse de la création d'emplois.

Mais cet endettement n'est pas virtuel, il pèse déjà sur les peuples et les générations futures qui devront rembourser. Cette fuite en avant, ce système de cavalerie financière, illustre parfaitement l'état d'esprit d'une classe dominante pour qui l'avenir des classes populaires et moyennes n'est pas un sujet. Aux États-Unis, la dette devient hors de contrôle, elle atteint des niveaux stratosphériques. En 2017, l'endettement global a dépassé 100 % du PIB, soit 20 000 milliards de dollars. C'est le cas aussi en France, où la dette publique atteint 2 200 milliards.

Le mécanisme est d'autant plus pervers qu'en cas de crise du système bancaire, ce sont les États qui se portent au secours des institutions financières. La soumission à l'industrie de la finance et l'adaptation des économies aux normes de l'économie-monde débouchent aujourd'hui sur la nécessité de réduire et d'adapter la protection sociale à des normes sociales mondialisées. De la réforme du Code du travail aux baisses du niveau des retraites et des dotations pour les collectivités en passant par le dégraissage de l'État-providence, les réformes visent à répondre aux exigences de nos créanciers.

La plupart des pays occidentaux sont concernés. Partout les classes dirigeantes sont engagées dans une fuite en avant qui vise à soutenir artificiellement la croissance sans traiter la question de fond, celle de l'intégration économique de l'ancienne classe moyenne occidentale. La précarisation de ces catégories, qui entraîne la stagnation de la création de richesses et de la consommation, est pourtant l'une des principales causes de la crise systémique. Depuis des années, les États

empruntent des sommes qu'ils ne pourront jamais rembourser. Ce système est suicidaire, mais, à court terme, donne l'illusion d'un modèle piloté par des acteurs responsables. La réalité est qu'aujourd'hui la classe dominante cherche moins à préserver la société qu'à gagner du temps¹⁰.

L'accentuation du transfert du patrimoine public à la sphère privée est un autre indicateur de cette fuite en avant. Depuis 1980, la part du patrimoine privé n'a cessé de se renforcer au détriment du patrimoine public¹¹. Partout les États privatisent et s'appauvrissent, c'est le cas des États-Unis, du Royaume-Uni, de l'Allemagne, du Japon et même de la France¹² (les seules exceptions concernent les pays riches en pétrole qui possèdent des fonds souverains importants, comme la Norvège). L'économiste Thomas Piketty montre ainsi que, depuis les années 1980, une part importante du patrimoine public a été transférée vers la sphère privée, un processus qui contribue à accentuer un peu plus les inégalités¹³. Cette tendance mondiale réduira à terme les marges de manœuvre de tous les États.

Ce processus est renforcé par la baisse d'imposition des plus riches. En la matière, c'est le modèle américain qui donne la direction à suivre : on estime aujourd'hui que les 0,1 % les plus riches ne sont plus imposés qu'à environ 12 % (contre 30 % pour la classe moyenne) ; un processus similaire accompagne la fiscalité des entreprises grâce à laquelle les grandes firmes peuvent minimiser leur imposition en délocalisant leur siège.

La fuite en avant sociétale

C'est avec la même légèreté, avec le même cynisme que la classe dominante aborde la question culturelle. Dans ce domaine non plus, pour elle, l'avenir n'existe pas. Le refus de prendre en compte les conséquences du modèle multiculturel et de l'impact des flux migratoires est révélateur d'un monde d'en haut parfaitement indifférent au destin des classes populaires.

Partout dans le monde, les sondages d'opinion¹⁴ montrent non pas un refus de « l'Autre », mais la montée d'une anxiété face à une vague migratoire qui déstabilise la société populaire. C'est en effet dans les milieux populaires, et non dans le monde d'en haut, que se réalise, ou échoue, l'intégration des nouveaux venus. L'expertise des milieux modestes en matière d'immigration et de rapport à l'Autre est indépassable. Leur expérience, la subtilité et le calme avec lesquels ils ont géré les différentes vagues migratoires auraient dû naturellement légitimer leur diagnostic. C'est exactement l'inverse qui s'est produit.

Enfermée dans une posture de supériorité morale, la classe

dominante a balayé d'un revers de main tout diagnostic du monde d'en bas. En matière d'immigration ou de multiculturalisme, elle s'en est remise à l'expertise d'un monde médiatico-universitaire (le plus souvent) issu du monde d'en haut et (toujours) porté par un profond mépris de classe. Ces experts autoproclamés et chercheurs acquis au modèle dominant ont construit des représentations caricaturales de milieux populaires prêts à réactiver les heures sombres de l'Histoire. Les représentations de salon de l'immigration et du multiculturalisme se sont ainsi imposées, des représentations hors sol incapables de prendre en compte la réalité de l'instabilité démographique et de l'insécurité culturelle que cette immigration et ce multiculturalisme génèrent en milieu populaire.

Dans tous les pays occidentaux, la vision irénique d'un multiculturalisme à 5 000 ou 10 000 euros par mois a pris le pas sur la réalité du multiculturalisme à 1 000 euros par mois.

Confortée par des « experts » pour qui les classes populaires sont interchangeable, sans culture ni passé, la classe dominante s'en tient à une représentation technique de l'immigration dans laquelle le destin culturel des autochtones comme des immigrés n'a aucune importance.

Le diagnostic est pourtant simple : les plus modestes, ceux qui n'ont ni pouvoir ni réseau, ne peuvent faire l'économie de la préservation d'un capital social et culturel protecteur. Ils ne veulent donc pas devenir minoritaires pour ne pas dépendre de la bienveillance d'une majorité. Rappelons, une nouvelle fois, que ce sentiment n'est pas seulement celui des « Blancs », mais concerne toutes les catégories populaires. Cette anxiété est accentuée par le sentiment que l'intensification des flux remettra en cause les acquis sociaux des plus modestes. Le développement des politiques sociales ciblées sur les plus pauvres tend à conforter cette crainte.

Si l'immigration permet de répondre à certains besoins du grand patronat en assurant une pression à la baisse sur les salaires, elle permet aussi de justifier une réduction de la voilure de l'aide publique en mettant en avant des politiques de ciblage. En venant gonfler le nombre de pauvres et/ou de chômeurs, la pression migratoire renforce ainsi dans l'opinion l'idée d'une captation de l'aide publique par l'immigration. Elle aboutit à une délégitimisation paradoxale de l'État-providence¹⁵ aux yeux des plus modestes.

L'évolution du logement social en France est à ce titre exemplaire. Historiquement destiné à loger une fraction majoritaire des catégories modestes et moyennes, ce parc de logements tend à évoluer vers des politiques de ciblage en direction des ménages les plus pauvres, souvent immigrés. Cette évolution est si perceptible dans l'opinion qu'aujourd'hui tout projet de construction de logements sociaux suscite des oppositions, y compris de la part des catégories modestes

qui en ont pourtant bien besoin.

La loi « égalité et citoyenneté » (LEC) du 7 janvier 2017 s'applique ainsi à renforcer la vocation « très sociale » du logement social, avec notamment des obligations de mixité sociale plus contraignantes sur les équilibres territoriaux. Jusqu'à présent, seul le contingent de l'État était mobilisé pour les attributions en faveur des publics prioritaires, soit 25 % des logements. La LEC impose aux autres réservataires, c'est-à-dire les communes, l'Action logement et les bailleurs, de consacrer chacun 25 % de leurs attributions à des publics prioritaires. De ce fait, la part allouée aux publics prioritaires est passée de 25 à 42 %. C'est donc un très fort mouvement de spécialisation du parc social « dans sa vocation très sociale » et probablement la fin du parc social « généraliste » à la française qui est en cours. Des évolutions qui rappellent celles du parc social britannique dans les années 1980-1990 et qui risquent de délégitimer à terme cette politique publique aux yeux des plus modestes qui jugent désormais que l'État-providence n'est pas assez efficace pour eux et trop généreux pour les autres.

Ces évolutions, récentes en Europe, viennent confirmer des analyses réalisées par de nombreux chercheurs américains qui observent un délitement du bien commun et de la confiance dans les sociétés multiculturelles. Pour Robert Putnam, professeur de politiques publiques à l'université Harvard, « la confiance n'est pas un produit individualiste mais un actif social qui est construit par les individus collectivement dans le cadre de communautés¹⁶ ». Autrement dit, la confiance est produite en réseau et d'autant plus facilement que les personnes se connaissent bien. L'économiste américain George J. Borjas¹⁷ parvient à des conclusions similaires en montrant l'impact des flux migratoires sur la montée de la défiance entre natifs et immigrés. Dans ce contexte, l'articulation entre multiculturalisme et solidarité sociale relève souvent de la gageure.

Partout en Europe, et dans un contexte d'intensification des flux migratoires, le ciblage des politiques publiques est enclenché, il provoquera inexorablement une contestation du modèle social par ceux-là mêmes qui en ont besoin, au plus grand bénéfice de la classe dominante.

Dans les pays où la cohésion nationale reposait pour partie sur la générosité du modèle social, cet affaïssement programmé de l'État-providence provoque une crise existentielle. Le cas de la Suède est à ce titre emblématique.

Le modèle social suédois a longtemps été considéré comme exemplaire (allocations sociales généreuses, haut niveau des prestations de santé, très grande qualité du système éducatif), mais en quelques années, l'arrivée d'un flux exceptionnel d'immigrants a singulièrement changé la donne. Ce choc démographique a été

décortiqué par la démographe Michèle Tribalat¹⁸ ; les chiffres sont édifiants : entre 2000 et 2016, le nombre de personnes nées à l'étranger a augmenté de 80 % en moyenne et en 2016, il est entré près de 122 000 étrangers venant d'un pays situé en dehors de l'Europe, alors qu'il en est sorti moins de 13 000, laissant un solde migratoire de 109 000. Pour saisir l'importance proportionnelle de ces flux, la démographe précise que ce chiffre serait l'équivalent d'un solde de 710 000 personnes en France. Cette augmentation des flux s'accompagne d'un changement des pays d'origine des immigrés. Au début des années 1960, sur les 4 % des habitants nés à l'étranger presque tous étaient originaires d'Europe, surtout des pays nordiques et notamment de Finlande. L'immigration était donc une immigration de voisinage. En 2016, la majorité de ces demandeurs provient de contrées lointaines (Afghanistan, Iran, Iraq, Syrie, Somalie, Érythrée). « Ces nouveaux pays représentent déjà à peu près l'équivalent, en termes relatifs, de la population d'origine maghrébine en France. Aujourd'hui, la population d'origine étrangère sur deux générations, dans la définition suédoise étendue, est sans doute la plus importante de l'UE en termes relatifs, avec 30,6 %¹⁹, contre 21,4 % en 2002. Dans cette période, la population d'origine étrangère a gagné 1,1 million de personnes quand celle d'origine suédoise en a perdu 94 000²⁰. »

Si l'immigration est plus importante dans les grandes villes, elle se diffuse aussi sur les autres territoires. « Dans les communes d'au moins 200 000 habitants, la proportion de population d'origine étrangère (les immigrés et la génération née en Suède d'au moins un parent né à l'étranger) est passée de 34,3 % en 2002 à 44,3 % en 2016 ; elle atteint 10,8 % et 19,2 % dans les petites communes. » On assiste en effet à une dispersion dans les petites villes, notamment dans les quartiers de logements sociaux construits dans les années 1960 pour maintenir les familles suédoises à proximité de la nature. La proportion de personnes nées à l'étranger a ainsi plus augmenté dans les petites communes que dans les grandes, si bien que l'écart relatif entre les communes de 200 000 habitants ou plus (Malmö, Göteborg et Stockholm) et celles de moins de 5 000 habitants s'est réduit : dans les premières, il y avait en moyenne 20,2 % de personnes nées à l'étranger en 2002, contre 5,5 % dans les secondes ; en 2016, ces pourcentages sont respectivement de 25,9 % et de 12,4 %.

Cette dispersion dans les territoires de la Suède périphérique, aujourd'hui désertés par l'emploi industriel et où les taux de chômage sont élevés, provoque une augmentation de la demande sociale²¹ (notons à ce titre qu'en France la dispersion des migrants dans les petites villes et villages frappés par la désertification de l'emploi produit les mêmes effets sur les services sociaux des départements²²). Dans les petites villes comme dans les grandes villes suédoises,

l'immigration exerce ainsi une pression sur le modèle social suédois²³.

La Suède cherche à répondre à cette nouvelle demande en construisant par exemple plus de maisons, en augmentant le nombre d'enseignants, de médecins, mais aussi en réformant peu à peu ses avantages sociaux. Ce faisant, il apparaît aux yeux de l'opinion que l'immigration déstabilise l'un des piliers de la cohésion nationale suédoise, son État-providence. Dans un contexte de montée des partis populistes, la Suède a freiné cette vague en fermant sa frontière avec le Danemark, puis a retouché sa loi sur l'asile en rendant plus difficiles l'installation définitive et la venue des familles²⁴.

Comme dans tous les autres pays occidentaux, le malaise identitaire suédois est de plus en plus perceptible²⁵. Il s'accroît d'autant plus rapidement que, dans ce pays, la classe dirigeante est sans doute la « championne du déni²⁶ », mais aussi et surtout parce que l'immigration est de plus en plus perçue comme un danger pour son État-providence.

En Suède, comme en France, en Italie ou aux États-Unis, « noblesse n'oblige plus ». La fuite en avant des classes dominantes occidentales, inscrite dans un long processus d'abandon des classes populaires, débouche aujourd'hui sur une remise en question de l'État-providence et sur un abandon généralisé du bien commun. Elle est l'aboutissement de la diffusion d'une « culture de l'égoïsme », mais aussi du développement d'un profond mépris de classe. À ce titre, l'historien américain Mark Lilla²⁷ décrit comment, « aux États-Unis, les notions de citoyen et de bien commun ont été emportées par l'individualisme ». Il pointe aussi le développement du profond mépris de classe de la nouvelle bourgeoisie : « Né à Detroit dans les années 1950, j'ai grandi dans une famille où personne n'avait fréquenté l'université. Lorsque j'ai obtenu une bourse pour l'université du Michigan, j'ai été confronté à un snobisme de gauche qui méprisait la classe ouvrière, son attachement à la famille, la religion. Cette gauche-caviar a suscité chez moi une forte réaction²⁸. » C'est aussi dans ce profond mépris qu'il faut chercher les causes de l'effondrement des sociétés elles-mêmes.

Le chaos tranquille ou la société relative

La rupture entre le haut et le bas nous plonge aujourd'hui dans le chaos d'une société relative où la régression sociale ne débouche pas sur une révolte ou une contestation généralisée, mais sur la généralisation des revendications catégorielles, individuelles et/ou communautaires où le bien commun n'est plus un objectif. Si cet individualisme concerne évidemment toutes les catégories sociales, il ne s'est pas généralisé avec la même intensité en haut et en bas, car, contrairement aux classes supérieures, les classes populaires n'en ont tout simplement pas les moyens.

Leur relégation géographique et leur précarisation leur imposent encore des solidarités contraintes. L'entraide, les solidarités familiales ou de voisinage sont encore très présentes dans la France périphérique comme dans les banlieues. Dans un contexte d'affaiblissement du bien commun, ces solidarités s'exercent de plus en plus dans le cadre d'un communautarisme soft (celui des proximités de voisinage qui reposent de fait sur un capital culturel commun) ou hard (celui de la communauté ethnoculturelle). Individualisme et grégairisme social pour le monde d'en haut, solidarités contraintes et communautarisme pour le monde d'en bas, les pays occidentaux entrent dans le temps des petites sociétés.

La société relative

Dans ce modèle des minorités et des majorités relatives, la classe politique ne s'adresse plus à un tout mais à des parts de marché. Dans ce temps des cultures relatives¹, les partis font désormais du

marketing ethnoculturel. Quant aux politiques publiques, elles sont de plus en plus segmentées, l'État-providence étant sous la pression des politiques de ciblage, de moins en moins portées par un projet commun. Au temps des petites sociétés, des petits mondes, la dénationalisation des histoires occidentales est aussi au programme. L'abandon du bien commun et la disparition d'une classe moyenne majoritaire qui portait l'histoire nationale ouvrent la voie à la multiplication des petites histoires identitaires. L'effacement des histoires nationales (la polémique sur les statues aux États-Unis et en France²) laisse la place à une histoire dénationalisée et modélisée par la mondialisation et l'idéologie multiculturelle.

L'histoire des minorités est, elle aussi, dénationalisée. Par exemple, l'histoire pourtant spécifique des Noirs américains devient peu à peu celle des Noirs français ou européens, de la même manière que celle des musulmans français se confondra avec celle des musulmans britanniques. En Occident, l'expression minoritaire est devenue la norme, une norme mondialisée.

À qui s'adresser ? Dans quelle langue ?

L'affaïssement du bien commun s'accompagne d'un abandon fondamental, celui d'une langue commune. Le monde d'en haut ne parle plus la même langue que le monde d'en bas. Cette langue étrange, incompréhensible et inaudible par le monde d'en bas, George Orwell lui avait donné un nom : « novlangue ». Ce langage, ce vocabulaire sonne pour les classes populaires comme une non-langue, une a-langue, celle de l'a-société. Un monde d'en haut, un monde d'en bas : deux langues, deux visions du monde.

Désormais incapable de définir les bases d'un projet commun, la classe politique s'adresse à des petites sociétés sur les lignes des fractures ethnoculturelles. Dans une période d'abandon du bien commun, d'indistinction politique et d'alternance unique, les revendications culturelles ou communautaires occupent et masquent de plus en plus le vide du débat public.

Conscients de cette évolution, les partis politiques ont mis au point un discret marketing électoral ethnoculturel tout en jurant la main sur le cœur qu'ils ne mettraient jamais le doigt dans cet engrenage. Si la droite et l'extrême droite s'adressent plutôt aux « petits Blancs », la gauche a depuis longtemps ethnicisé son discours en s'adressant plus ou moins discrètement aux minorités. Tout se passe comme si le système de représentation politique avait muté en un système de représentations culturelles, et donc d'intérêts communautaires dans lequel les groupes ne peuvent exister médiatiquement et

politiquement s'ils ne mettent pas en scène leurs spécificités ethnoculturelles. Dans un contexte de désaffiliation politique des classes populaires³, les majorités qui se dégagent sont de plus en plus relatives, de plus en plus impactées par le marketing ethnoculturel et donc de moins en moins représentatives.

Logiquement, la défiance vis-à-vis du système démocratique augmente. En 2018, une étude de la fondation Jean-Jaurès révèle que si 65 % des Français ont encore confiance dans la sincérité du suffrage en approuvant l'idée que « les élections en France sont organisées de manière suffisamment transparente et sûre pour éviter les tricheries et assurer la réalité des votes », ce pourcentage chute à 54 % chez les 18-24 ans, 54 % chez les employés, 53 % chez les ouvriers et 45 % chez les chômeurs⁴.

Mais cette défiance résulte également de l'impuissance des mouvements sociaux à générer des alternatives économiques. En effet, l'effondrement de l'ancienne classe moyenne n'a paradoxalement provoqué aucun processus révolutionnaire, aucun basculement radical. Ce constat tient à la nature de l'a-société qui interdit la fameuse alliance de classes conditionnant la réussite de ce processus.

Il était une fois la révolution

Combien de fois n'a-t-on pas entendu le fameux « ça va péter !!! » ? Cela fait des décennies que l'on annonce la « révolution ». Comme un mantra, le « ça va péter !!! » est répété à l'infini dans la presse, à gauche, à droite, à l'extrême gauche, à l'extrême droite. La rentrée sociale sera très chaude, les banlieues vont exploser, les fascistes et/ou les gauchistes vont prendre le pouvoir, la bande-annonce du grand film révolutionnaire n'en finit pas d'être projetée... sans date de sortie. Pour l'heure, force est de constater qu'au XXI^e siècle on attend la révolution comme on attendrait Godot.

Ce constat tient au fait qu'il est très difficile de créer les conditions de la révolution au temps de l'a-société comme on la pensait aux siècles précédents, quand le lien (y compris conflictuel) existait encore entre les classes supérieures et les classes populaires.

La sécession des bourgeoisies et le marronnage des classes populaires créent une situation politique inédite dans laquelle les tensions sociales et identitaires sont annihilées par le désengagement des classes supérieures. Aucun processus ne peut en effet émerger sans l'engagement d'une fraction des élites ou de la bourgeoisie en faveur des plus modestes, et donc une volonté de préserver le bien commun. La critique des riches ne doit pas faire illusion, cette critique confortable des inégalités est artificielle puisqu'elle n'intègre pas le

diagnostic social et sociétal des plus modestes. (Tout) contre le capital, la petite bourgeoisie dénonce le 1 % et les inégalités mais continue à cautionner toutes les réformes économiques et sociétales initiées par la classe dominante.

Depuis des décennies, les mouvements sociaux aboutissent à des impasses. Cet affrontement en coton entre le gouvernement et les syndicats fait partie intégrante de l'*entertainment* politico-médiatique. En réalité, il met en scène le choc des impuissances. Impuissance d'un État dont les marges de manœuvre n'ont cessé de se réduire et impuissance d'un mouvement social de plus en plus déconnecté des classes populaires⁵. La relégation économique, culturelle et géographique qui a débouché sur une désaffiliation politique, syndicale, associative des classes populaires rendra toujours plus difficile cette connexion. Les milieux populaires de la France périphérique comme ceux des banlieues sont désormais trop éloignés géographiquement et/ou culturellement des mouvements essentiellement portés par une petite bourgeoisie protégée et/ou vivant dans des métropoles hors sol. Ce choc des impuissances a désormais peu d'impact sur la société et sur la feuille de route de la classe dirigeante.

Pas de mouvement de masse, pas de révolution sans alliance de classes. Dans un contexte économique et politique différent, l'échec relatif des partis grec et espagnol Syriza et Podemos s'explique d'abord par l'impossibilité d'une bourgeoisie éclairée à porter les aspirations populaires.

Consciente du risque que représenterait la convergence d'une fraction des classes supérieures et des classes populaires, la classe dominante a créé un cordon sanitaire efficace en diabolisant toute opinion qui prendrait sérieusement en compte le diagnostic des plus modestes. Dans ce contexte, la diabolisation vise moins les partis populistes ou leur électorat (considéré comme définitivement « perdu » aux yeux de la classe dominante⁶) que la fraction des classes supérieures et intellectuelles qui pourrait être tentée par cette solidarité de classe et ainsi créer les conditions du changement.

Partout en Occident, la technique de diabolisation des opinions est d'abord un avertissement lancé aux intellectuels, aux universitaires, aux décideurs économiques susceptibles de tendre la main aux classes populaires pour remettre en question le modèle unique. Pour l'heure, la technique fonctionne mais la vague populiste montre que la stratégie de la peur a ses limites. Si l'élection de Donald Trump aux États-Unis a provoqué autant de réactions violentes dans l'élite mondialisée, ce n'est pas parce qu'il parle comme un *white trash* mais parce que, au contraire, il est issu de l'hyper-classe.

En évoquant le protectionnisme ou la régulation des flux

migratoires, Donald Trump brise le consensus idéologique à l'intérieur même de la classe dominante. Il contribue ainsi à un basculement d'une fraction des classes supérieures qui assurent la survie du système. Le 45^e président des États-Unis n'a pas gagné parce qu'il a fait le plein des voix dans la *white working class*, mais parce qu'il a réalisé l'alliance improbable entre une fraction du monde d'en haut et celui de l'Amérique périphérique. La prise de conscience des réalités populaires par une fraction de l'élite est un vrai risque, elle peut se réaliser à tout moment, dans n'importe quel pays ou région⁷.

La situation étant fragile, la classe dominante donne des gages et communique sur sa capacité à bouger, à évoluer avec l'idée que c'est elle qui porte le processus « révolutionnaire ». Le système intègre depuis longtemps sa propre contestation, en finançant généreusement la rebellocratie, mais cela ne suffit plus, il doit aussi porter la révolution. En 2016, le candidat Macron, décrit comme le représentant de la banque, du modèle libéral mondialisé, des puissants, a construit son ascension sur un livre-programme intitulé *Révolution*⁸. C'est donc au nom de la révolution que le monde d'en haut justifie la déconstruction de tous les piliers de la société populaire et l'abandon du bien commun.

Ce n'est donc pas un hasard si le romantisme révolutionnaire de la bourgeoisie n'atteint plus les classes populaires. Il faut dire qu'elles ont intégré depuis longtemps l'idée que « la révolution n'est pas un dîner de gala, c'est un acte de violence⁹ » dont elles sont le plus souvent victimes et qui, *in fine*, répond d'abord et avant tout aux aspirations de la bourgeoisie et de la classe dominante. Il n'est donc pas si étonnant que le programme du candidat Macron ait été si peu entendu par le monde d'en bas et au contraire plébiscité par les classes supérieures. À l'instar de leurs glorieux ancêtres, les nouveaux bourgeois continuent à lever le poing, à vouloir entraîner le peuple vers la lumière et le progrès, mais ces révolutionnaires de salon prêchent aujourd'hui dans le désert.

Parano pour tous ! De la société relative à la société paranoïaque

Le modèle multiculturel nous fait entrer dans le temps des insatisfactions individuelles, communautaires et, *in fine*, collectives. Dans un contexte d'instabilité démographique et culturelle, cette insatisfaction généralisée, où les individus et communautés pensent être moins bien traités que les autres, nous plonge dans la paranoïa, une pathologie qui frappe indistinctement tous les pays occidentaux.

Inhérente à l'émergence du multiculturalisme et à son corollaire, l'insécurité culturelle¹⁰, la société paranoïaque devient la norme. La paranoïa identitaire concerne désormais tous les individus quelles que soient leurs origines, les minorités mais aussi les majorités relatives. Les Noirs, les Asiatiques, les Maghrébins, les Latinos, mais aussi les Blancs. Les juifs, les musulmans, mais aussi les catholiques, les protestants, et même les athées. Partout la même parano, partout la même insécurité culturelle, partout la même anxiété face à la question d'être ou de devenir minoritaire dans des pays où le bien commun n'est plus assuré.

Dans notre société relative, qui est aussi celle des identités relatives, les tensions culturelles, ethniques et/ou religieuses se multiplient au rythme de l'abandon du bien commun, de l'intensification des flux migratoires et du basculement du général au particulier.

Arme de représentation et de revendication des minorités, la victimisation est en train de devenir la norme de sociétés relatives, y compris de la population majoritaire et blanche. Elle génère les mêmes instruments de défense de groupe par la mise en avant des phobies supposées des groupes culturels concurrents : islamophobie, négrophobie, judéophobie, cathophobie, demain « blancophobie ».

L'instabilité démographique participe à la généralisation de la peur de devenir minoritaire dans son village, son quartier, sa commune, sa région. Une angoisse de plus en plus perceptible dans les catégories populaires blanches mais qui concerne aussi les minorités en fonction des dynamiques locales (Maghrébins et Asiatiques en France, Noirs aux États-Unis). Dans les sociétés multiculturelles, la bataille pour l'hégémonie culturelle ou simplement la place de son groupe au sein des minorités est sans fin.

Dans ce contexte de panne des modèles d'intégration, le multiculturalisme devient une bombe à fragmentation qui explose et se propage aléatoirement dans tous les groupes sociaux, ethniques, religieux ou culturels. Sur bon nombre de territoires, la question du poids démographique des différents groupes devient centrale. C'est en effet la supériorité numérique des différents groupes sur un territoire donné qui garantit ou non la préservation de son capital culturel. À l'échelle des quartiers ou des communes, la guerre invisible pour l'acquisition du statut de référent culturel est enclenchée, elle s'intensifiera demain au rythme de la désagrégation des modèles qui assuraient le cadre des valeurs communes (la République et ses valeurs laïques en France). Ces tensions qui alimentent le séparatisme territorial réduisent le contact entre communautés, y compris dans un pays comme la France qui ne reconnaît pourtant ni les origines ni les religions et où l'endogamie (notamment religieuse) progresse et les mariages mixtes reculent¹¹.

Dans nos a-sociétés, l'hystérie communautaire débouche aujourd'hui sur des revendications identitaires elles aussi sans fin¹². Plus que le risque de guerre civile, c'est d'abord le risque de paranoïa collective qui caractérise les pays occidentaux. En Europe, dans un contexte d'explosion des violences, notamment des violences gratuites aux personnes¹³, cette parano contribue à l'hystérisation des débats et à la paralysie des pouvoirs publics qui sont incapables de préserver des valeurs communes.

Devant ce chaos tranquille et sans éclats, la classe dominante utilisera de plus en plus le chantage à la guerre civile pour justifier le renforcement de son pouvoir. La volonté de ne pas attiser les tensions pourrait par exemple justifier le verrouillage du débat public sur toutes les questions culturelles et religieuses. Si la tentation autoritaire, la volonté de concentrer les pouvoirs et/ou de les recentraliser existe dans le monde d'en haut, elle bute sur un problème de taille : le marronnage des classes populaires. Comment exercer un pouvoir, diffuser une propagande sur des catégories qui ont été sciemment reléguées, sorties de l'Histoire ? Comment influencer une société que l'on a détruite ? En ostracisant leurs propres peuples, les classes dominantes occidentales ont créé les conditions de leur impuissance. En rompant le lien entre le haut et le bas, les élites favorisent l'autonomie des plus modestes qui ne se réfèrent plus au monde d'en haut. Sauf à militariser la coercition, la classe politique ne pourra pas compter longtemps sur le monde médiatique ou académique pour canaliser le monde d'en bas. Plus personne en bas ne prenant au sérieux les politiques, économistes, universitaires ou médias, le *xxi*^e siècle s'ouvre sur un paradoxe majeur. Aujourd'hui, c'est le monde d'en haut qui perd son hégémonie culturelle. Le *soft power* invisible du monde d'en bas est l'inattendu de la mondialisation.

Troisième partie

Le *soft power* des classes populaires

Dans le chaos de la société relative, il n'y a pas grand-chose à attendre d'un monde politique paralysé par la fragmentation et la multiplication des revendications identitaires. En désertant le cadre national, en acceptant la perte de toute souveraineté, les classes dominantes ont organisé leur propre impuissance et leur incapacité à influencer le réel. C'est dans ce chaos qu'a émergé le monde des périphéries populaires en rendant visible ce qu'il reste : un môle populaire qui occupe, partout en Occident, la majorité des territoires.

Exclues, ostracisées, précarisées, sans pouvoir économique ni politique, les classes populaires semblaient sorties de l'Histoire. En quelques décennies, la classe dominante occidentale est devenue leur boussole inversée. Cette autonomie contrainte d'un monde d'en bas désormais hermétique aux discours et injonctions du monde d'en haut permet aux classes populaires de réaffirmer ce qu'elles sont collectivement. Contre toute attente, elles exercent aujourd'hui un *soft power* invisible qui contribue à l'effondrement de l'hégémonie culturelle des classes dominantes et supérieures. Dans l'ensemble des pays occidentaux, on assiste ainsi à une inversion des notions de puissance et de pouvoir.

Ce *soft power* des classes populaires, qui porte la vague populiste en contraignant politiques et médias à aborder des thématiques interdites, contribue à un retour au mouvement réel de la société, celui de la majorité. Partout en Occident, nous assistons à un changement de paradigme et non au succès politique de quelques tribuns. Le populisme n'est pas une poussée de fièvre irrationnelle, mais l'expression politique d'un processus économique, social et culturel de fond. Donald Trump, comme les populistes italiens, est porté par un mouvement qu'il n'a pas initié. En France, Emmanuel

Macron peut être élu, il n'entame en rien ce mouvement, cette détermination des classes populaires à refuser le modèle du monde d'en haut. Ce mouvement réel de la société ne relève d'aucune manipulation, d'aucune *fake news*, il traduit simplement la volonté des plus modestes de préserver l'essentiel, leur capital social et culturel. Présenté comme « populiste » (lire « fasciste ») par les classes dominantes, ce mouvement, conduit par une majorité, est au contraire fondamentalement démocratique. Ce retour au peuple, c'est-à-dire à la démocratie, à un pouvoir exercé par le peuple, relève d'une nécessité, celle de refaire société. C'est cette mécanique du peuple qui obligera demain les classes dominantes à régler leur horloge sur celle de la société populaire et à sortir, comme le dit Jacques Julliard, « d'un système où la démocratie s'exerce actuellement sans le peuple¹ ».

Le mouvement réel de la société fait en effet imploser un à un tous les fondamentaux du discours dominant. Ce basculement n'est pas le fruit d'une idéologie, encore moins la conséquence d'une « prise de la Bastille », il résulte de la permanence d'une société populaire contrainte de prendre en charge une réalité sociale et culturelle qui est en tout point contradictoire avec la vision irénique des classes dominantes. Ainsi, à la volonté de réduire l'État-providence, de privatiser, les classes populaires mettent en avant la nécessité de préserver le bien commun et les services publics ; à celle de déréguler, de dénationaliser, elles opposent un cadre national qui conditionne la défense du bien commun ; face au mythe de l'hyper-mobilité, elles révèlent la réalité d'un monde populaire sédentaire beaucoup plus durable ; enfin, à la construction d'un monde de l'indistinction culturelle, elles opposent la préservation d'un capital culturel protecteur. Toutes ces thématiques interdites ou enterrées refont surface et révèlent l'importance d'un *soft power* que la classe dominante ne peut plus contourner.

Ce basculement vient contredire l'idée d'un monde populaire résigné et impuissant face à la puissance des dominants. Plus important encore, son *soft power* permet de casser la représentation de classes populaires tentées par l'extrémisme ou la violence, pour révéler au contraire la rationalité et la puissance d'un diagnostic majoritaire et central. Ce *soft power* est porté par une analyse apaisée, pas par une idéologie violente, il se renforce inexorablement dans le vide provoqué par l'abandon du bien commun.

Jamais des classes dominantes n'avaient développé un tel mépris de classe, une telle volonté de s'extraire de la société. Revendiquant des valeurs universelles, les classes dominantes occidentales n'ont en réalité cessé de se singulariser. Dans aucune autre partie du monde, on ne trouve des classes dominantes et supérieures qui aient sciemment sacrifié leur classe moyenne et *in fine* la société elle-même. Si les élites

mondialisées participent partout à la même captation des richesses et au même abandon du bien commun, dans aucun pays on ne croise des classes dominantes qui se sont autant dépouillées de leur histoire, de leur culture, de leur cadre national. Jamais une classe médiatique, politique et universitaire n'a autant dénigré, ostracisé, insulté son propre peuple duquel elle se retrouve isolée. Isolée également du reste du monde qui ne supporte plus non plus ses leçons de morale.

Refusant le nihilisme du monde d'en haut et l'effacement des sociétés occidentales, les classes populaires exercent aujourd'hui une pression inattendue sur le monde d'en haut. Cette pression culturelle contribue à imposer des thématiques qui renvoient toutes au collectif, à la volonté de protéger un capital social et culturel qui structure toute société. Souverainisme, protectionnisme, préservation des services publics, refus des inégalités, régulation des flux migratoires, frontières : ces thématiques dessinent un commun, celui des classes populaires dans le monde, quelles que soient leurs origines. Ces thématiques, qui contredisent en creux la pertinence du modèle dominant, sont désormais débattues.

Cette visibilité des aspirations populaires ne modifie pas (encore) la feuille de route des classes dirigeantes, mais elle contribue à rendre visible l'essentiel, la permanence d'un rôle populaire attaché au bien commun. Impuissante à freiner un mouvement de réaction qui ne s'arrêtera pas, la classe dominante occidentale n'a en réalité plus qu'une seule alternative : « Protéger ou disparaître² », rejoindre le mouvement réel de la société ou être emportée dans le chaos qu'elle a créé. Elle vit désormais sous une double contrainte, celle de la contestation populaire et surtout celle d'un modèle à bout de souffle.

Cependant, si l'acceptation du diagnostic des classes populaires permet de sortir des faux débats³, des fausses solutions et des fausses alternances politiques, elle ne garantira aucun happy end. L'erreur serait en effet de remplacer l'irénisme des classes dominantes par une vision idéalisée de la société populaire. Rien ne sera possible si une fraction des classes supérieures ne réintègre pas le cadre national dans lequel s'exerce la solidarité.

Un « *heartland* » populaire ou l'inversion des notions de puissance et de pouvoir

Invisibles, négligeables politiquement, inutiles économiquement, les classes populaires n'ont pourtant pas disparu. Comme le fait justement remarquer Jean-Claude Michéa¹, « l'idée que le peuple n'existe plus, aujourd'hui très répandue chez les “sociologues” de gauche qui ne savent plus raisonner qu'en termes de “minorités”, est parfaitement surréaliste. C'est un peu, toutes proportions gardées, comme si des sénateurs de la Rome impériale avaient osé soutenir qu'il n'existait plus d'esclaves sous le règne bienveillant de Marc Aurèle ! » Les ouvriers et les employés, les jeunes, les chômeurs et les retraités issus de ces catégories forment encore l'immense majorité de la population dans tous les pays développés. Si on y ajoute les paysans, les petits indépendants, ces catégories forment un socle populaire irrépessible. En face, le monde d'en haut, des riches à celui des classes supérieures, ne pèse guère plus que 20 ou 25 % de la population. (Pour David Goodhart, « les gens de n'importe où », ces hyper-mobiles partisans du marché et de la société ouverte ne représentent que 25 % de la population face aux « gens de quelque part² ».) Ce continuum socioculturel se répartit sur l'immense majorité des territoires pour constituer, non pas des marges, mais des continents populaires³ dans lesquels s'insèrent les petites citadelles-métropoles.

Môle populaire

On est loin de la représentation d'un monde en voie de disparition suggérée par des représentations tronquées du territoire et des

catégories sociales. L'instrumentalisation de la question du vieillissement a longtemps contribué à l'effacement de l'ancienne classe moyenne et de ses territoires et à l'émergence du nouveau monde porté par la jeunesse des métropoles. Trente ans plus tard, force est de constater que la part de la population vivant dans les métropoles est restée stable (environ 40 %⁴). On avait en effet oublié que si les plus de soixante ans sont effectivement surreprésentés dans la France périphérique, ce sont les jeunes et les actifs qui y sont majoritaires. L'analyse de l'évolution de la population de moyennes et petites villes⁵ invalide l'idée d'un effondrement de la population sur les territoires de la France périphérique. Si la population baisse dans les villes-centres, les intercommunalités dont dépendent ces villes enregistrent au contraire une forte augmentation de leur population.

Ainsi, si 157 des 264 villes moyennes de France métropolitaine ont enregistré une baisse de leur population (soit 60 %) entre 2005 et 2013, celle-ci est concentrée dans la ville-centre. Mais dans les EPCI⁶ dont dépendent ces villes, la dynamique est inverse. À l'échelle de l'intercommunalité, la décroissance ne concerne en réalité que 63 des EPCI de ces villes.

Autrement dit, si plus de la moitié des villes moyennes perdent des habitants, c'est seulement une réalité pour une ville moyenne sur quatre (essentiellement dans une zone qui s'étire des anciennes régions minières jusqu'à la Normandie, et du cœur du territoire des Ardennes au sud de la région Centre et au nord de l'Auvergne). Dans la majorité des territoires, la décroissance de la ville-centre est en fait liée à la périurbanisation qui capte l'essentiel de la croissance démographique. Le souhait d'accéder à la propriété, la surreprésentation de petits logements, la réduction de l'offre commerciale et la concentration de populations précaires et immigrées ont poussé bon nombre de ménages vers les périphéries de ces villes. L'axe rhodanien étendu aux vallées alpines, et dans une moindre mesure le littoral atlantique, enregistrent ainsi les croissances les plus fortes, les arrière-pays aquitains et languedociens ainsi que les pourtours de la métropole parisienne étant aussi en croissance, mais sur des rythmes plus faibles.

Ce bilan démographique des petites villes et villes moyennes contredit l'idée de territoires qui se videraient inexorablement de leur population. Dans la France périphérique, en moyenne, la population se maintient ou augmente, tendance renforcée par le processus de sédentarisation contrainte qui frappe ces territoires.

Ce constat permet d'évoquer l'ambiguïté du concept de « grand remplacement⁷ ». Porté par le camp populiste, il contribue à valider l'idée d'une ancienne classe moyenne déjà marginalisée. Si la substitution démographique a déjà eu lieu (ou si elle est inexorable), à quoi bon prendre en compte des catégories déjà condamnées par

l'Histoire ?

Par exemple, l'exagération de la part des populations musulmanes participe à cette entreprise. La démographe Michèle Tribalat estime qu'en tenant compte des taux de fécondité, de mortalité et des migrations, la France pourrait compter 12,9 % de musulmans en 2050, soit 8,5 millions de personnes⁸. Elle arrive ainsi à une évaluation sensiblement identique à celle du Pew Research Center⁹. D'après ce centre de recherche, en fonction de l'évolution du solde naturel et du solde migratoire, la population musulmane européenne, qui représentait 3,8 % de la population totale en 2010, atteindrait une fourchette comprise entre 7,4 % et 14 % en 2050. Concernant la France, la population musulmane passerait donc de 8,8 % à 17,4 % de la population totale entre 2016 et 2050, soit de 5,7 millions de personnes à 12,6 millions. Une forte augmentation, mais pas un remplacement.

Si ces dynamiques confirment de grands bouleversements d'ordre culturel des sociétés européennes, elles ne se confondent donc pas avec un remplacement de population. « Même avec des flux massifs, la majorité numérique des musulmans n'est pas en vue avant longtemps¹⁰. » Ces tendances incitent plus à réfléchir aux enjeux liés à la « politique » migratoire et aux bouleversements des cultures qu'à la question d'une substitution généralisée.

L'éclipse culturelle de la classe moyenne n'a pas fait disparaître le peuple, ni les continents populaires. Ces espaces, qui correspondent aux zones qui créent le moins d'emploi et concentrent la majorité des plans sociaux, représentent la majorité des territoires. Dans la France périphérique comme dans l'Amérique périphérique, l'espace apparaît ainsi comme la dernière richesse des classes populaires. Face à ces continents populaires, les citadelles, ces petits îlots de la mondialisation heureuse révèlent leur fragilité et leur isolement culturel. Partout en Occident, le rêve des élites d'un monde hors sol, d'individus détachés de leur territoire, de leur culture, de leur histoire et de leurs valeurs morales se brise contre un môle populaire.

Après avoir fait implorer les vieux partis (et accessoirement le clivage gauche-droite), les classes populaires participent à la déconstruction des représentations du monde d'en haut. Majoritaires, réparties sur l'essentiel des territoires, elles portent désormais la dynamique politique. En Europe comme aux États-Unis, la société populaire est en train d'inverser les notions de pouvoir et de puissance en bouleversant la géopolitique électorale et culturelle ; un constat qui nous rappelle que les rapports de forces ne sont jamais figés.

En 1904, le géographe britannique Halford J. Mackinder mettait en garde le Royaume-Uni contre une confiance excessive dans sa domination maritime. Il expliquait ainsi que le véritable contrôle du

monde passait par la « terre du milieu » ou « *heartland*¹¹ ». Aujourd'hui, ce *heartland* correspond aux périphéries populaires. C'est à partir de ces périphéries que les plus modestes établissent ce nouveau rapport de forces. Replié dans ses citadelles-métropoles, inaudible pour la majorité, le monde d'en haut n'exerce déjà plus qu'un pouvoir virtuel sans prise sur un *heartland* populaire majoritaire qui impose désormais ses thématiques.

Loin de renforcer son hégémonie, le processus de citadellisation a au contraire contribué à rendre inopérant le discours dominant, jusqu'à inverser les notions de centralité culturelle. À ce titre, la délégitimation de « l'idéologie de la métropolisation¹² », perçue désormais comme l'idéologie de la nouvelle bourgeoisie, est un bon indicateur de ce retournement.

Dans l'ensemble des pays développés, les classes populaires sont hermétiques au catéchisme des médias, de la classe politique ou académique. Désormais, le monde d'en haut joue sa partition devant des salles vides.

Fin de l'hégémonie culturelle du monde d'en haut

L'hégémonie politique du monde d'en haut a longtemps reposé sur l'invisibilité et l'impuissance du monde d'en bas. Différentes séquences électorales sont venues rappeler une réalité oubliée de la classe dominante : quand elles votent, les classes populaires font basculer les élections. Du référendum européen en 2005 aux élections législatives italiennes en 2018 en passant par le Brexit ou l'élection de Donald Trump en 2016, la participation de ces catégories déjoue tous les pronostics en imposant des thématiques qui contredisent en creux les choix économiques et sociétaux de la classe dominante.

Contrairement aux idées reçues, la résurgence de ces thématiques ne doit rien à la propagande ou aux *fake news* de quelques populistes fous et tout au diagnostic des plus modestes. Considérant que les classes populaires sont incapables de produire la moindre analyse rationnelle des effets du modèle économique et sociétal, le monde d'en haut se rassure en survalorisant le rôle de quelques tribuns et/ou intellectuels dits réactionnaires¹³ (les nouveaux, les anciens, les futurs). Donald Trump, Marine Le Pen, Jean-Luc Mélenchon, Beppe Grillo, Luigi Di Maio ou Matteo Salvini, Steve Bannon, David Goodhart ou Éric Zemmour n'influencent en rien l'opinion populaire : au contraire, ils s'en nourrissent. La théorie de la trumpisation ou de la lepénisation des esprits faibles ne dit absolument rien d'une mécanique de fond beaucoup plus puissante portée par le *soft power* des nouvelles classes populaires. Trump, le Front national et le Mouvement 5 étoiles sont

d'abord des créations des classes populaires américaines, françaises et italiennes.

La vague dite populiste est le produit de la disparition de la classe moyenne occidentale, pas celui de la propagande ou du talent de quelques tribuns. D'ailleurs, la majorité des classes populaires ne se réfèrent à aucune idéologie, elles ne se positionnent sur aucun choix binaire des classes dirigeantes (pour ou contre la mondialisation, pour ou contre l'Europe, pour ou contre le libéralisme). Elles demandent simplement à être considérées et protégées.

Si l'idéologie dominante s'effondre, ce n'est pas parce qu'elle a perdu une guerre de propagande mais parce que aucun modèle n'est durable s'il entre en contradiction avec les intérêts du plus grand nombre.

Le paradoxe est que le monde politique et académique croit encore à son pouvoir d'influence, c'est d'ailleurs l'une des croyances les plus enracinées chez les politiques, mais aussi chez les journalistes ou les intellectuels. Tous les Attali du monde aiment en effet à croire que la société attend leurs idées, leurs solutions pour avancer. La réalité est bien plus triviale. Le pouvoir du monde d'en haut n'est plus celui des politiques et encore moins celui des intellectuels, mais d'abord celui des marchés et des multinationales. Le monde politique, académique ou médiatique annonce les versets de la doxa dominante mais n'a plus qu'une influence culturelle marginale sur le monde d'en bas. La figure du politique ou de l'intellectuel guidant le peuple, proposant des solutions, est largement un mythe. Quand l'idée, la solution d'un expert ou d'un politique a-t-elle déjà modifié le mouvement réel de la société ?

La résurgence de thématiques qui visent à préserver le collectif en définissant les limites d'un commun (État-providence, protectionnisme, régulation des flux migratoires) est d'abord la résultante d'une demande de protection sociale et culturelle qui émane des milieux populaires.

La posture morale du monde d'en haut a vécu

La classe dirigeante a longtemps légitimé sa domination économique au nom de la morale. Au nom de la société ouverte, la nouvelle bourgeoisie a ainsi justifié toutes les mutations économiques et sociétales. Le monde médiatique, culturel et académique était au cœur de cette entreprise de domination culturelle. Mais aujourd'hui, la posture morale du monde d'en haut ne convainc plus personne. La défiance des classes populaires pour les médias, le monde académique ou celui des experts annonce la fin du magistère des prétentieux.

Du monde politique à celui des médias, du monde académique à

celui du cinéma¹⁴, les vecteurs de diffusion de l'idéologie dominante sont peu à peu délégitimés en devenant inaudibles pour la majorité. En Europe, mais aussi aux États-Unis, l'industrie du cinéma produit de plus en plus difficilement des projets rentables. En France, symboliquement, la chaîne du cinéma Canal+, qui a porté au plus haut la culture dominante en surjouant la posture morale et l'ostracisation des classes populaires, a perdu toute influence.

De la chute de l'empire Weinstein à celui du « gauchisme culturel¹⁵ » français, l'imposture morale de la nouvelle bourgeoisie est désormais bien visible. Les classes populaires sont aujourd'hui lassées des leçons de morale des milliardaires californiens ou des bobos londoniens qui, en prônant l'ouverture et la diversité, ne cessaient de renforcer leur grégairisme. Marginalisée dans l'opinion, il ne reste plus grand-chose à la nouvelle bourgeoisie pour maintenir sa domination culturelle. C'est pourquoi elle surjoue encore un antiracisme d'opérette en cherchant à rallier à sa cause des minorités de moins en moins dupes. Le discours de l'ouverture au monde et aux autres n'est plus tenable pour une bourgeoisie dont les stratégies résidentielles et scolaires sont en tout point contradictoires avec la posture qu'elle affiche. À ce titre, l'instrumentalisation de l'immigré et des pauvres par la classe dominante, le show-biz et une partie du monde intellectuel apparaît désormais pour ce qu'elle est : une mise en scène indécente visant à offrir à la nouvelle bourgeoisie un vernis social au moment où elle abandonne le bien commun. Du *diversity business* à la promotion du misérabilisme social, la classe dominante n'a en effet eu de cesse de mettre en scène les marges pour mieux occulter les effets du modèle sur le plus grand nombre. Mais cette falsification est désormais trop visible, elle n'opère plus. En perdant son hégémonie culturelle, la classe dominante n'a plus les moyens d'imposer ses représentations.

Encore une fois, rétablissons la perspective : le retournement n'est pas la victoire du camp de la réaction sur celui du progrès, de la droite ou de l'extrême droite sur la gauche ou l'extrême gauche, mais bien la victoire d'un *soft power* invisible des classes populaires.

La résurgence des thématiques interdites : régulation économique, frontière, protectionnisme, contrôle des flux migratoires

Dans un contexte d'inversion des notions de pouvoir, le monde d'en bas exerce déjà une contrainte sur le monde d'en haut en imposant dans le débat public des thématiques présentées comme anachroniques au temps du marché roi.

De la défense des services publics à celle de l'État-providence, de la contestation du libre-échange à la résurgence du protectionnisme, du souverainisme à la thématique de la frontière, de la question du monde rural à celle de la place d'une France populaire et périphérique, de l'insécurité sociale à l'insécurité culturelle, on ne compte plus les thématiques présentées comme anachroniques qui préoccupent voire obsèdent le monde d'en bas et refont surface dans le débat public.

« L'Éloge des frontières¹⁶ » qui a resurgi à l'occasion de la campagne présidentielle américaine de 2016 n'est pas le produit d'un marketing électoral hors sol, mais la conséquence de l'explosion démographique dans un monde où l'espace disponible se réduit comme une peau de chagrin. En quelques années, en Europe comme aux États-Unis, l'instabilité démographique et la diffusion d'une insécurité sociale et culturelle croissante en milieu populaire ont remis en selle ce sujet que l'on croyait dépassé. Le rétablissement de la frontière en Italie, en Autriche, en Hongrie ou au Danemark vient répondre symboliquement à une demande de protection des peuples qui se généralise.

Il en va de même de la remise en question des traités de libre-échange ou de la volonté de taxer les entreprises étrangères pour favoriser le « made in America ». Cette politique, qui va pourtant à l'encontre de la doxa libre-échangiste des classes dominantes, n'est pas le fruit de la pensée délirante d'un homme isolé à la Maison-Blanche, mais la résultante de la précarisation de la classe ouvrière provoquée notamment par la financiarisation et la désindustrialisation de l'économie américaine entamées dans les années 1980. De la même manière, les leaders populistes ne contribuent pas seuls à replacer la question des flux migratoires au centre du débat, mais ils s'appuient d'abord sur la réaction concrète des classes populaires à l'avènement de la société multiculturelle.

Depuis plusieurs décennies, les classes populaires plébiscitent toutes les thématiques qui visent à assurer la « *common decency*¹⁷ ». Leur attention aux thématiques de protection et de régulation, présentée comme une dérive identitaire, tend en réalité à créer les conditions d'un exercice apaisé de leur capital social et culturel. Ces demandes dites populistes, qui visent à préserver le collectif, sont une réponse à la sécession et à l'égoïsme des élites.

C'est cette demande de protection qui a fait resurgir dans le débat public une thématique interdite, celle du protectionnisme. Dans la plupart des pays occidentaux, l'immense majorité des médias, des universitaires et du monde politique est opposée au protectionnisme. Depuis des décennies, l'argumentaire est toujours le même : le protectionnisme, c'est la guerre. Plus de protections amèneraient inexorablement à la fermeture, puis à la précarité, elles porteraient en germe les pires instincts des peuples. Le protectionnisme, c'est le repli,

donc le racisme et/ou le fascisme.

Certains défenseurs du libre-échange mettent cependant en avant des arguments plus subtils : en trente ans, la mondialisation a en effet permis de faire reculer la pauvreté dans le monde, et notamment en Chine. Le problème est que, dans le même temps, elle a entraîné la précarisation des classes populaires occidentales. Ce constat interdit toute analyse binaire et idéologique.

Comme le rappelle l'économiste français Jean-Luc Gréau¹⁸, « contrairement au libéralisme, le protectionnisme n'est pas une idéologie mais une politique de protection commerciale ». Le but est d'abord de se protéger de la concurrence déloyale ou de pratiques de dumping social¹⁹, environnemental ou fiscal. C'est d'ailleurs comme cela qu'il est perçu par les populations qui soutiennent massivement ces mesures de protection. En 2011, 65 % des Français étaient favorables à l'augmentation des droits de douane²⁰.

Conscient depuis très longtemps qu'il faut protéger l'industrie et donc les classes populaires des effets du modèle mondialisé, Jean-Pierre Chevènement prône l'idée d'une souveraineté européenne en matière industrielle. Ce protectionnisme européen défendu par de nombreux économistes et intellectuels²¹ vise à préserver l'emploi industriel en offrant un modèle de développement durable. « Une production relocalisée et une plus grande proximité de ses marchés permettront de limiter les risques environnementaux que la production segmentée au niveau planétaire aggrave. Les fraises chinoises sont devenues très compétitives, mais elles réclament vingt fois plus d'équivalent-pétrole que la fraise du Périgord. Durant les trente dernières années, on a clairement favorisé les économies d'échelle, avec des usines de plus en plus grosses, capables de desservir des zones de plus en plus vastes. Du fait de la contrainte énergétique, le mouvement devrait être amené à s'inverser²². » Cette position n'interdit évidemment pas les échanges, mais permet de protéger les modèles sociaux, car, comme le précisait Maurice Allais²³, « une libéralisation totale des échanges et des mouvements de capitaux n'est possible, elle n'est souhaitable que dans le cadre d'ensembles régionaux groupant des pays économiquement et politiquement associés, et de développement économique et social comparable ». L'économiste Jacques Sapir ne dit pas autre chose : « L'ouverture des économies à la concurrence internationale ne produit des effets bénéfiques que si cette concurrence est “juste”, c'est-à-dire si elle met aux prises des projets entrepreneuriaux et non des mécanismes de dumping salarial, social ou fiscal²⁴. » Il précise par ailleurs qu'il ne s'agit pas seulement de protéger la vieille industrie, puisque « les défenseurs du protectionnisme pensent qu'il faut aussi sauvegarder les industries naissantes et innovantes qui se lancent dans

des secteurs de niche – comme les biotechnologies ou l'éolien, par exemple – jusqu'à ce que ces entreprises s'intègrent sur le marché de la concurrence ».

Si la thématique du protectionnisme économique est travaillée et théorisée depuis plusieurs décennies, elle n'a jamais pu s'imposer. Elle refait surface aujourd'hui en irradiant le débat public de droite à gauche, parce qu'elle représente une réponse à la demande croissante de protection qui émane des classes populaires. Ce n'est donc pas un hasard si de Donald Trump à Bernie Sanders, de Marine Le Pen à Jean-Luc Mélenchon, le protectionnisme fait partie intégrante des programmes politiques actuels.

Contrairement aux idéologues du libre-échange, les tenants du protectionnisme proposent une conception de l'économie dont l'objectif n'est pas prioritairement la croissance du PIB, mais d'abord la protection des classes populaires et moyennes. Cette approche s'inscrit aussi dans le processus d'inversion des notions de puissance et de richesse. À ce titre, les débats qui visent à repenser la notion de PIB participent aussi à la question du basculement des représentations et à la visibilité des catégories modestes.

Le PIB²⁵ par habitant est l'indicateur qui mesure la croissance et le progrès social. Aujourd'hui, de nombreux statisticiens admettent qu'il s'agit d'un indicateur imparfait. Ses limites sont connues : il exclut l'essentiel du travail non rémunéré effectué par les ménages et les échanges entre individus. Sur bon nombre de territoires, notamment ruraux, ces échanges (et l'entraide) sont nombreux et constituent une richesse potentielle considérable.

Les économistes observent par ailleurs que, dans un contexte où la frontière entre domicile et travail s'estompe, avec notamment l'utilisation du numérique et l'utilisation d'équipements personnels (ordinateur, smartphone, habitation, voiture), une part importante de la création de richesse est aujourd'hui ignorée. Autre défaut, le PIB exclut également les facteurs environnementaux, tels la pollution et les dommages causés à certaines espèces, l'épuisement des ressources, la perte de biodiversité, ou inversement la richesse et le potentiel des espaces naturels.

Mais, comme le fait remarquer l'économiste anglaise Diane Coyle²⁶, l'un des reproches les plus importants tient au fait que le PIB ne prend pas en compte l'inégalité. L'agrégation des revenus et des dépenses individuels dans le PIB élude en effet la notion de répartition. En assimilant la croissance du PIB à une amélioration du bien-être économique, on part du principe que la répartition n'évoluera pas. Tant que la distribution des revenus n'avait pas trop varié (jusqu'au milieu des années 1980 pour la plupart des pays de l'OCDE), cela n'était pas problématique.

Aujourd'hui, la dynamique inégalitaire²⁷ et la problématique de la distribution fragilisent fortement cet indicateur. La crise de 2008, la visibilité des nouvelles fractures territoriales et la vague populiste dans un contexte d'effondrement de la classe moyenne occidentale changent fondamentalement la donne. Certains économistes proposent aujourd'hui d'élaborer un indicateur englobant consommation, loisir, mortalité, inégalité et coût environnemental²⁸.

Ces interrogations sur la pertinence du PIB comme instrument de mesure de la croissance et des richesses participent à une évolution de fond, celle d'une remise en cause des représentations sociales, économiques et territoriales uniques qui ont contribué à invisibiliser la société populaire et ses territoires.

Le poids des classes populaires et leur refus de se résigner à la disparition du bien commun contribuent à interroger la pertinence d'un objectif de croissance inégalitaire et peu créatrice d'emploi. Ce *soft power* permet de questionner la finalité d'un système qui ne fait pas société en imposant des thématiques qui visent à préserver le collectif. C'est dans ce mouvement que s'inscrit la demande de régulation des flux migratoires.

La question de la régulation des flux migratoires ou celle des frontières, présentées comme un affrontement entre le camp du Bien et le camp du Mal, opposent en réalité depuis des décennies deux perceptions politiques : celle des catégories supérieures qui peuvent se protéger des effets de l'immigration en pratiquant l'évitement résidentiel (on ne vit pas dans les mêmes immeubles) et scolaire (on ne scolarise pas sa progéniture dans les collèges qui accueillent une majorité d'enfants issus de l'immigration) et celle des classes populaires (quelles que soient leurs origines) qui n'ont pas les moyens de cette frontière invisible. Ces dernières étant infiniment plus nombreuses, la classe dominante sait par avance ce que donneraient les résultats d'un référendum sur la question. Elle fait donc passer cette question politique et sociale pour une question exclusivement humanitaire : faut-il laisser se noyer des migrants en Méditerranée ? Doit-on laisser un migrant mourir de froid dans les Alpes ? S'il existe certainement quelques cinglés pour répondre par l'affirmative, l'immense majorité de la population accomplirait évidemment son devoir, notamment dans les milieux populaires.

En réalité, et contrairement à ce que laissent entendre les médias, cette question éminemment politique n'est absolument pas clivante dans l'opinion. Si un clivage existe, il oppose d'abord des classes supérieures qui surjouent la question morale pour masquer leur infantilisme et/ou leur irresponsabilité politique et des classes populaires qui, tout en assumant leur devoir moral, se positionnent sur le champ politique, celui de la responsabilité. En réalité, partout dans

le monde, la question des flux migratoires est consensuelle : dans l'ensemble des milieux populaires, quelles que soient leurs origines, on observe la même demande de régulation.

L'institut Ipsos, qui réalise ainsi depuis plusieurs années une enquête consacrée à la perception de l'immigration dans près de vingt-cinq pays²⁹, décrit une opinion très homogène sur ces questions. De la France aux États-Unis, de l'Afrique du Sud à la Turquie, du Brésil à la Chine, de la Suède à l'Arabie saoudite, la perception des effets de l'immigration est ainsi très tranchée : seuls 20 % des sondés dans le monde considèrent que l'immigration a un impact positif sur leur pays (11 % pour les Français, 18 % pour les Allemands), la moitié d'entre eux estiment d'ailleurs qu'il y a trop d'immigrés dans leur pays³⁰ et qu'ils mettent sous pression les services publics. L'irresponsabilité de l'État et de la classe politique depuis trente ans en matière d'immigration se paie cash pour tous les habitants et fonctionnaires qui vivent et travaillent sur les territoires d'accueil de ces flux. Ce sont ces populations qui subissent chaque jour les conséquences de l'idéologie des classes dominantes en matière d'immigration. Comment imaginer améliorer le portrait social, scolaire, sécuritaire d'un département comme la Seine-Saint-Denis sans régulation des flux quand on estime qu'aujourd'hui les illégaux pèsent entre 8 et 20 % (entre 150 000 et 400 000 personnes)³¹ de la population totale du département ?

Si le jeu de la classe dominante est évidemment de cliver, d'ethnicher cette question (les petits Blancs contre les minorités), tous les sondages montrent au contraire que la régulation des flux est une idée partagée par l'immense majorité des classes populaires quelles que soient leurs origines. En France, les classes populaires d'immigration ancienne, européenne, asiatique ou maghrébine, sont par exemple également sensibles à la poussée de l'immigration subsaharienne ou rom³². Il en va de même aux États-Unis pour une fraction de la communauté noire vis-à-vis de l'immigration mexicaine.

En milieu populaire, la régulation des flux migratoires n'est absolument pas conflictuelle, elle apparaît au contraire comme une option raisonnable. C'est en réalité la classe dominante qui l'a hystérisée en manipulant la question raciale. D'ailleurs, à une époque où la gauche défendait encore les classes populaires, la régulation des flux n'était absolument pas un sujet tabou. Conscient des effets sur la classe ouvrière (dumping social, fragilisation du capital social et culturel), le Parti communiste français n'hésitait pas à demander l'arrêt de l'immigration.

En effet, pendant la campagne présidentielle de 1981, le premier secrétaire du PCF, Georges Marchais, expliquait qu'il fallait « stopper l'immigration officielle et clandestine » et qu'il était « inadmissible de

laisser entrer de nouveaux travailleurs immigrés en France alors que notre pays compte près de 2 millions de chômeurs français et immigrés³³ ». Si le PCF et plus largement la gauche rassemblaient encore l'essentiel des voix populaires, c'est à cette époque que l'ostracisation des plus modestes a commencé, notamment dans une fraction de la gauche socialiste. Georges Marchais pressentait la montée d'un discours qui visait à ostraciser la classe ouvrière pour mieux délégitimer ses revendications. Dans un discours prémonitoire, il dénonce clairement la dynamique qui allait conduire à la relégation culturelle des plus modestes puis à la rupture entre la gauche et les classes populaires : « Nous posons les problèmes de l'immigration, ce serait pour utiliser et favoriser le racisme, nous rechercherions à flatter les plus bas instincts, nous combattons le trafic de drogue, ce serait pour ne pas traiter de l'alcoolisme apprécié par notre clientèle... ils crient tous en chœur pétainisme [...]. Quelle idée se font ces gens des travailleurs ? Bornés, incultes, racistes, alcooliques, brutaux, voilà d'après nos détracteurs, de la droite au Parti socialiste, comment seraient les ouvriers³⁴. » Dans la bouche de Marchais, la régulation des flux ne relevait donc d'aucune dimension ethnique ou culturelle, elle visait à protéger les ouvriers du dumping social et de la fragilisation de leur capital social. Mais la légitimité et la subtilité de ce discours seront balayées par la grosse artillerie idéologique de la classe dominante et le déplacement d'une question sociale sur la question raciale³⁵. Quarante ans plus tard, la relégation culturelle des classes populaires occidentales est effective. Le rôle joué par l'intelligentsia de gauche dans cette entreprise aura été déterminant. Elle annonce un divorce définitif du camp du progrès et de sa base populaire en offrant à l'ensemble des mouvements populistes de droite un électorat potentiellement majoritaire.

L'entreprise de diabolisation des opinions par la classe dominante et ses relais médiatico-académiques n'aura en effet aucun impact sur les classes populaires, on assiste au contraire à un durcissement des positions. Refusant les débats tronqués³⁶, hermétiques aux discours des experts et des médias, les classes populaires du XXI^e siècle demandent, comme en 1981, la régulation des flux³⁷.

Ce sont d'ailleurs ces thématiques qui ont fait pencher la balance en faveur de la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne. Une fraction du monde d'en haut comprend qu'elles sont incontournables : en juillet 2017, Bill Gates alertait l'opinion mondiale sur la nécessité pour l'Europe d'« endiguer les flux migratoires³⁸ ». Si les élites européennes ne vont pas (encore) jusque-là, l'attentisme d'un Emmanuel Macron ou les doutes d'une Angela Merkel annoncent la fin du déni des cultures populaires.

Ni guerre ni paix : la résistance au déni des cultures

En 2010, le sociologue Hugues Lagrange publie *Le Déni des cultures*, ouvrage dans lequel il met en avant l'importance de la dimension culturelle comme facteur d'explication de la dérive de certains quartiers sensibles¹. Il y décrit notamment l'importance des différents héritages culturels (maghrébin, turc, ou africain du Sahel) sur la réalité sociale. Même si son étude évitait toute essentialisation, l'auteur ne put échapper au procès médiatique. Paradoxalement, cette controverse illustre parfaitement la thèse de l'auteur : il y a bien un déni des cultures.

Il faut cependant aller plus loin. En dénonçant ce déni, Lagrange pointe indirectement l'importance d'un capital culturel protecteur pour les classes populaires, quelles que soient leurs origines. Ce capital, qui conditionne la « *common decency*² » représente les fondations de toute société, ici et là-bas.

Résistance au déni des cultures

Car le déni des cultures³ est d'abord déni des cultures populaires (qu'elles soient autochtones ou immigrées). Il revêt donc une dimension sociale et culturelle. L'opposition entre une approche dite identitaire et une approche dite sociale des milieux populaires est absurde. Il n'y a pas opposition entre social et culturel, mais interdépendance. Le capital culturel des plus modestes conditionne le lien social et inversement. Ce déni des cultures populaires est d'autant plus scandaleux que, parallèlement, les classes dominantes, conservatrices ou progressistes, s'avèrent très attachées à leur système

de valeurs, qu'elles n'ont d'ailleurs de cesse de protéger. C'est ce précieux capital social culturel qu'elles dénie aux plus modestes⁴.

Cette perception d'un monde populaire qui se résumerait à une page blanche, sans histoire et sans culture a pour corollaire la brutalité des politiques migratoires, comme l'illustre en 2017 la décision d'Angela Merkel d'accueillir en quelques mois un million de migrants pour répondre aux demandes du patronat allemand. C'est ce même déni des cultures populaires qui autorise Jacques Attali à proposer qu'on repeuple les campagnes françaises par la migration internationale. Sans culture, les classes populaires autochtones ou immigrées s'avèrent indéfiniment transportables, interchangeables, comme les marchandises.

Cette conception des peuples est une spécificité des élites occidentales. Si les élites mondialisées bénéficient partout de la captation des richesses en plébiscitant le même modèle économique, elles seules nient autant l'existence des cultures populaires. Cette spécificité des élites occidentales s'oppose à l'universalisme des classes populaires qui défendent banalement leur identité comme le font les peuples sur les cinq continents. Comme le philosophe et historien Marcel Gauchet, elles ne voient pas « le gain qu'il y aurait à troquer une histoire légendaire qu'on a légitimement critiquée par une autre légende, celle du multiculturalisme. Où serait le progrès ? Le problème, c'est l'ethnocentrisme du présent, qui cherche à plaquer nos réalités politiques contemporaines sur le passé⁵ ». Un ethnocentrisme des classes dominantes occidentales qui pensent défendre un modèle universel alors qu'elles ne sont plus écoutées ni par leur peuple, ni par les autres pays.

La volonté d'imposer un modèle unique par l'indistinction sociale (brouillage de classes) et culturelle (la société relative, sans histoire ni culture) est aujourd'hui contestée par les classes populaires occidentales, mais aussi par les peuples et les classes dirigeantes du monde entier. Partout dans le monde, les classes dominantes et supérieures plébiscitent le même modèle inégalitaire, mais il n'y a qu'en Europe que ce processus s'accompagne d'un tel effacement culturel. La plupart des gouvernements ont ainsi pris conscience de l'enjeu démographique, ils y réagissent, humainement ou violemment, dans un cadre démocratique ou non.

Alger-Tel Aviv

Selon l'Organisation des Nations unies, la population mondiale pourrait passer de 7,5 à 9,8 milliards d'individus en 2050 et, peut-être, à 11,2 milliards à la fin du ^{xxi}e siècle. Dans son rapport de 2017, le

Département des affaires économiques et sociales (DESA) prévoit que, « de 2017 à 2050, la moitié de la croissance de la population mondiale sera concentrée dans seulement neuf pays : l'Inde, le Nigeria, la République démocratique du Congo, le Pakistan, l'Éthiopie, la Tanzanie, les États-Unis, l'Ouganda et l'Indonésie⁶ ».

Les démographes s'accordent aujourd'hui pour considérer que le continent africain sera la locomotive démographique du monde, et ce pour de nombreuses décennies. Il compte aujourd'hui 1,3 milliard d'habitants, représente 17 % de la population mondiale, et en totalisera près de 4,5 milliards à l'horizon 2100, soit 40 % de l'humanité. Il aura alors quasiment rejoint l'Asie, qui aura régressé de 60 % à 43 % de la population planétaire. Le Niger, qui détient actuellement le plus fort taux de natalité au monde avec 7,6 enfants par femme, devrait doubler sa population en moins de dix-huit ans et pourrait atteindre plus de 40 millions d'habitants en 2035 et environ 75 millions en 2050. Le Nigeria passera de 190 millions à plus de 410 millions, devenant dès 2030 le troisième pays le plus peuplé du monde. La dynamique démographique africaine exerce une pression sur les sociétés européennes, américaines, mais aussi maghrébines, proche et moyen-orientales.

Dans une Europe multiculturelle et habituée à débattre de la question de l'islamisation depuis des décennies, c'est demain l'« africanisation⁷ » qui s'imposera comme une thématique centrale et cette question migratoire posera inévitablement la question de la préservation/adaptation du modèle social européen tout entier. Face à ces perspectives démographiques, les peuples réagissent partout de façon identique, en demandant les mêmes mesures de régulation et de protection. Cette demande n'est pas seulement celle des classes populaires européennes ou américaines, des petits Blancs, mais concerne l'ensemble des classes populaires dans le monde.

Enfermée dans une représentation postcoloniale et indigéniste de l'immigration, la classe dirigeante considère que les minorités sont intrinsèquement favorables à l'intensification des flux migratoires. Elle considère par exemple – en refusant de voir le réel – que les musulmans français sont a priori favorables à l'accueil dans leur quartier d'une immigration en provenance de pays musulmans. La multiplication des tensions communautaires entre migrants et habitants dans les quartiers immigrés de Marseille⁸ ou en région parisienne n'est pourtant pas nouvelle. Depuis dix ans, des rixes opposent régulièrement les habitants des quartiers sensibles aux populations roms. Une étude réalisée en 2014 en région parisienne montre par ailleurs qu'aujourd'hui l'immigration est une préoccupation majeure des Français musulmans⁹. Contrairement à ce que laissent entendre les médias, ce sont aujourd'hui les minorités qui sont les

premières concernées par la question migratoire¹⁰.

En effet, le destin des migrants n'est pas d'intégrer les quartiers, immeubles ou collèges des partisans de la « société ouverte », mais bien les quartiers, les immeubles où vivent déjà les immigrés et les minorités, ceux qui cumulent les plus hauts taux de chômage et de précarité, ces zones urbaines sensibles dont on ne cesse de déplorer la situation sans jamais évoquer les flux qui s'y concentrent et en accentuent chaque jour les difficultés. De la même manière, leurs enfants ne seront pas scolarisés dans les collèges des enfants de la nouvelle bourgeoisie, mais dans ceux qui accueillent déjà une majorité d'enfants issus de l'immigration et des minorités.

L'intensification des flux migratoires débouche partout sur les mêmes tensions, les mêmes demandes de régulation, la même insécurité culturelle. En Guyane¹¹ ou à Mayotte¹², l'immigration massive et incontrôlée, qui fait craindre aux autochtones un effondrement du modèle social et culturel, aboutit aujourd'hui à une situation de plus en plus incontrôlable et violente.

Sur tous les territoires de contact entre catégories populaires, l'immigration provoque les mêmes tensions, la même angoisse identitaire. Si le concept de choc des civilisations permet d'aborder les questions d'ordre géopolitique à l'échelle du monde, il n'offre qu'une vision partielle de la réalité d'un monde populaire confronté à autre chose : le choc des bleds, celui d'un frottement quotidien entre différents modes de vie et cultures dans un contexte d'instabilité démographique.

Si la plupart des élites européennes refusent de protéger ce capital culturel, ce n'est pas le cas des classes dirigeantes dans le monde. D'Alger à Tel Aviv, de Moscou à Pékin, de Santiago¹³ à Tokyo, de Rabat aux pays d'Europe de l'Est, rares sont les dirigeants qui ne prennent pas aujourd'hui au sérieux la question des flux migratoires. En réalité, comme l'explique l'historien Pierre Vermeren¹⁴, « le vrai arbitrage n'est pas entre l'immigration ou son absence, mais entre l'intervention des États ou leur retrait ». Que l'État soit démocratique ou policier, que les gouvernements soient de gauche ou de droite, ils n'ignorent presque jamais cette réalité.

En mars 2018, le Premier ministre israélien déclarait que les migrants africains représentaient une menace « pire que les djihadistes » envers l'identité d'Israël : « Nous parlons d'un État juif et démocratique, mais comment assurer qu'il reste juif avec 50 000 ou 100 000 migrants par an ? Un million, un million et demi et on peut fermer la frontière. Au lieu de fermer la baraque, on a installé une barrière¹⁵. » Le gouvernement israélien justifie ainsi la construction d'une clôture électrique¹⁶ entre l'Égypte et Israël pour bloquer l'immigration clandestine, le trafic de drogue et d'armes et les

« infiltrations de terroristes ». Cette barrière, dont la construction a été achevée en 2014, s'étend sur 242 kilomètres le long de la frontière entre Israël et l'Égypte, de la pointe sud de la bande de Gaza à la ville d'Eilat. C'est dans ce contexte qu'Israël a lancé en 2018¹⁷ un programme destiné à imposer à près de 40 000 migrants érythréens et soudanais en situation irrégulière de choisir entre leur expulsion ou leur incarcération. Ces mesures radicales du gouvernement israélien font suite à plusieurs années de tensions entre migrants et habitants des quartiers sud de Tel Aviv suivies de manifestations en mai 2012 et d'un racisme grandissant à l'encontre des migrants africains¹⁸.

Ce raidissement israélien n'est pas une exception, il concerne aujourd'hui tous les pays confrontés à la dynamique démographique africaine, laquelle constitue la véritable frontière de l'Europe. Du Maghreb au Proche-Orient, on observe la même pression. Le Maroc et l'Algérie, hier pays de transit de l'immigration africaine vers l'Europe, deviennent de plus en plus des pays de destination. Ce changement de nature de l'immigration provoque la même insécurité culturelle, les mêmes interrogations et les mêmes réactions de la classe dirigeante. C'est dans ce contexte de montée des tensions et des violences racistes qu'Alger a par exemple accéléré les mesures d'expulsion de migrants subsahariens aux frontières du Niger et du Mali¹⁹. Un peu plus à l'est, c'est le gouvernement saoudien qui décidait d'expulser en quelques jours pas moins de 47 000 Soudanais : « D'ici lundi, quelque 33 000 Soudanais rentreront de Riyad et 14 000 de Djeddah, dont 60 % de travailleurs et d'artisans »²⁰. Ces expulsions violentes et choquantes, caractéristiques des pays où l'État de droit n'est que relatif, installent durablement, et à l'échelle mondiale, y compris en Afrique²¹, la question de la régulation des flux migratoires comme une thématique centrale.

Si, en Europe de l'Ouest, la classe dirigeante reste, à l'exception du Danemark²² et de l'Italie, sourde à la demande de régulation des populations, ce n'est pas le cas en Europe de l'Est (notamment en Pologne, Hongrie, République tchèque et Slovaquie). La philosophe Chantal Delsol²³ explique que les gouvernants est-européens cherchent en effet à préserver des « identités menacées par la mondialisation, le libéralisme et l'immigration ». À ce titre, elle observe que « les élites occidentales appliquent à ces pays le même mépris, la même morale, le même déni des cultures qu'elles exercent à l'encontre de leur propre peuple ». Ils sont ainsi affublés des mêmes « qualités » : « déplorables, attardés, racistes ». Si la question identitaire oppose aujourd'hui les classes dirigeantes occidentales à leur peuple, elles les isolent aussi du reste du monde. Il n'y a en effet qu'en Europe de l'Ouest que les élites considèrent l'effacement des identités et le multiculturalisme comme un horizon indépassable.

Cette situation particulière contraint les classes populaires occidentales à gérer seules la question du rapport à l'Autre. Une gestion qui, loin de la lecture binaire et infantile du monde d'en haut, n'annonce ni la guerre... ni la paix.

Ni guerre ni paix

Manipulant jusqu'à la nausée l'antiracisme et l'antifascisme, la classe dominante se sert aussi du chantage à la guerre civile pour imposer les limites du débat public : le vivre-ensemble ou la guerre. Refusant cette lecture binaire et infantile de la classe dominante, les classes populaires occidentales gèrent au contraire avec beaucoup de calme et de finesse la question du rapport à l'Autre.

Concernant la guerre civile, une première question se pose, technique : l'identification des belligérants. Le conflit opposera-t-il les autochtones aux immigrés ? Les musulmans aux non-musulmans ? Les immigrés aux nouveaux migrants ? Les habitants « des quartiers » aux Roms ? Les Blancs aux non-Blancs ? Les Maghrébins aux Subsahariens ? Les Arabes aux Noirs ? Les Blancs aux Noirs ? Les Noirs aux Asiatiques ? Les musulmans aux juifs ? Les Maghrébins aux Afghans ? Les Tamouls aux Cinghalais ? Pour l'heure, personne n'est capable de répondre.

La deuxième interrogation, plus fondamentale, est celle de l'état d'esprit des classes populaires. Contrairement au monde d'en haut, et parce qu'elles vivent au quotidien la difficulté de la cohabitation entre différents groupes culturels, les classes populaires ont intégré depuis longtemps le risque d'une guerre civile. Elles savent qu'elles en seraient les premières actrices, mais également les premières victimes. Elles ne plongent jamais « naturellement » dans la guerre.

L'exemple yougoslave montre que, si la guerre civile est toujours une éventualité, elle n'est jamais mécanique. En Yougoslavie, la paix a longtemps été préservée au prix d'un savant séparatisme territorial et culturel et d'une censure intellectuelle par le régime communiste de Tito. C'est l'instabilité démographique, et surtout l'instrumentalisation politique des différents groupes culturels et religieux par des puissances étrangères, qui provoqueront l'implosion au début des années 1990. La Russie et la Grèce soutiendront la Serbie orthodoxe, l'Allemagne et le Vatican la Croatie catholique, les pays musulmans (Arabie saoudite, Turquie, Émirats arabes, Tunisie, Pakistan, Iran, Malaisie, Bangladesh, Indonésie) la Bosnie musulmane. Dans ce conflit, où il n'y avait ni bons ni méchants, toutes les communautés seront manipulées, toutes commettront des massacres, toutes en seront victimes. À la fin, les perdants y seront, comme toujours, les plus

modestes.

Parfaitement conscientes de ce risque, les classes populaires pallient la désertion de leurs dirigeants en pratiquant l'évitement. En effet, si la guerre civile demeure toujours un risque, force est de constater que l'intensification des flux migratoires et les attentats de masse n'ont, pour l'heure, généré aucune violence généralisée ou actions de représailles massives. Ce constat ne signifie pas que les tensions soient inexistantes ni que les classes populaires aient renoncé à défendre leur capital social et culturel, mais qu'elles y répondent par une gestion subtile, notamment en réduisant les territoires de contact. Cette stratégie, qui explique l'ethnisation de certains territoires et la montée du communautarisme, conduit à un modèle aujourd'hui commun à l'ensemble des pays occidentaux : le vivre-ensemble séparé.

Parce que la bienveillance de la majorité n'est jamais acquise, toutes les classes populaires cherchent à rester ou à devenir majoritaires en pratiquant l'évitement. Ces stratégies résidentielles n'interdisent évidemment pas les ponts, les contacts et la fraternité, mais permettent de faire baisser les tensions. L'appel incessant, et quasi religieux, au « vivre-ensemble », qui retentit chaque jour dans les médias dominants n'a aucune prise sur la réalité de catégories qui, vivant le multiculturalisme à 1 000 euros par mois, cherchent à tout prix à éviter la guerre.

« L'entrée dans la mondialisation a changé tous les repères de la vie des sociétés. Elle crée partout une crise identitaire en relativisant la manière dont les identités collectives se sont définies jusqu'à présent. Toutes les sociétés se définissaient du dedans en référence à un passé qui leur servait de généalogie. Le récit national, c'est celui d'un arbre généalogique. Avec la mondialisation, l'axe de toutes les sociétés a basculé de l'histoire vers la géographie. On se définit désormais par la place qu'on occupe dans le monde, avec dans un premier temps l'oubli que cette place est fonction du passé. Mais, dans un second temps, cet oubli fait place à une exigence de redéfinition en fonction de cette situation nouvelle²⁴. » C'est donc aussi à partir des territoires que les classes populaires se redéfinissent en cherchant à préserver leur capital culturel.

Dans la plupart des territoires, le séparatisme social et culturel est aujourd'hui la norme, il provoque des mobilités résidentielles inédites dont les ressorts ne sont plus exclusivement économiques mais aussi culturels. Cette volonté d'éviter la guerre des yeux, ou pire l'affrontement, concerne tous les milieux populaires. Du « *white flight* » au « *jewish flight* » en passant par l'« *Arab flight* » ou le « *Chinese flight*²⁵ », toutes les communautés cherchent à répondre à l'insécurité culturelle et aux tensions, non par la guerre, mais par l'évitement résidentiel ou scolaire. Le *white flight* est en effet l'arbre qui cache la

forêt des pratiques d'évitement. En Seine-Saint-Denis, premier département d'accueil des flux migratoires, la population juive s'est réduite comme une peau de chagrin²⁶. Les Asiatiques, souvent ciblés par la délinquance qui sévit dans ces quartiers, cherchent eux aussi à éviter ou à quitter les quartiers sensibles. Plus généralement, la concentration des populations asiatiques dans des Chinatowns européens ou américains permet à cette minorité de répondre par avance à la question de la dépendance à la majorité par la concentration. C'est aussi l'instabilité démographique et l'insécurité culturelle qui en découlent qui poussent aujourd'hui les ménages issus de l'immigration maghrébine à éviter les quartiers où se concentre l'immigration africaine. Cet « *Arab flight* », porté notamment par la petite bourgeoisie maghrébine, est particulièrement actif en région parisienne dans les quartiers et collèges publics où se concentrent les populations issues de l'immigration subsaharienne. Dans un contexte d'instabilité démographique, personne ne souhaitera prendre le risque de devenir minoritaire, c'est-à-dire de dépendre d'une majorité dont la bienveillance n'est jamais acquise. Déménager d'un territoire où l'on est né, où l'on a ses habitudes, n'est jamais un acte irrationnel, c'est au contraire un arrachement qui est nourri par un diagnostic de sa situation sur le temps long. Ces stratégies dessinent une société populaire complexe et ambivalente (raciste le matin, fraternelle l'après-midi)²⁷ et contredit l'analyse binaire des classes dominantes (guerre ou paix).

Au vivre-ensemble, à cette indistinction des cultures populaires proposée par un monde d'en haut qui pratique, lui, depuis des décennies, la sécession territoriale et le grégarisme, les classes populaires opposent un irrédentisme culturel qui ne s'apparente pas à un bellicisme mais à une gestion culturelle du quotidien. Ces stratégies populaires, qui enterrent le rêve d'une société multiculturelle apaisée, renforceront un processus de distinction culturelle dans l'ensemble des milieux populaires quelles que soient leurs origines. Cette gestion pragmatique des tensions identitaires est l'un des indicateurs du mouvement réel de la société, un mouvement qui vient contredire tous les plans de la classe dominante en remplaçant les questions sociales et culturelles au cœur du débat.

Le mouvement réel de la société dans un cadre national

Pour le monde d'en haut, l'émergence des nouvelles classes populaires, majoritaires et périphériques est sans aucun doute la plus

mauvaise nouvelle de la mondialisation. Le massacre de l'ancienne classe moyenne n'a pas produit un monde sans classes. Il a au contraire activé un nouveau conflit d'intérêt fondé sur une nouvelle structuration sociale qui n'oppose pas seulement les riches aux pauvres, mais plus largement les nouvelles classes populaires aux nouvelles classes supérieures.

Si ce conflit n'a pas épousé les formes traditionnelles de la contestation sociale (mouvements sociaux de masse, révolution) et politique (émergence de partis contestataires de masse comme l'était hier le Parti communiste), il n'en est pas moins radical. Il aboutit aujourd'hui à l'effondrement du système politique traditionnel, et surtout à la fin de l'hégémonie culturelle du monde d'en haut.

Ce basculement confirme une chose : si les classes dominantes ont pu imposer un modèle économique et un système de représentations desquels les plus modestes ont disparu, elles n'ont pas pu influencer le mouvement réel de la société, celui du plus grand nombre, des catégories qui, *in fine*, prennent en charge le réel. Nos démiurges avaient oublié une chose : on peut imaginer le meilleur des mondes hors sol, fantasmer l'homme nouveau, mais à la fin, il faut bien qu'un ouvrier construise les routes, qu'une institutrice fasse l'école ou qu'un paysan cultive.

Sorties de la classe moyenne, les nouvelles classes populaires ne disparaîtront pas, elles continueront à défendre un capital social et culturel protecteur. Elles continueront donc à faire vivre des valeurs d'entraide et de solidarité, pas par idéologie, pas par adhésion politique à tel ou tel parti, mais pour défendre un bien commun qui conditionne leur existence. Marcel Gauchet rappelle que ce « populisme du peuple », qui s'exerce dans le cadre national, vise à « maîtriser son destin ». C'est « l'aspiration à une collectivité intégrée dans une société qui ne l'est plus du tout²⁸ ».

C'est ce mouvement réel de la société que les classes supérieures vont être amenées à réintégrer, non par altruisme, mais sous la contrainte d'un modèle à bout de souffle et de la poursuite du processus de régression sociale. Ses prochaines cibles : les catégories protégées, retraités et fonctionnaires.

Cette attaque des protégés est suicidaire. Quand le processus sera achevé, le roi sera nu, le monde d'en haut aussi. Structurellement minoritaires, les classes dominantes et supérieures n'auront plus d'autre choix que de réintégrer le mouvement de la société ou de disparaître.

Conclusion

Aidons-les à réintégrer la communauté nationale !

Ils vivent de plus en plus entre eux. Ils refusent de s'intégrer. Ils portent un discours d'ostracisation et parfois de haine à l'encontre des catégories qui ne partagent pas leur modèle et leurs valeurs. Ils nient l'existence d'une culture et d'une histoire communes en Occident. Ils refusent tous les modèles d'intégration et ne parlent même plus la langue commune. En quelques décennies, ces gens, ces asociaux, ces riches, ces classes dominantes et supérieures ont plongé les pays occidentaux dans le chaos de la société relative en abandonnant le bien commun. Il est temps de les réintégrer à la communauté nationale, au mouvement réel de la société, celui des classes populaires. Confronté à la perte de son hégémonie politique et culturelle mais aussi à l'essoufflement de son modèle économique et sociétal, le monde d'en haut doit reprendre le chemin de l'Histoire. Aidons-le !

Les vaines tentatives de reprise en main, de durcissement, la tentation sécuritaire, la création d'un ministère de la Vérité¹ (en juillet 2018, la France a adopté la loi controversée relative aux *fake news*) ou la bunkerisation du débat intellectuel ne changeront pas la donne. Le monde d'en haut, qui a déjà perdu son hégémonie culturelle, se fragilise désormais politiquement. Il n'a plus le choix. Soit il réintègre la communauté nationale en prenant en compte les aspirations du peuple, soit il disparaît.

Ce retour aux fondations², à cette « *common decency*³ » des plus modestes qui fait tant rire les « sociologues d'État⁴ », n'est pas une hypothèse mais une nécessité si l'on souhaite éviter les tensions et les violences, cette fameuse guerre civile que l'on fait semblant de redouter en favorisant son avènement. Ce retour au peuple, à la démocratie, est non seulement la seule voie de sortie d'un modèle qui

ne fait pas société, mais aussi la condition de l'élaboration d'un modèle écologique, social et politique durable. Aucun projet, aucune solution, ne pourront être élaborés sans ce préalable. L'enjeu n'est pas seulement moral et démocratique, il conditionne la survie des sociétés occidentales.

Mais, attention, ce retour aux fondations populaires, qui dessinera les contours d'une saine « alliance de classes », ne doit pas se confondre avec la mendicité. Les classes populaires n'ont pas pour projet de vie de mendier, de demander une aide sociale ou un revenu universel (aujourd'hui plébiscité par les milliardaires de la Silicon Valley, Mark Zuckerberg et Elon Musk en tête⁵), mais de vivre décemment d'un travail correctement rémunéré. La sociologue Elvire Bornand rappelle à ce titre « combien il est difficile de franchir un jour la porte d'un service d'aide et d'y faire la queue avec à la main une chemise remplie des justificatifs prouvant qu'on est désormais pauvre⁶ ». C'est d'ailleurs ce que confirme en France l'importance du non-recours aux aides sociales par des personnes qui y ont pourtant droit (cela concerne près de 34 % des personnes éligibles⁷). Ce rapport à l'aide sociale, qui n'est pas contradictoire avec un profond attachement des milieux populaires à un État-providence protecteur, dessine les lignes d'un modèle durable qui ne se confond pas avec la charité mais combine intégration économique et protection sociale. Il passe aussi par la prise en compte des réalités d'une société populaire de plus en plus sédentaire, de plus en plus dispersée sur des territoires périphériques, mais aussi de plus en plus attachée à son capital culturel et social.

L'enjeu n'est pas, n'est plus, de gérer la régression sociale mais de refaire société, pas par altruisme mais par nécessité. Ce modèle mondialisé, complexe, interdépendant et inégalitaire doit désormais cohabiter avec une société populaire plus égalitaire, où la gestion des ressources et du bien commun n'est pas une option, mais une obligation. Mais cette cohabitation ne sera possible qu'au prix d'une prise de conscience par les classes dirigeantes occidentales des limites du modèle. La crise du modèle métropolitain, quintessence de l'économie mondialisée, est un bon révélateur de son essoufflement.

Chômage⁸, saturation de l'espace, pollution, tensions identitaires : les métropoles souffrent aussi de ce que les géographes appellent les « déséconomies d'échelle⁹ » : coût du foncier plus élevé, perte de temps dans les transports, saturation de l'espace public, insécurité, etc. La combinaison de ces facteurs défavorables produit déjà ces effets : de nombreux ménages quittent les grandes villes à la recherche d'aménité¹⁰. Certaines métropoles, comme Paris, enregistrent des soldes migratoires de plus en plus négatifs : aujourd'hui, sept habitants sur dix souhaitent quitter la région-métropole parisienne¹¹ !

Parallèlement, de nombreux territoires ruraux voient leur population augmenter. Ainsi, et contrairement aux prédictions des experts, les agglomérations les plus peuplées ne sont pas automatiquement supérieures en termes d'attractivité, ni en termes d'innovation¹². L'idéologie ringarde de la métropolisation, du « *big is beautiful* », a vécu. Celle de l'hypermobilité aussi. Lucides sur l'impasse du modèle économique et territorial, de nombreux élus de la France périphérique cherchent à développer la gouvernance locale¹³. Plutôt que de réduire leur pouvoir, les gouvernements devraient renforcer leurs marges de manœuvre. Conscients de représenter une force de plus en plus incontournable, ces élus cherchent à peser politiquement. Les élus des territoires industriels en déclin songent désormais à s'organiser en lobby sur le modèle des métropoles¹⁴. Dans un contexte d'accentuation des fractures entre gagnants et perdants, ces initiatives visent à rééquilibrer les rapports de puissance et de pouvoir entre territoires. Un rééquilibrage d'autant plus nécessaire qu'il conditionne aussi la réponse à la crise environnementale.

Partout dans le monde la raréfaction des ressources et la pression démographique posent la question des limites écologiques du modèle. En 2017, le Global Footprint Network¹⁵ estimait que nous avions désormais besoin de 1,7 planète pour assouvir nos besoins¹⁶. Cet institut publie chaque année le « Earth overshoot day », le « jour du dépassement », celui où nous avons consommé toutes les ressources naturelles que la planète peut produire en une année, et qui, d'année en année, survient toujours plus tôt. L'heure est au développement durable, à la relocalisation des activités, à la baisse de la mobilité, ni par idéologie ni par passéisme, mais simplement parce que les contraintes économiques, écologiques et sociales nous l'imposent.

Horizon indépassable hier, l'urbanisation est elle aussi soumise à la question. Le géographe Gérard-François Dumont¹⁷, qui a alerté très tôt sur l'impasse de la métropolisation, observe désormais un processus de ralentissement urbain qui pourrait annoncer un changement de paradigme. En Amérique latine, les taux de croissance des grandes villes se sont considérablement tassés sous le double effet du ralentissement économique et du tarissement de l'émigration rurale. Mexico, dont la croissance linéaire était envisagée dans les années 1990 avec des prévisions à 31 millions d'habitants en 2000, devait devenir la ville la plus peuplée du monde. Il a fallu réviser ces chiffres. En 2016, l'agglomération ne comptait « que » 21,2 millions d'habitants, soit 10 millions de moins que le chiffre annoncé ! Le géographe rappelle par ailleurs que, dans l'Histoire, la décroissance urbaine n'est pas un processus nouveau, elle a déjà été observée à maintes reprises dans des périodes d'attractivité, dans de nombreuses petites villes ou villes moyennes, mais aussi dans des grandes

agglomérations comme Londres (de 1950 à 1972) ou New York (entre 1970 et 1980).

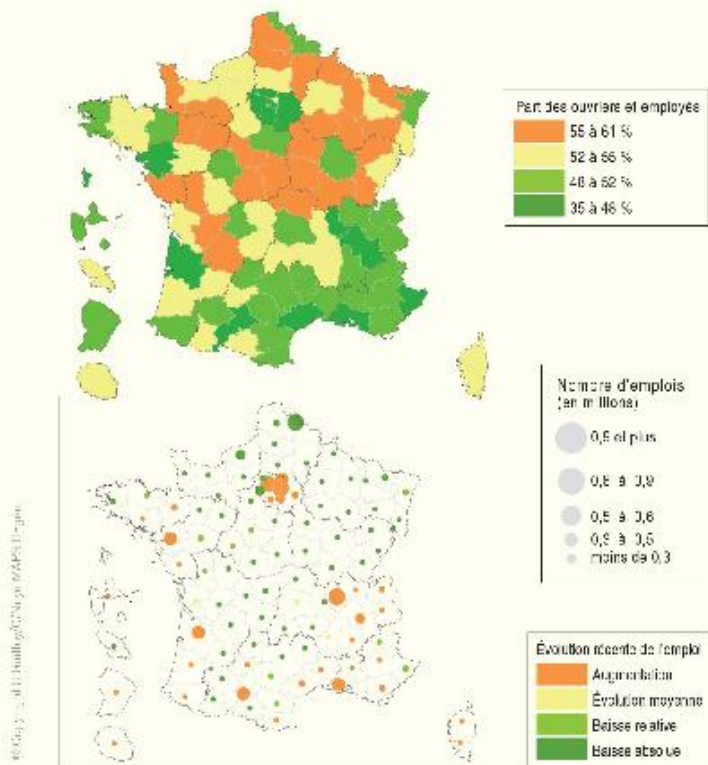
La crise du modèle territorial révèle l'affaissement d'un modèle qui a échoué sur l'essentiel : faire société. Au rythme d'une régression sociale qui s'accroît, la prise de conscience se généralise. Après la classe ouvrière, les classes populaires, les anciennes classes moyennes, ce sont désormais les catégories protégées (retraités, fonctionnaires), rejointes par un nombre croissant de jeunes diplômés¹⁸, qui fragilisent l'édifice. Ce mouvement ne s'arrêtera pas, nous sommes entrés dans un processus qui conduira à un changement de paradigme économique, social et culturel et à un basculement des rapports de forces.

Sans repère culturel ou politique, sans attache territoriale, le monde d'en haut est dans l'impasse, perdu. Il doute¹⁹. Il faut l'aider. Aider les élites américaines à comprendre que les ouvriers ne sont pas tous des déplorables, aider les élites françaises à saisir que les classes populaires ne sont pas que de méprisables « sans-dents », aider les riches, le monde des médias, les universitaires à retrouver le chemin de la paix avec les plus modestes. Au ^{xxi}^e siècle, les classes dominantes et supérieures occidentales doivent enfin apprendre à vivre ensemble, avec leur peuple. Il en va de la survie des sociétés occidentales ; il en va de leur propre existence.

LE MONDE DES PÉRIPHÉRIES A ÉMERGÉ

Pour la première fois dans l'histoire, les classes populaires, qui constituaient hier le socle de la classe moyenne occidentale, vivent à l'écart des territoires qui créent l'emploi. Dans tous les pays occidentaux, c'est sur ces territoires périphériques et majoritaires que la dynamique populiste puise ses ressorts. (Voir « à propos des crises », p. 229.)

FRANCE: La faiblesse de la création d'emplois sur les territoires de la France périphérique: petites villes et une majorité des villes moyennes et secteurs ruraux.

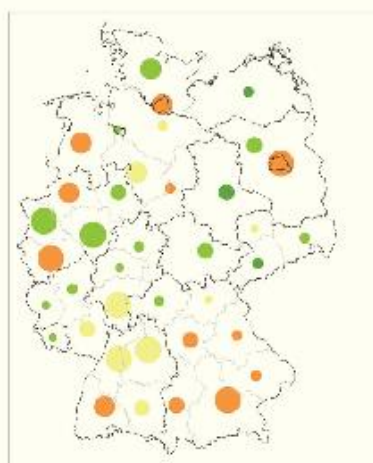
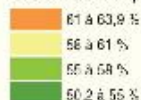


Carlo OSP Sources : R³ NSCL - 2013
 Carlo Amol Sources : R³ NSCL - 2013
 Fondo de Carlo : C. G. M. M. M. - 2013

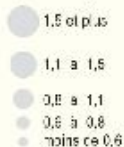
ALLEMAGNE : Les territoires populaires, notamment de l'Est, et les territoires les plus éloignés des grandes villes, enregistrent, en moyenne, les plus faibles créations d'emplois.



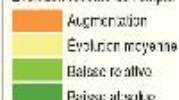
Taux ouvriers et employés



Nombre d'emplois
(en millions)



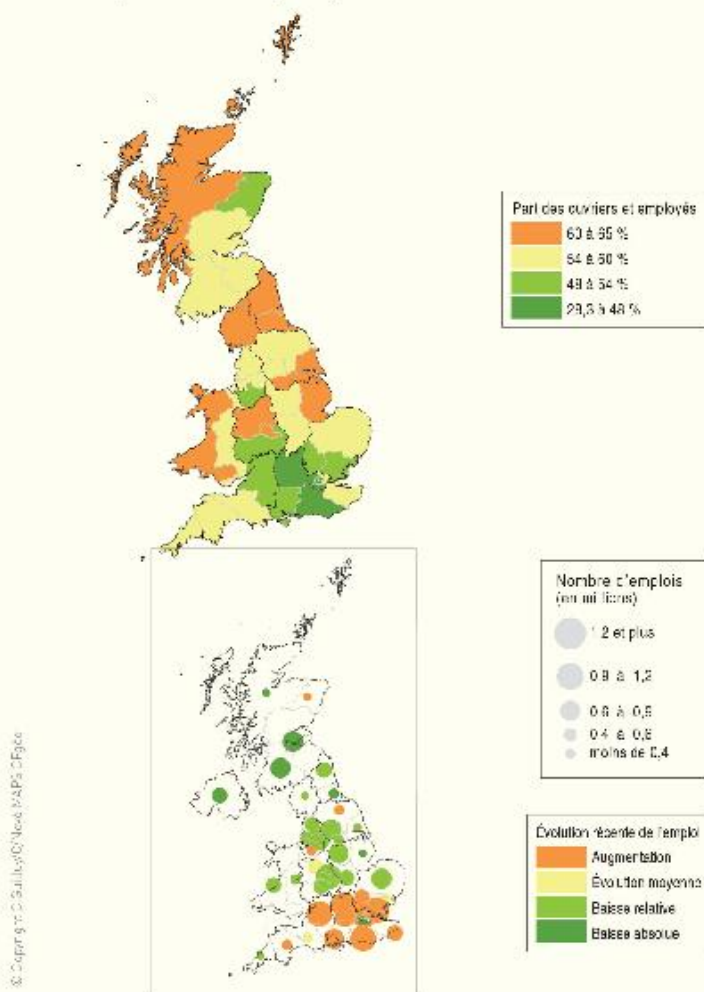
Évolution récente de l'emploi



© Copyright © Du Marzillat MAPS OF Géo

Centre CSP Sources : Union Européenne – Eurostat - 2011
Centre Emploi Sources : Union Européenne – Eurostat - 2011
Tous droits réservés © Union Européenne – Eurostat - 2011

**GRANDE-BRETAGNE : Concentration de la création d'emplois
dans le Grand Londres et surreprésentation des classes populaires
dans les régions les moins dynamiques.**



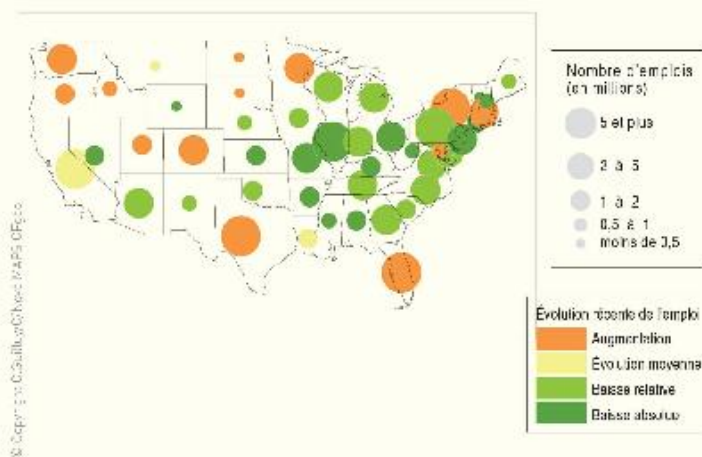
© Copernic, C. Sullivan/CSI, New VAP, C. Fyfe

Carte CSP Sources : Union Européenne - Eurostat - 2011

Carte Emploi Sources : Union Européenne - Eurostat - 2011

Forces de couleur : © Union Européenne - Eurostat - 2011

ÉTATS-UNIS : La faiblesse de la création d'emplois sur les territoires où se concentrent ouvriers et employés, notamment dans la Rust Belt, les États du Sud et, plus généralement, dans les territoires les plus éloignés des grandes villes.



Source CSP Sources : United States Census Bureau - 2015
 Source Emploi Sources : United States Census Bureau - 2015
 Icones de carte : © United States Census Bureau - 2015

À propos des cartes

Les territoires de représentation correspondent à la nomenclature niveau NUTS 2 (Nomenclature des unités territoriales statistiques : il s'agit d'un découpage territorial destiné à faciliter les comparaisons entre pays, ou entre régions, d'un même ensemble) de l'Union Européenne (infra-régionale) et aux États pour les États-Unis. Les échelles de représentation sont donc différentes notamment entre les pays européens et les États-Unis, la taille des États américains étant beaucoup plus vaste que celles des découpages européens (NUTS 2). Au sein des pays européens, les échelles de représentation sont également variables car elles s'appuient sur les découpages institutionnels propres à chaque pays.

Pour les cartes sur les catégories socio-professionnelles, les données sont de 2015 pour les États-Unis, 2013 pour la France et 2011 pour l'Allemagne et le Royaume-Uni.

Pour les cartes sur l'emploi, les données sont de 2016 et les évolutions portent sur la période 2008-2016. Pour les trois pays européens, les données sont de 2015 et les évolutions portent sur la période 2007-2015.

Les nomenclatures des catégories socio-professionnelles ne sont pas harmonisées au niveau international. Les regroupements pour réaliser les cartes s'appuient donc sur des catégories différentes selon les pays.

Pour la France, les catégories ouvriers et employés sont incluses dans la nomenclature du recensement.

Pour l'Allemagne et le Royaume-Uni, les données sont produites par Eurostat. Pour obtenir la catégorie « ouvrier et employés » ont été regroupés : OC4 – *Employés de type administratif* / OC5 – *Personnel des services directs aux particuliers, commerçants et vendeurs* / OC7 – *Métiers qualifiés de l'industrie et de l'artisanat* / OC8 – *Conducteurs d'installations et de machines, et ouvriers de l'assemblage* / OC9 – *Professions élémentaires*.

Pour les États-Unis, les nomenclatures s'appuient sur des niveaux de

qualification. Ont été regroupées les catégories des métiers de faibles qualifications dans le tertiaire et l'industrie. Dans le recensement américain, ces catégories sont : *Sales workers / Administrative support workers / Craft workers / Operatives / Laborers and helpers / Service workers*.

TABLE

Introduction

Première partie - Sur les ruines de la classe moyenne, le monde des périphéries a émergé

- 1 - Le monde des périphéries a émergé
- 2 - Le temps de la sortie de la classe moyenne
- 3 - Qui veut être un déplorable ?

Deuxième partie - No Society

- 1 - Le repli d'une bourgeoisie asociale
- 2 - L'abandon du bien commun
- 3 - Le chaos tranquille ou la société relative

Troisième partie - Le *soft power* des classes populaires

- 1 - Un « *heartland* » populaire ou l'inversion des notions de puissance et de pouvoir
- 2 - Ni guerre ni paix : la résistance au déni des cultures

Conclusion - Aidons-les à réintégrer la communauté nationale !

À propos des cartes



Flammarion

1. Premier ministre britannique du 4 mai 1979 au 28 novembre 1990.

[▲ Retour au texte](#)

2. Entretien dans le magazine britannique *Woman's Own*, 31 octobre 1987.

[▲ Retour au texte](#)

3. Christopher Lasch, *La Révolte des élites et la Trahison de la démocratie*, Champs-Flammarion, 2010.

[▲ Retour au texte](#)

1. Julien Damon, *Les Classes moyennes*, PUF, 2014.

[▲ Retour au texte](#)

2. La novlangue (« *newspeak* ») est la langue officielle d'Océania dans *1984* de George Orwell, publié en 1949. Elle vise, à partir de la réduction des mots, à réduire les concepts et donc la pensée.

[▲ Retour au texte](#)

3. Jean-Claude Michéa, *Notre ennemi, le capital*, « Climats », Flammarion, 2017.

[▲ Retour au texte](#)

4. Yves Lacoste, *La géographie, ça sert d'abord à faire la guerre*, La Découverte, 2014.

[▲ Retour au texte](#)

5. Concept élaboré par Laurent Chalard, géographe à l'European Centre for International Affairs (ECIA).

[▲ Retour au texte](#)

6. C'est en septembre 2016 que la candidate démocrate Hillary Clinton qualifie pour la première fois l'électorat de Trump de « *basket of deplorables* », « panier de gens déplorables », « des racistes, sexistes, homophobes, xénophobes, islamophobes, choisissez ! ». Comprenant très rapidement son erreur, la candidate démocrate s'excusera, mais cela ne l'empêchera pas de s'effondrer dans les sondages. Cette sortie ne faisait que confirmer un profond mépris de classe des classes dirigeantes occidentales pour ce que François Hollande appelait déjà les « sans-dents ».

[▲ Retour au texte](#)

1. *Comment une politique de rénovation peut aboutir à une déstructuration physique, sociale et sociologique d'un espace ?*, mémoire de géographie urbaine, Paris 1-Sorbonne, 1986.

[▲ Retour au texte](#)

2. Christophe Guilluy, *Atlas des fractures françaises*, L'Harmattan, 2000.

[▲ Retour au texte](#)

3. Voir note 2 p. 18.

[▲ Retour au texte](#)

4. Christophe Guilluy, « La France périphérique délaissée », *Libération*, 1^{er} octobre 2003.

[▲ Retour au texte](#)

5. Christophe Noyé et Christophe Guilluy, *Atlas des nouvelles fractures sociales*, Autrement, 2004.

[▲ Retour au texte](#)

6. Concept élaboré au début des années 2000 pour analyser les ressorts des demandes de changements d'attribution dans les quartiers de logements sociaux où l'instabilité démographique était forte. Voir *La France périphérique*, Champs-Flammarion, 2015.

[▲ Retour au texte](#)

7. Jérôme Fourquet, Ifop, *Focus*, n° 148, 2017.

[▲ Retour au texte](#)

8. Freiheitliche Partei Österreichs, le Parti de la liberté d'Autriche.

[▲ Retour au texte](#)

9. Partij voor de Vrijheid, le Parti pour la liberté de Geert Wilders.

[▲ Retour au texte](#)

10. David Goodhart décrit une nouvelle fracture entre des peuples de « quelque part » contre des « gens de n'importe où » (« Somewheres » versus « Anywheres »), *The Road to Somewhere : The New Tribes Shaping British Politics*, Penguin Books, 2017.

[▲ Retour au texte](#)

11. « Dynamique de l'emploi et des métiers : quelle fracture territoriale ? », France Stratégie, note d'analyse n° 64, novembre 2017.

[▲ Retour au texte](#)

12. Selon Meilleursagents.com, « Immobilier : la France, un marché plus que jamais à deux vitesses », cité par *Le Figaro*, 4 janvier 2018.

[▲ Retour au texte](#)

13. Le géographe Gérard-François Dumont a montré à ce titre le rôle déterminant de la gouvernance locale et de l'innovation endogène, *Les Territoires français : diagnostic et gouvernance*, Armand Colin, 2018.

[▲ Retour au texte](#)

14. Expression du candidat Emmanuel Macron à Clermont-Ferrand, le 10 janvier 2017.

[▲ Retour au texte](#)

15. GAFAM est l'acronyme des géants du Web américain : Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft. BATX est l'acronyme des géants du Web chinois : Baidu, Alibaba, Tencent, Xiaomi.

[▲ Retour au texte](#)

16. J. D. Vance, *Hillbilly Élégie*, Globe, 2017.

[▲ Retour au texte](#)

17. Emmanuel Macron, *Révolution*, XO, 2016, p. 153 et 158.

[▲ Retour au texte](#)

18. « Migrants : l'histoire d'un changement de pied de Macron », *Les Échos*, 21 décembre 2018 ; Gérard Collomb, ministre de l'Intérieur : « On ne peut accueillir tout le monde [...] ou alors il faudrait construire des villes comme Lyon », RTL, 18 décembre 2017.

[▲ Retour au texte](#)

19. « Les Britanniques ne regrettent pas le Brexit », Philippe Bernard, *Le Monde*, 1^{er} février 2018.

[▲ Retour au texte](#)

1. Jean-Marc Zaninetti, « Les six France de l'emploi : bouleversements économiques dans les territoires », *Population et avenir*, n° 737, mars-avril 2018.

[▲ Retour au texte](#)

2. L'expression « économie présentielle » a été élaborée par Laurent Davezies et Christophe Terrier. Elle est fondée sur l'idée que la population qui réside sur un territoire génère une activité économique en même temps que des besoins de services, c'est le cas par exemple des retraités.

[▲ Retour au texte](#)

3. Jean-Marc Zaninetti, « Les six France de l'emploi : bouleversements économiques dans les territoires », *op. cit.*

[▲ Retour au texte](#)

4. « Le rythme des fermetures d'agences bancaires doit quadrupler en France », *Les Échos*, 15 avril 2018.

[▲ Retour au texte](#)

5. Brazil, Russia, India, China, South Africa.

[▲ Retour au texte](#)

6. Le principe de la courbe de l'éléphant : la moitié la plus pauvre de la population mondiale a ainsi vu son revenu augmenter de manière significative grâce à la forte croissance de l'Asie. Tandis que le 1 % des individus les plus riches ont capté deux fois plus de croissance que les 50 % du bas et quatre fois plus que la classe moyenne mondiale (qui comprend notamment les classes populaires occidentales).

[▲ Retour au texte](#)

7. « Les inégalités dans le monde, en hausse depuis quarante ans », *Le Monde*, 14 décembre 2017 et T. Piketty, F. Alvaredo, L. Chancel, E. Saez, G. Zucman, *Rapport sur les inégalités mondiales*, Le Seuil, 2018.

[▲ Retour au texte](#)

8. T. Piketty, F. Alvaredo, L. Chancel, E. Saez, G. Zucman, *Rapport sur les inégalités mondiales*, op. cit.

[▲ Retour au texte](#)

9. Cité par Emmanuel Levy dans *Marianne*, « Les nouveaux aristocrates », 1^{er} mai 2014.

[▲ Retour au texte](#)

10. « Une majorité de ménages en stagnation », www.agefi.com, 19 juillet 2016.

[▲ Retour au texte](#)

11. « 18 % des Français sont chômeurs, en sous-emploi ou découragés de chercher un poste », *Le Figaro économie*, 17 août 2017.

[▲ Retour au texte](#)

12. « Le calcul du chômage aux USA », France Info, 24 novembre 2016.

[▲ Retour au texte](#)

13. « Un taux de chômage plus élevé aux États-Unis qu'en France ? », <https://blogs.alternatives-économiques.fr>, 20 mai 2015.

[▲ Retour au texte](#)

14. 5 millions de pauvres si l'on fixe le seuil de pauvreté à 50 % du niveau de vie médian et 8,9 millions si l'on utilise le seuil de 60 %, selon les données 2015 de l'Insee. En France, selon le seuil de pauvreté, un individu est considéré comme pauvre quand ses revenus mensuels sont inférieurs à 846 euros (seuil à 50 % du revenu médian) ou 1 015 euros (seuil à 60 %), Observatoire des inégalités, septembre 2017.

[▲ Retour au texte](#)

15. Observatoire des inégalités, octobre 2017.

[▲ Retour au texte](#)

16. « Près de 46 millions d'Américains vivent grâce à des bons alimentaires », *Le Monde*, 5 août 2011.

[▲ Retour au texte](#)

17. Nicolas Sarkozy, lors de sa campagne électorale en 2007.

[▲ Retour au texte](#)

18. *La Tribune*, 31 janvier 2018.

▲ [Retour au texte](#)

19. <http://ec.europa.eu/eurostat/web/main/home>.

▲ [Retour au texte](#)

20. « En 2013, l'Institut économique Molinari chiffrait à 219,2 milliards d'euros le marché souterrain de la drogue, soit... 10,8 % du PIB », *Le Figaro*, 31 janvier 2018.

[▲ Retour au texte](#)

21. J. D. Vance, *Hillbilly Élégie*, op. cit.

[▲ Retour au texte](#)

22. Étude réalisée par deux économistes de l'université de Princeton (New Jersey, États-Unis), Angus Deaton et Anne Case, *Le Monde*, 3 novembre 2015.

[▲ Retour au texte](#)

23. Centres de contrôle et de prévention des maladies.

[▲ Retour au texte](#)

24. Selon plusieurs sources, environ 2 millions d'Américains sont désormais dépendants aux opiacés. Il s'agit d'une catégorie de stupéfiants comprenant des médicaments analgésiques délivrés sur ordonnance, tels que l'oxycontin et le fentanyl, ainsi que l'héroïne, souvent mélangée à des substances de synthèse.

[▲ Retour au texte](#)

25. Institut de recherche et documentation en économie de la santé.

[▲ Retour au texte](#)

26. Insee, *Tableaux de l'économie française*, 2016.

[▲ Retour au texte](#)

27. Mutualité sociale agricole.

[▲ Retour au texte](#)

28. « Taux de suicide des agriculteurs », rapport du Sénat, janvier-février 2017.

[▲ Retour au texte](#)

29. Sorti en 2016, le film de Ken Loach, *Moi, Daniel Blake*, montrait comment un chômeur de cinquante-neuf ans souffrant d'insuffisance cardiaque était (mal)traité par les services sociaux britanniques.

[▲ Retour au texte](#)

30. Au cœur de l'Angleterre périphérique, le scandale de Telford a révélé l'ampleur de la lente déshérence des services publics et sociaux anglais enclenchée dès les années 1980 par Margaret Thatcher, voir *Le Monde*, 19 mars 2018.

[▲ Retour au texte](#)

31. Il s'inquiète notamment de la dématérialisation de certains services publics.

[▲ Retour au texte](#)

32. www.amrf.fr.

[▲ Retour au texte](#)

33. « Grèce : les suicides ont augmenté fortement avec l'austérité », *La Tribune*, 3 février 2015.

[▲ Retour au texte](#)

34. Selon Eurostat, en 2017, la dette publique par habitant était évaluée à 33 000 euros en France, soit un endettement supérieur à celui des Grecs (29 000 euros) ! (Voir « Dette publique des États en 2017 ».)

[▲ Retour au texte](#)

35. La dette totale des Américains (immobilier, prêts étudiants, cartes de crédit, prêts auto) s'élevait à près de 13 000 milliards de dollars en 2017. Voir « États-Unis : les défauts sur les cartes de crédit continuent d'augmenter », *Les Échos*, 31 janvier 2018 ; « La dette des ménages américains dépasse son record de 2008 », *La Tribune*, 16 août 2017.

[▲ Retour au texte](#)

36. « La menace des “subprimes” automobiles grandit », *Les Échos*, 15 novembre 2017.

[▲ Retour au texte](#)

37. « Les propriétaires de moins en moins nombreux au Royaume-Uni, aux États-Unis et en Espagne », *L'Obs*, 27 juin 2012.

[▲ Retour au texte](#)

38. Entre 2016 et 2060, l'âge moyen de la population française passera de 41 à 45 ans et une personne sur trois sera âgée de plus de 60 ans, *Tableaux de l'économie française*, Insee, 2016.

[▲ Retour au texte](#)

39. Selon le service statistique du ministère des Affaires sociales (Drees).

[▲ Retour au texte](#)

40. Insee, *Tableaux de l'économie française*, 2016.

[▲ Retour au texte](#)

41. « En Allemagne, les retraités sont les grands oubliés des années Merkel », *La Croix*, 3 septembre 2017.

[▲ Retour au texte](#)

42. Serge Guérin, *Silver génération*, Michalon, 2015.

[▲ Retour au texte](#)

43. « La géographie de l'ascension sociale », note d'analyse de France Stratégie, n° 36, novembre 2015.

[▲ Retour au texte](#)

44. Fondée en 2016 par Salomé Berlioux, cette association vise, grâce à un système de parrainage, à informer et accompagner les jeunes éloignés des grandes agglomérations.

[▲ Retour au texte](#)

45. J. D. Vance, *Hillbilly Élégie*, *op. cit.*

[▲ Retour au texte](#)

46. Salomé Berlioux, *Le Figaro*, 23 mars 2018.

[▲ Retour au texte](#)

47. Observatoire de la vie étudiante : www.ove-national.education.fr.

[▲ Retour au texte](#)

48. « White working-class boys in England “need more help” to go to university », *The Guardian*, 10 mai 2018.

[▲ Retour au texte](#)

1. Voir note 1 p. 19-20.

[▲ Retour au texte](#)

2. Dans son entretien avec les journalistes Gérard Davet et Fabrice Lhomme, François Hollande révèle sa pensée sur l'islam, les migrants et la partition. Après avoir précisé qu'il y avait « un problème avec l'islam » et qu'on ne pouvait « continuer à avoir des migrants qui arrivent sans contrôle », l'ancien président évoque la sécession des territoires : « Comment éviter la partition ? Car c'est quand même ça qui est en train de se produire : la partition », dans *Un président ne devrait pas dire ça...*, Stock, 2016.

[▲ Retour au texte](#)

3. Voir Michèle Tribalat, *Assimilation : la fin du modèle français*, L'Artilleur, 2017.

[▲ Retour au texte](#)

4. Mathieu Bock-Côté, *La Dénationalisation tranquille*, Boréal, 2008.

[▲ Retour au texte](#)

5. Film américain réalisé par John Boorman, 1972.

[▲ Retour au texte](#)

6. *Dupont Lajoie*, film français réalisé par Yves Boisset, 1975.

[▲ Retour au texte](#)

7. *Les Deschiens*, créés par Jérôme Deschamps et Macha Makeïeff, Canal+, 1993.

[▲ Retour au texte](#)

8. Pascal Bruckner, *Le Sanglot de l'homme blanc*, Le Seuil, 2002.

[▲ Retour au texte](#)

9. La mise en avant des minorités offre en effet une caution « sociale » à un modèle qui exclut la majorité des classes populaires. Cette instrumentalisation s'accompagne d'un *diversity business* très lucratif porté notamment par les grandes entreprises.

[▲ Retour au texte](#)

10. Christophe Guilluy, *Le Crépuscule de la France d'en haut*, Flammarion, 2016.

[▲ Retour au texte](#)

11. Angela Merkel, octobre 2010 et David Cameron, février 2011.

[▲ Retour au texte](#)

12. Un processus conceptualisé en 2011 par le think tank Terra Nova, inspirateur de la campagne présidentielle de François Hollande.

[▲ Retour au texte](#)

13. Le terme de « *white flight* » (ou « fuite des Blancs ») est né aux États-Unis dans les années 1960.

[▲ Retour au texte](#)

14. Le « *white trash* », c'est-à-dire le déchet ou la raclure blanche, est un terme éminemment péjoratif inventé au XIX^e siècle pour désigner les Blancs pauvres et sans éducation.

[▲ Retour au texte](#)

1. « Il y a une guerre des classes, c'est un fait. Mais c'est ma classe, la classe des riches, qui mène cette guerre et qui est en train de la gagner », Warren Buffett sur la chaîne de télévision américaine CNN en 2005.

[▲ Retour au texte](#)

1. L'individualisme et le désintérêt pour le monde d'en bas peuvent prendre des formes extrêmes dans une fraction de l'élite mondialisée qui, aujourd'hui, parie sur la révolution de l'intelligence artificielle et le transhumanisme pour initier la rupture finale. Dans ce nouveau monde, les classes dominantes pourraient achever le processus de sécession initié dans les années 1980 en renforçant leur domination, notamment par le contrôle de l'intelligence.

[▲ Retour au texte](#)

2. Christopher Lasch, *La Culture du narcissisme* et *La Révolte des élites*, Champs-Flammarion, 2008 et 2010.

[▲ Retour au texte](#)

3. Christophe Guilluy, *Atlas des fractures françaises*, op. cit.

[▲ Retour au texte](#)

4. Emmanuel Macron recueille 76 % des voix du second tour à Versailles.

[▲ Retour au texte](#)

5. Jean-Claude Michéa, entretien avec Laetitia Strauch-Bonart, « Peut-on être libéral et conservateur ? », *Le Figaro*, 12 janvier 2017.

[▲ Retour au texte](#)

6. Ipsos/Steria, sondage réalisé du 4 au 6 mai 2017 pour France Télévisions, Radio France, LCP-Public Sénat, *Le Monde*, *Le Point* et RFI-France 24.

[▲ Retour au texte](#)

7. Natacha Polony et le Comité Orwell, *Bienvenue dans le pire des mondes*, Plon, 2016.

[▲ Retour au texte](#)

8. Jean-Claude Michéa, *Notre ennemi, le capital*, op. cit.

[▲ Retour au texte](#)

9. « Une approche de la qualité de vie dans les territoires », Insee, 8 octobre 2014.

[▲ Retour au texte](#)

10. Voir note 2 page 18.

[▲ Retour au texte](#)

11. Christophe Guilluy, *Le Crépuscule de la France d'en haut*, op. cit.

[▲ Retour au texte](#)

12. Total, Areva, Air France, le groupe Casino, Suez et même Microsoft font partie des généreux donateurs.

[▲ Retour au texte](#)

13. « L'argument d'autorité consiste à invoquer une autorité lors d'une argumentation, en accordant de la valeur à un propos en fonction de son origine plutôt que de son contenu », Larousse.

[▲ Retour au texte](#)

14. « The invisible hand of the market », expression forgée par le philosophe et économiste écossais Adam Smith en 1755 qui désigne la théorie selon laquelle l'action individuelle des acteurs économiques contribuerait à la richesse et au bien commun.

[▲ Retour au texte](#)

15. « Automatisation, numérisation et emploi », Conseil d'orientation pour l'emploi, janvier 2017

[▲ Retour au texte](#)

16. Michèle Tribalat et Bernard Aubry, « Les concentrations ethniques en France : évolution 1968-2005 », Espace populations sociétés, 2011, mis en ligne le 31 décembre 2013, <http://journals.openedition.org/eps/4663>.

[▲ Retour au texte](#)

17. Ou la « partition » selon François Hollande dans *Un président ne devrait pas dire ça...*, Gérard Davet et Fabrice Lhomme, *op. cit.*

[▲ Retour au texte](#)

18. Expression du géographe Gérard-François Dumont.

[▲ Retour au texte](#)

19. Par peur d'être taxé de populisme, on soulignera prudemment l'émiettement de la classe moyenne, jamais sa disparition.

[▲ Retour au texte](#)

20. Christophe Guilluy, *Atlas des fractures françaises*, op. cit.

[▲ Retour au texte](#)

21. De 15 à 32,6 % à Lyon, de 14,7 à 30,9 % à Toulouse, de 14,7 % à 27,6 % à Nantes. En 2011, 85 % des ingénieurs de l'informatique, 75 % des professionnels de l'information et de la communication et 69 % du personnel d'étude et de recherche se concentraient dans les dix premières aires urbaines (France Stratégie, novembre 2017).

[▲ Retour au texte](#)

22. « Dynamique de l'emploi dans les métropoles et les territoires avoisinants », France Stratégie, novembre 2017.

[▲ Retour au texte](#)

23. Par exemple, sous prétexte de préserver un « mieux vivre ensemble » et de freiner la gentrification, Barcelone fait la chasse aux touristes (de masse, pas celui des élites), les Bordelais font la chasse aux Parisiens. Et « Paris ville ouverte » supplie maintenant l'État de réguler les flux de migrants. En mai 2018, Gérard Collomb, ministre de l'Intérieur, soulignait que « 40 % de la demande d'asile en France concernait l'Île-de-France mais que Paris ne proposait que 2 % des places d'hébergement pour demandeurs d'asile. Et, lors des précédentes évacuations, les migrants ont été évacués vers la périphérie parisienne ou dans les départements », *Le Parisien*, 23 mai 2018.

[▲ Retour au texte](#)

24. « United Cities and Local Governments » : cette organisation a été fondée en 2004 à Barcelone. Regroupant villes, gouvernements locaux et régionaux et associations, on estime qu'il s'agit de la plus grande organisation de gouvernements infranationaux au monde.

[▲ Retour au texte](#)

25. Laurent Davezies, *Le Nouvel Égoïsme territorial. Le grand malaise des nations*, Le Seuil, 2015.

[▲ Retour au texte](#)

26. Laurent Chalard, « Pourquoi les JO devraient être l'occasion de supprimer la municipalité de Paris », Atlantico.fr, 14 septembre 2017.

[▲ Retour au texte](#)

27. « “Catalogne espagnole” ou “No pasarán” : le référendum divise aussi Madrid », *Le Point*, 1^{er} octobre 2017.

[▲ Retour au texte](#)

28. En France, la poussée des votes nationalistes en Catalogne puis en Corse a été analysée comme une montée inexorable des régionalismes à l'ère de la globalisation. Si la volonté des électeurs de dégager les vieux partis est commune aux deux régions, les ressorts de ce vote révèlent deux réalités sociales, géographiques et culturelles inverses. Contrairement à la Catalogne, la Corse est une région pauvre, elle ne possède pas de métropoles et est au contraire caractéristique des territoires de la France périphérique. À l'écart des zones d'emplois les plus actives et intégrées à l'économie-monde, la Corse se distingue par sa fragilité économique et sociale. Si la Catalogne métropolitaine et une Corse périphérique enregistrent une poussée nationaliste, les ressorts sont diamétralement opposés. Si le processus indépendantiste catalan nous parle surtout de la sécession des élites et du soutien des bourgeoisies au modèle libéral mondialisé, la poussée nationaliste corse s'inscrit dans une volonté des élites corses de répondre à l'insécurité sociale et culturelle des classes populaires corses.

[▲ Retour au texte](#)

29. En 2014, Mark Zuckerberg a acheté 144 hectares sur l'île de Kauai, dans l'archipel d'Hawaïi, pour 66 millions de dollars ; *Le Point*, 3 octobre 2014.

[▲ Retour au texte](#)

1. « Après la perte de la souveraineté monétaire, la perte de la souveraineté budgétaire », intervention de Jean-Pierre Chevènement, 14 juin 2011.

[▲ Retour au texte](#)

2. La loi n° 73-7 du 3 janvier 1973 modifie le statut de la Banque de France et précise notamment les conditions autorisant l'État à emprunter à la Banque de France.

[▲ Retour au texte](#)

3. Discours du Bourget, 22 janvier 2012.

[▲ Retour au texte](#)

4. Voir note 1 p. 81-82.

[▲ Retour au texte](#)

5. Noam Chomsky, *Requiem pour le rêve américain*, « Climats », Flammarion, 2017.

[▲ Retour au texte](#)

6. « La faillite de l'État en Seine-Saint-Denis », *Le Monde*, 3 juin 2018.

[▲ Retour au texte](#)

7. « 70 % des Français se disent attachés aux services publics de proximité et autant sont opposés à leur transfert vers le secteur privé », Ifop pour la Mutuelle Nationale Territoriale, février 2017.

[▲ Retour au texte](#)

8. Dans *La Gazette des communes*, 1^{er} décembre 2017.

[▲ Retour au texte](#)

9. « Le FMI alerte sur le niveau record de la dette mondiale », *La Tribune*, 18 avril 2018.

[▲ Retour au texte](#)

10. Y compris en refusant ou en freinant l'application des résultats des urnes (du référendum européen de 2005 aux élections italiennes de 2018, en passant par le Brexit).

[▲ Retour au texte](#)

11. « L'inquiétant déclin de la richesse publique », *Le Monde*, 14 décembre 2017.

[▲ Retour au texte](#)

12. Au sein de laquelle la privatisation des aéroports, des autoroutes, du rail ou de la distribution de l'eau se poursuit tranquillement.

[▲ Retour au texte](#)

13. T. Piketty, F. Alvaredo, L. Chancel, E. Saez, G. Zucman, *Rapport sur les inégalités mondiales*, op. cit.

[▲ Retour au texte](#)

14. « L'attitude à l'égard de l'immigration et la crise des réfugiés dans le monde », Ipsos Global Advisor, septembre 2017.

[▲ Retour au texte](#)

15. En France, la politique de la Ville est ainsi perçue dans l'opinion comme une politique de redistribution vers les populations immigrées.

[▲ Retour au texte](#)

16. Robert Putnam, *Bowling Alone : The Collapse and Revival of American Community*, Simon and Schuster, 2000.

[▲ Retour au texte](#)

17. Professeur à l'université de Chicago ; voir son ouvrage intitulé *Immigration Economics* (Harvard University Press, 2014).

[▲ Retour au texte](#)

18. « Données récentes sur les migrations en Suède », www.micheletribalat.fr, août 2017.

[▲ Retour au texte](#)

19. 17 % si on ne comptabilise que la population née à l'étranger, donc sans la deuxième génération (contre 11 % en France).

[▲ Retour au texte](#)

20. « Données récentes sur les migrations en Suède », *op. cit.*

[▲ Retour au texte](#)

21. Assar Lindbeck, le doyen des économistes suédois de l'État-providence, relève qu'« envoyer de nouveaux arrivants dans des quartiers où il y avait des appartements vides revenait à les envoyer dans des endroits situés par définition dans une zone de chômage élevé », cité par Christopher Caldwell *Une révolution sous nos yeux*, L'Artilleur, 2014.

[▲ Retour au texte](#)

22. « Mineurs isolés : les départements font face à l'urgence », *Le Monde*, 30 janvier 2018.

[▲ Retour au texte](#)

23. « L'immigration modifie le modèle social suédois », *Le Monde*, 14 juin 2017.

[▲ Retour au texte](#)

24. « Comment la Suède a durci sa politique d'asile », *Le Monde*, 25 mai 2018.

[▲ Retour au texte](#)

25. Un malaise parfaitement identifié par le réalisateur Ruben Östlund, qui, depuis dix ans, de *Happy Sweden* (2008) à *The Square* (2017), filme l'anxiété de la société suédoise désormais confrontée aux tensions et paranoïas identitaires.

[▲ Retour au texte](#)

26. Douglas Murray, *L'Étrange suicide de l'Europe*, L'Artilleur, 2018.

[▲ Retour au texte](#)

27. Professeur à l'université Columbia de New York.

[▲ Retour au texte](#)

28. « Mark Lilla, poil à gratter de la gauche américaine », *Le Monde*, 2 décembre 2017.

[▲ Retour au texte](#)

1. « Il n'y a pas une culture française, il y a une culture en France et elle est diverse », Emmanuel Macron, Lyon, février 2017.

[▲ Retour au texte](#)

2. Lancée aux États-Unis en 2017, la question du déboulonnage des statues des soldats confédérés a très vite rebondi en France où la suppression des statues de Colbert associé au Code Noir qui régissait l'esclavage a été débattue. Le fondateur de l'identité républicaine, Jules Ferry, qui estimait devoir « civiliser les races inférieures », est lui aussi contesté.

[▲ Retour au texte](#)

3. En France, des records d'abstention ont été battus lors des élections présidentielle et législatives de 2017.

[▲ Retour au texte](#)

4. Fondation Jean-Jaurès, « Le conspirationnisme dans l'opinion française », 7 janvier 2018.

[▲ Retour au texte](#)

5. En France, le taux de syndicalisation est estimé entre 8 et 11 % (23 % dans l'Union européenne).

[▲ Retour au texte](#)

6. Hervé Nathan, « Quand la gauche dit adieu aux ouvriers et employés », *Marianne*, 10 mai 2011.

[▲ Retour au texte](#)

7. En 2017, c'est en prenant en compte les aspirations sociales et identitaires que l'élite nationaliste corse a emporté les élections régionales.

[▲ Retour au texte](#)

8. Emmanuel Macron, *Révolution*, *op. cit.*

[▲ Retour au texte](#)

9. Mao Zedong, *Le Petit Livre rouge*, 1966.

[▲ Retour au texte](#)

10. Concept élaboré au début des années 2000 pour analyser les ressorts des mouvements de population (demandes de changement d'attribution) dans les quartiers de logements sociaux (voir Christophe Guilluy, *Fractures françaises*, op. cit. et *La France périphérique* op. cit).

[▲ Retour au texte](#)

11. Michèle Tribalat, *Assimilation, la fin du modèle français*, op. cit.

[▲ Retour au texte](#)

12. De l'appropriation culturelle à la volonté de réécrire l'Histoire, les revendications communautaires, cadrées hier par le partage d'un modèle commun, n'ont aujourd'hui plus aucune limite.

[▲ Retour au texte](#)

13. En France, par exemple, les atteintes volontaires à l'intégrité physique ont dépassé le chiffre de 600 000 par an, soit 1 650 faits par jour en moyenne (chiffres du ministère de l'Intérieur, 2017).

[▲ Retour au texte](#)

1. Jacques Julliard, « Populisme, Europe et démocratie », *Le Figaro*, 3 juin 2018.

[▲ Retour au texte](#)

2. Philippe Cohen, *Protéger ou disparaître : les élites face à la montée des insécurités*, Gallimard, 1999.

[▲ Retour au texte](#)

3. Débattre des paradis fiscaux, de l'accentuation des inégalités, du multiculturalisme ou de la place de l'islam en soutenant un modèle qui massacre les catégories populaires relève au mieux de la bêtise, au pire du cynisme.

[▲ Retour au texte](#)

1. « Peuple, *people*, populismes », *Revue des deux mondes*, 29 mars 2017.

[▲ Retour au texte](#)

2. David Goodhart, *The Road to Somewhere*, op. cit.

[▲ Retour au texte](#)

3. La France périphérique représente 60 % de la population répartis sur 87 % des communes françaises.

[▲ Retour au texte](#)

4. Si la population française a crû de 10 millions d'habitants depuis 1980, les métropoles n'ont capté « que » la moitié de cette croissance, soit à peu près leur poids dans la population française. Dans la période récente, entre 2007 et 2012, presque tous les départements ont enregistré une augmentation de leur population. Seuls 13 ont perdu des habitants. Si en 1968 les 15 premières métropoles représentaient 38,1 % de la population, en 2012 cette part est de 40,3 %. Cette stabilité témoigne du fait que l'extension des métropoles tient plus à l'extension de leur territoire d'influence qu'à une concentration accrue de leur population.

[▲ Retour au texte](#)

5. Christophe Noyé, www.cfgeo.com.

[▲ Retour au texte](#)

6. Établissement public de coopération intercommunale.

[▲ Retour au texte](#)

7. Expression de l'écrivain Renaud Camus qui vise à souligner un processus de remplacement des populations européennes par des immigrés extra-européens.

[▲ Retour au texte](#)

8. www.micheletribalat.com

[▲ Retour au texte](#)

9. Centre de recherche américain qui a établi une projection de population musulmane en Europe (les vingt-huit pays de l'Union européenne, plus la Norvège et la Suisse) à partir des taux de fécondité, de mortalité et des migrations.

[▲ Retour au texte](#)

10. « Europe's growling muslim population », www.micheletribalat.com.

[▲ Retour au texte](#)

11. À l'époque, ce « *heartland* » correspondait aux territoires de la grande puissance continentale, l'Empire russe, auquel succédera l'URSS.

[▲ Retour au texte](#)

12. Gérard-François Dumont, « Une idéologie de la métropolisation ? », *Population et avenir*, n° 722, février 2015.

[▲ Retour au texte](#)

13. Voir (entre autres) Daniel Lindenberg, *Le Rappel à l'ordre. Enquête sur les nouveaux réactionnaires*, Le Seuil, 2002.

[▲ Retour au texte](#)

14. L'industrie du cinéma est de plus en plus déficitaire et les classes populaires fréquentent de moins en moins les salles obscures. En France, en 2012, seulement 55 % des ouvriers sont allés au moins une fois au cinéma dans l'année (*Rapport des inégalités*, 2016).

[▲ Retour au texte](#)

15. Expression du sociologue Jean-Pierre Le Goff dans *Malaise dans la démocratie*, Fayard, 2017.

[▲ Retour au texte](#)

16. Régis Debray, *Éloge des frontières*, Gallimard, « Folio », 2013.

[▲ Retour au texte](#)

17. Notion de George Orwell, remise à jour par le philosophe Jean-Claude Michéa, qui rappelle la permanence des valeurs d'entraide et de solidarité en milieu populaire.

[▲ Retour au texte](#)

18. Jean-Luc Gréau, ancien expert du Medef, « Le protectionnisme est-il de retour ? », *Le Figaro*, 15 février 2017.

[▲ Retour au texte](#)

19. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle la France, pourtant officiellement opposée au protectionnisme, réclame depuis longtemps une réforme du [statut des travailleurs détachés](#).

[▲ Retour au texte](#)

20. « Les Français, le protectionnisme et le libre-échange », Ifop, 2011.

[▲ Retour au texte](#)

21. De Maurice Allais à Jean-Luc Gréau, de Jacques Sapir à Emmanuel Todd.

[▲ Retour au texte](#)

22. Hakim El Karoui, « Les avantages d'un protectionnisme européen », colloque de la fondation Res Publica, 7 avril 2009.

[▲ Retour au texte](#)

23. Maurice Allais (prix Nobel d'économie en 1988), *La Mondialisation. La destruction des emplois et de la croissance*, Clément Juglar, 1999.

[▲ Retour au texte](#)

24. Jacques Sapir, *La Démondialisation*, Le Seuil, « Points », 2012.

[▲ Retour au texte](#)

25. Produit intérieur brut : cette mesure quantifie (pour un pays et une année donnée) la valeur totale de la production de richesse effectuée par les entreprises, les ménages et les administrations publiques.

[▲ Retour au texte](#)

26. « Repenser le PIB », *Finances et développement*, mars 2017.

[▲ Retour au texte](#)

27. Thomas Piketty, *Le Capital au xx^e siècle*, Le Seuil, 2013.

[▲ Retour au texte](#)

28. Charles Jones et Peter Klenow, cités dans « Repenser le PIB », *Finances et développement*, mars 2017.

[▲ Retour au texte](#)

29. Étude réalisée du 24 juin au 8 juillet 2017, sur 17 903 personnes, âgées de 18 à 64 ans aux États-Unis et au Canada et de 16 à 64 ans dans les autres pays interrogés : Afrique du Sud, Allemagne, Arabie saoudite, Argentine, Australie, Belgique, Brésil, Corée du Sud, Espagne, France, Hongrie, Inde, Italie, Japon, Mexique, Nouvelle-Zélande, Pérou, Pologne, Russie, Serbie, Suède, Royaume-Uni, Turquie.

[▲ Retour au texte](#)

30. La Turquie (85 %), l'Italie (66 %), l'Afrique du Sud et la Russie (62 %) étant les quatre pays les plus négatifs à ce sujet.

[▲ Retour au texte](#)

31. Selon le rapport de l'Assemblée nationale des députés François Cornut-Gentille (LR) et Rodrigue Kokouendo (LREM) sur l'évaluation de l'action de l'État en Seine-Saint-Denis, déposé le 31 mai 2018.

[▲ Retour au texte](#)

32. Voir « Des musulmans de gauche ? », Fondation Jean-Jaurès, mars 2014.

[▲ Retour au texte](#)

33. *Le Monde*, 20 avril 2015.

[▲ Retour au texte](#)

34. Montigny-lès-Cormeilles, 20 février 1981.

[▲ Retour au texte](#)

35. Trois ans plus tard, en 1984, l'association SOS Racisme est créée par des cercles proches du Parti socialiste.

[▲ Retour au texte](#)

36. Dans un contexte où le peuple influence de moins en moins les décisions politiques, on observe une multiplication des échanges stériles et médiatiques, l'*entertainment* tendant peu à peu à se substituer au débat démocratique.

[▲ Retour au texte](#)

37. Pour 85 % des Français, le nombre d'immigrés est en augmentation et seulement 14 % jugent que l'immigration est positive. « Attitude à l'égard de l'immigration et de la crise des réfugiés dans le monde », Ipsos, juillet 2017.

[▲ Retour au texte](#)

38. Laurent Chalard, Atlantico.fr, 7 juillet 2017.

[▲ Retour au texte](#)

1. Hugues Lagrange, *Le Déni des cultures*, Le Seuil, 2010.

[▲ Retour au texte](#)

2. Voir note 1 p. 195.

[▲ Retour au texte](#)

3. Ce déni n'empêche pas par ailleurs les classes dominantes d'instrumentaliser la question de la diversité pour justifier le modèle mondialisé.

[▲ Retour au texte](#)

4. L'effacement de la culture populaire est d'autant plus fort qu'il s'accompagne aujourd'hui d'un processus d'appropriation inédit. À la gentrification des anciens quartiers populaires des grandes villes s'ajoute depuis plusieurs décennies un processus d'appropriation de la culture populaire par la nouvelle bourgeoisie, qui réinvente une culture populaire chic et aseptisée. Chic l'ancien bar ouvrier, chic l'ancienne usine, chic l'ancien atelier transformé en loft, chics les commerces de bouche, chics les tribunes des stades de foot... Dans ce processus de disneylandisation, aucun territoire ne sera oublié. Du décorum ouvrier au décorum paysan, ce sont aussi tous les lieux de villégiature des nouvelles classes qui sont concernées. Cette appropriation culturelle, qui participe au brouillage de classes, accentue paradoxalement l'invisibilisation des plus modestes.

[▲ Retour au texte](#)

5. Marcel Gauchet, « L'idée que le passé peut être remodelé à volonté est une idée totalitaire », *Le Figaro*, 20 octobre 2017.

[▲ Retour au texte](#)

6. www.un.org/development/desa/fr/ et « Perspectives de la population mondiale, la révision de 2017 », juin 2017.

[▲ Retour au texte](#)

7. Stephen Smith, *La Ruée vers l'Europe : la jeune Afrique en route pour le vieux continent*, Grasset, 2018.

[▲ Retour au texte](#)

8. En janvier 2018, c'est la cité Kalliste du 15^e arrondissement de Marseille qui fut le théâtre de vives tensions entre habitants et migrants subsahariens qui squattaient une barre d'immeuble insalubre.

[▲ Retour au texte](#)

9. « Des musulmans de gauche ? », Fondation Jean-Jaurès, mars 2014.

[▲ Retour au texte](#)

10. En juillet 2018, par exemple, dans le quartier de Perseigne à Alençon, une rixe entre migrants afghans et habitants d'origines marocaine et turque a fait un mort et une dizaine de blessés. « Après la rixe à Alençon, des Afghans tentent de fuir le quartier », *Ouest-France*, 3 août 2018.

[▲ Retour au texte](#)

11. Laurent Marot, « Guyane : qui est le collectif des 500 frères ? », *Le Monde*, 27 mars 2017.

[▲ Retour au texte](#)

12. À Mayotte, on estime que près de la moitié des habitants recensés sont des immigrés originaires des Comores et 70 % des bébés nés dans la maternité de Mamoudzou naissent de migrants en situation irrégulière (« L'immigration, un facteur important de la démographie à Mayotte », *Le Monde*, 7 mars 2018).

[▲ Retour au texte](#)

13. « Chili : 2 000 étrangers expulsés d'ici fin 2018 », *Le Figaro*, 25 juin 2018.

[▲ Retour au texte](#)

14. « La question migratoire est entre les mains des États du Maghreb », *Le Figaro*, 4 juin 2018.

[▲ Retour au texte](#)

15. « Israël : les propos polémiques de Benyamin Netanyahou sur les migrants africains », RFI, 21 mars 2018.

[▲ Retour au texte](#)

16. « Israël construit une clôture électrique pour se protéger des terroristes », *Le Monde*, 6 janvier 2013.

[▲ Retour au texte](#)

17. « Migrants africains en Israël : le revirement de Netanyahu », *Le Monde*, 2 avril 2018.

[▲ Retour au texte](#)

18. « En Israël, manifestation monstre de migrants africains clandestins », *Le Monde*, 6 janvier 2014.

[▲ Retour au texte](#)

19. Zahra Chenaoui, « L'Algérie accélère les expulsions de migrants subsahariens dans le désert », *Le Monde*, 20 mars 2018.

[▲ Retour au texte](#)

20. « Arabie saoudite : contre les étrangers, mesures restrictives et racisme grandissant », *Courrier international*, 9 mars 2017.

[▲ Retour au texte](#)

21. Notamment en Afrique du Sud, où l'hostilité à l'encontre des immigrés nigériens, zimbabwéens ou somaliens n'a cessé d'augmenter (*Le Monde*, 27 février 2017).

[▲ Retour au texte](#)

22. Anne-Françoise Hivert, « Flirt politique inédit au royaume du Danemark », *Le Monde*, 20 mars 2018.

[▲ Retour au texte](#)

23. Chantal Delsol, « Pourquoi les peuples d'Europe centrale refusent les leçons de morale », *Le Figaro*, 22 février 2018.

[▲ Retour au texte](#)

24. Marcel Gauchet, « L'idée que le passé peut être remodelé à volonté est une idée totalitaire », *Le Figaro*, 20 octobre 2017.

[▲ Retour au texte](#)

25. *White flight* : départ des Blancs des quartiers et/ou collèges publics où se concentrent les minorités. *Jewish flight* : départ des juifs des quartiers et/ou collèges publics où se concentrent les musulmans. *Arab flight* : départ des ménages maghrébins des quartiers et/ou collèges publics où se concentre l'immigration subsaharienne. *Chinese flight* : évitement et départ des ménages asiatiques des quartiers où se concentrent les autres minorités.

[▲ Retour au texte](#)

26. Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, *L'An prochain à Jérusalem*, Éditions de l'Aube, 2016 et Georges Bensoussan, *Les Juifs du monde arabe*, Odile Jacob, 2017.

[▲ Retour au texte](#)

27. Christophe Guilluy, *Le Crépuscule de la France d'en haut*, op. cit.

[▲ Retour au texte](#)

28. « Que demande le peuple ? Enquête sur la vision du monde des classes populaires », Étienne Campion, Sciences Po Lille, 2017-2018.

[▲ Retour au texte](#)

1. Le ministère de la Vérité (« Minitrue » ou « Ministry of Truth »), conceptualisé dans le roman de George Orwell *1984*, est en fait un ministère de la Propagande.

[▲ Retour au texte](#)

2. « Les fondations de l'édifice social » est une expression de Jack London citée par Gérard Andrieu dans *Le Peuple de la frontière*, Le Cerf, 2017.

[▲ Retour au texte](#)

3. Voir note 1, p. 195.

[▲ Retour au texte](#)

4. Jean-Claude Michéa, « Peuple, *people*, populisme », *op. cit.*

[▲ Retour au texte](#)

5. « Mark Zuckerberg se prononce en faveur du revenu universel », *La Tribune*, 26 mai 2018.

[▲ Retour au texte](#)

6. « “Cancer de l'assistanat” : une personne sur trois ne touche pas les aides sociales auxquelles elle a droit », *Marianne*, 14 novembre 2017.

[▲ Retour au texte](#)

7. En 2016, l'Observatoire des non-recours aux droits et services (Odenore) pointait déjà un taux de non-recours aux minima sociaux de l'ordre de 36 % pour le revenu de solidarité active (RSA), 34 % pour la couverture maladie universelle (CMU), voire 70 % pour l'aide au paiement d'une complémentaire santé (ACS) (« Évaluation du non-recours aux minima sociaux et aux soins des personnes en situation de précarité sociale », 26 septembre 2016, rapport de l'Assemblée nationale).

[▲ Retour au texte](#)

8. Le géographe Laurent Chalard observe que le chômage reste important dans les métropoles et que la création d'emplois n'y est pas corrélée à l'évolution du nombre de demandeurs d'emploi (voir « Les métropoles, pas la panacée contre le chômage », *Les Échos*, 24 mai 2018).

[▲ Retour au texte](#)

9. *Population et avenir*, n° 722, mars-avril 2015.

[▲ Retour au texte](#)

10. Un constat renforcé par le fait que les grandes villes enregistrent en moyenne un faible niveau de fécondité. Cette faiblesse démographique intrinsèque exercera des effets à moyen et long terme surtout si la dynamique démographique nationale est faible.

[▲ Retour au texte](#)

11. « Les Franciliens veulent changer de vie », *Le Parisien*, 15 avril 2018, d'après l'Observatoire société et consommation.

[▲ Retour au texte](#)

12. « La performance économique de l'Île-de-France jugée insuffisante », *Les Échos*, 21 novembre 2016.

[▲ Retour au texte](#)

13. Gérard-François Dumont met par exemple en avant les réussites économiques de nombreuses petites villes qui ne doivent rien à la métropolisation mais à la pertinence de projets de développement initiés par des élus et des entreprises locales dans *Population et avenir*, n° 728, juin 2016.

[▲ Retour au texte](#)

14. Laurent Chalard, « Pour la constitution d'un “lobby” des villes de tradition industrielle en déclin », *Les Échos*, 31 mai 2018.

[▲ Retour au texte](#)

15. Institut californien international de recherche.

[▲ Retour au texte](#)

16. *Le Monde*, 1^{er} août 2017.

[▲ Retour au texte](#)

17. *Population et avenir*, n° 725, novembre-décembre 2017.

[▲ Retour au texte](#)

18. Un nombre croissant de jeunes diplômés de l'enseignement supérieur éprouve des difficultés à intégrer le marché du travail. Beaucoup plébiscitent d'ailleurs de plus en plus les candidats ou partis populistes de droite et surtout de gauche, comme Bernie Sanders aux États-Unis, Podemos en Espagne, Jean-Luc Mélenchon en France.

[▲ Retour au texte](#)

19. Dans *The World as It Is : A Memoir of the Obama White House* (Random House, 2018), Benjamin J. Rhodes, l'un des plus proches conseillers de Barack Obama, décrit les doutes de l'ancien président après l'élection de Donald Trump : « Et si, pendant ses huit ans au pouvoir, son parti et lui-même étaient allés trop loin dans leur promotion du cosmopolitisme et de la mondialisation ? » (*Marianne*, 31 mai 2018).

[▲ Retour au texte](#)